

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3958

[2007/202868]

**12 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 4;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu l'avis de la Commission des déchets rendu le 23 janvier 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 30 mai 2007, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la Directive 2002/91 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments, notamment les articles 9, "Inspection des systèmes de climatisation" et 10 "Experts indépendants";

Considérant le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

Considérant le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme et du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> équipement frigorifique : tout équipement de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique à compression de vapeur, à absorption ou à adsorption, ou par tout procédé résultant d'une évolution de la technique en la matière;

2<sup>o</sup> équipement frigorifique fixe : tout équipement frigorifique qui n'est normalement pas en mouvement lors de son fonctionnement;

3<sup>o</sup> équipement frigorifique à circuit hermétique : tout équipement frigorifique dans lequel toutes les parties contenant des agents réfrigérants sont rendues hermétiques par soudure, brasage ou une technique similaire entraînant un assemblage permanent, ce dernier pouvant comporter des valves recouvertes et des orifices de sortie recouverts qui permettent une réparation ou une élimination dans les règles et présentent un taux de fuite testé inférieur à 3 grammes par an sous une pression d'au moins un quart de la pression maximale;

4<sup>o</sup> agent réfrigérant : le fluide utilisé pour le transfert de chaleur dans un équipement frigorifique qui absorbe la chaleur à basse température et basse pression et rejette de la chaleur à haute température et haute pression impliquant un changement d'état de ce fluide;

5<sup>o</sup> agent réfrigérant fluoré : l'agent réfrigérant composé en partie ou dans sa totalité (...) de HCFC ou de CFC et visé à l'annexe XVII;

6<sup>o</sup> entreprise en technique frigorifique spécialisée : toute personne morale ou physique agréée conformément aux dispositions du présent arrêté;

7<sup>o</sup> technicien frigoriste spécialisé : toute personne physique spécialisée dans l'utilisation d'agents réfrigérants fluorés et qui est titulaire du certificat environnemental en technique frigorifique visé à l'article 25;

8<sup>o</sup> système de climatisation : une combinaison de toutes les composantes nécessaires pour assurer une forme de traitement de l'air dans laquelle la température est contrôlée ou peut être abaissée, éventuellement en conjugaison avec un contrôle de l'aération, de l'humidité ou de la pureté de l'air;

9° expert énergie-climatisation : tout personne physique titulaire du certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation visé à l'article 54;

10° hydrochlorofluorocarbone (HCFC) : un composé organique formé uniquement de carbone, d'hydrogène, de chlore et de fluor, dans la molécule duquel il n'y a pas plus de trois atomes de carbone;

11° chlorofluorocarbone (CFC) : un composé organique formé uniquement de carbone, de chlore et de fluor, dans la molécule duquel il n'y a pas plus de trois atomes de carbone;

12° masse nominale en agent réfrigérant : masse d'agent réfrigérant que contient un équipement frigorifique pour fonctionner dans les conditions pour lesquelles il est conçu.

Cette valeur est :

a) soit la quantité introduite lors de la première mise en service. Si la totalité du réfrigérant ou une partie de celle-ci a été préchargée en usine, cette fraction est prise en compte dans l'estimation de la masse nominale en agent réfrigérant;

b) soit déterminée en effectuant une vidange suivie d'un remplissage de l'équipement frigorifique, les bonbonnes contenant le gaz étant pesées avant et après l'opération;

13° perte relative en agent réfrigérant : la fraction de la masse nominale d'agent réfrigérant perdue sur une période ramenée à un an suite aux émissions. La perte relative d'agent réfrigérant est calculée sur base des quantités d'agent réfrigérant ajoutées ou enlevées d'un équipement frigorifique, lesquelles sont consignées dans le livret de bord. La charge ajoutée lors d'un contrôle effectué simultanément à la détermination de la perte relative d'agent réfrigérant est prise en compte;

14° émissions : les émissions d'agent réfrigérant, d'huile ou de fluide secondaire provenant des équipements frigorifiques;

15° installations classées : les installations visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

16° livret de bord : le document destiné à consigner les informations requises en application de l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions sectorielles et intégrales aux installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique;

17° déchet : tout déchet tel que défini par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

18° déchets d'équipements électriques et électroniques : les déchets tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 18°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion;

19° collecte : l'activité de collecte telle que définie à l'article 2, 14° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

20° transport : l'activité de transport telle que définie à l'article 2, 15° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

21° récupération d'agents réfrigérants, d'huiles et de fluides caloporteurs ou frigoporteurs : opération effectuée sur des équipements frigorifiques lors de leur entretien ou avant leur élimination et consistant à transférer les agents réfrigérants, huiles et fluides caloporteurs ou frigoporteurs contenus dans ces équipements vers des récipients appropriés;

22° DGRNE : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

23° directeur général : le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou son délégué;

24° Ministre : le Ministre de l'Environnement;

25° fonctionnaires chargés de la surveillance : les agents désignés, sur base de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement, pour rechercher et constater les infractions à la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté vise à :

1° prévenir la pollution qui est susceptible de se produire lors ou à la suite des opérations suivantes :

a) l'installation des parties d'un équipement frigorifique fixe contenant ou pouvant contenir de l'agent réfrigérant fluoré;

b) la mise en service et la mise hors service, en ce compris le démantèlement, d'un équipement frigorifique visé au point a);

c) toute intervention sur les parties d'un équipement frigorifique fixe visées au point a), sauf en cas d'urgence si l'intervention est rendue nécessaire pour assurer la sécurité des personnes.

d) la manipulation d'agents réfrigérants fluorés dans le cadre des opérations visées aux points a) à c);

e) les opérations de gestion des déchets résultant des opérations visées aux points a) à c);

2° assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation par le biais d'une inspection énergétique comprenant une évaluation du rendement de la climatisation et de son dimensionnement par rapport aux exigences en matière de refroidissement du bâtiment. Les équipements frigorifiques à circuit hermétique contenant moins de trois kg d'agent réfrigérant fluoré sont exclus du champ d'application du présent arrêté.

§ 2. Les opérations visées au § 1<sup>er</sup>, 1°, a) à d), ne peuvent être effectuées que par une personne :

1° qui a la qualité de technicien frigoriste spécialisé;

2° et qui travaille au nom et pour le compte d'une entreprise en technique frigorifique spécialisée, sauf si le technicien frigoriste spécialisé effectue ces opérations dans l'établissement dont il fait partie du personnel.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'opération visée au § 1<sup>er</sup>, 1°, a), peut être effectuée par des personnes n'ayant pas la qualité de technicien frigoriste spécialisé à la condition que l'installation ait lieu sous la responsabilité d'un tel technicien.

Les opérations visées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, e), sont effectuées :

1<sup>o</sup> par des personnes disposant des autorisations, agréments ou enregistrements requis pour la gestion des déchets concernés;

2<sup>o</sup> ou par des entreprises en technique frigorifique spécialisée lorsque lesdites opérations consistent à transporter les déchets résultant des interventions des techniciens frigoristes spécialisés qu'elles emploient ou à stocker transitoirement ces déchets.

§ 3. L'inspection visée au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ne peut être effectuée que par une personne qui a la qualité d'expert énergie-climatisation.

## CHAPITRE II. — *De l'agrément des entreprises en technique frigorifique*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Des conditions d'agrément*

**Art. 3.** Pour être agréée, l'entreprise en technique frigorifique doit répondre aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'entreprise que des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques;

2<sup>o</sup> ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'entreprise aucune personne qui a été condamnée par une décision coulée en force de chose jugée, pour une infraction au titre Ier du Règlement général pour la Protection du Travail, à la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, à la loi du 9 juillet 1984 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des déchets, au décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets, au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1<sup>er</sup> février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de l'Union européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement à leurs arrêtés d'exécution ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

3<sup>o</sup> ne pas avoir fait l'objet d'un retrait d'agrément dans les trois ans précédant la demande d'agrément;

4<sup>o</sup> disposer dans son personnel d'au minimum un technicien frigoriste titulaire du certificat environnemental en technique frigorifique visé à l'article 25;

5<sup>o</sup> disposer des garanties financières et disposer ou s'engager à disposer des moyens techniques permettant d'assurer les activités pour lesquelles l'agrément est demandé; 6<sup>o</sup> être couverte par un contrat d'assurance ou s'engager à souscrire un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des activités pour lesquelles l'agrément est demandé.

Le contrat d'assurance contient au minimum :

a) une stipulation pour autrui au bénéfice de tout tiers lésé, cette stipulation emportant l'inopposabilité des exceptions, nullités et déchéances;

b) une clause prévoyant que la suspension ou la résiliation du contrat ne produira effet qu'après l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date à laquelle la cause de la suspension ou de la résiliation a été notifiée à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

### *Section 2. — De la procédure d'octroi de l'agrément*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément est envoyée par lettre recommandée ou remise contre récépissé au directeur général. Elle est introduite au moyen d'un formulaire dont le modèle figure à l'annexe I<sup>re</sup>.

§ 2. Le directeur général envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour de réception de la celle-ci.

La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis.

§ 3. Si la demande est incomplète, le directeur général indique par lettre recommandée au demandeur les renseignements ou documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir au directeur général, par lettre recommandée ou par remise contre récépissé, les renseignements ou les documents manquants. Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, le directeur général envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

§ 4. La demande est irrecevable :

1<sup>o</sup> si elle a été introduite en violation du § 1<sup>er</sup>;

2<sup>o</sup> si elle est jugée incomplète à deux reprises;

3<sup>o</sup> si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé au § 3.

Si la demande est irrecevable, le directeur général indique au demandeur les motifs de l'irrecevabilité.

§ 5. Le directeur général envoie sa décision d'octroi ou de refus d'agrément par lettre recommandée à la poste au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère complet et recevable de la demande.

### *Section 3. — Du recours*

**Art. 5.** Un recours contre les décisions visées à l'article 4, § 5, peut être introduit par le demandeur auprès du Ministre. Le recours est envoyé par lettre recommandée ou remis contre récépissé au directeur général dans les vingt jours suivant la réception de la décision querellée. Il est introduit au moyen d'un formulaire dont le modèle figure à l'annexe XIV.

Le Ministre envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au requérant dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du recours.

*Section 4. — De la mise en œuvre de l'agrément*

**Art. 6.** Sauf si une copie du contrat d'assurance visé à l'article 3, 6<sup>o</sup>, figure au dossier de demande d'agrément, la mise en œuvre de l'agrément est subordonnée à l'envoi de ladite copie à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, par lettre recommandée ou par toute autre modalité conférant une date certaine à l'envoi.

*Section 5. — De la suspension et du retrait de l'agrément*

**Art. 7.** Le directeur général peut suspendre ou retirer l'agrément lorsque l'entreprise en technique frigorifique spécialisée :

- 1<sup>o</sup> contrevient aux dispositions du présent arrêté;
- 2<sup>o</sup> fait obstacle au contrôle de ses activités par les agents chargés de la surveillance.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le directeur général a l'intention de suspendre ou de retirer l'agrément, il en informe, par lettre recommandée, l'entreprise en technique frigorifique spécialisée concernée. La proposition de suspension ou de retrait indique les motifs les justifiant.

L'entreprise en technique frigorifique spécialisée dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait pour transmettre ses observations écrites au directeur général.

Elle est également entendue à sa demande.

§ 2. Le directeur général statue dans un délai de trente jours à compter :

1<sup>o</sup> soit de la réception des observations visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ou, à défaut, de l'écoulement du délai de trente jours visé à ce même alinéa;

2<sup>o</sup> soit, lorsqu'elle a lieu, de l'audition visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3;

La décision est envoyée par lettre recommandée à l'entreprise en technique frigorifique spécialisée concernée.

§ 3. En cas de retrait d'agrément, l'entreprise en technique frigorifique est tenue de restituer à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement l'original ainsi que les éventuelles copies certifiées conformes dudit agrément endéans les quatorze jours qui suivent l'envoi de la décision.

§ 4. Le directeur général peut, en cas d'urgence spécialement motivée, suspendre immédiatement l'agrément.

**Art. 9.** Un recours contre les décisions de suspension ou de retrait d'agrément peut être introduit par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée concernée auprès du Ministre.

Le recours est envoyé par lettre recommandée ou remis contre récépissé au Directeur général dans les vingt jours suivant la réception de la décision querellée. Il est introduit au moyen d'un formulaire dont le modèle figure à l'annexe XIV.

La décision du Ministre est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours.

Sauf dans l'hypothèse visée à l'article 8, § 4, le recours est suspensif.

*CHAPITRE III. — Des obligations en cas d'intervention sur les équipements frigorifiques**Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 10.** De façon à réduire les émissions d'agent réfrigérant, les opérations visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sont réalisées. A cet effet, les opérations sont réalisées en se conformant aux recommandations de :

1<sup>o</sup> la norme NBN EN 378 : Systèmes de réfrigération et pompes à chaleur - Exigences de sécurité et d'environnement, ou toute norme la remplaçant ou la complétant;

2<sup>o</sup> ou toute norme étrangère ou code de bonne pratique reconnu par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Pour cette reconnaissance, la société concernée transmet à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement les informations démontrant que cette norme étrangère ou code de bonne pratique fournit un niveau de protection environnemental équivalent à la norme NBN EN 378. La Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement reconnaît la norme étrangère ou le code de bonne pratique dans les trente jours de la réception des informations.

Les opérations sont numérotées par le technicien frigoriste spécialisé selon la nomenclature suivante : "numéro du certificat environnemental en technique frigorifique/année civile/numérotation effectuée dans un ordre croissant renouvelé au début de chaque année civile".

**Art. 11.** Les entreprises en technique frigorifique spécialisées fournissent à leurs techniciens frigoristes spécialisés un équipement technique en bon état de fonctionnement.

L'équipement technique correspond au minimum au matériel énuméré à l'annexe II.

Les équipements de mesure sont étalonnés avant la première utilisation et au minimum une fois tous les ans conformément à des normes reconnues internationalement ou, à défaut, selon les indications fournies par le fabricant ou l'importateur de ceux-ci.

Les certificats de maintenance et d'étalonnage des équipements de mesure sont tenus à disposition des fonctionnaires chargés de la surveillance.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les entreprises en technique frigorifique spécialisées consignent dans un registre établi pour chaque année calendrier les dispositions minimales reprises à l'annexe III, a à n.

§ 2. Au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre, le format du registre valable pour l'année suivante est mis à disposition des entreprises en technique frigorifique spécialisées sur le site Internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

§ 3. Le registre est transmis à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit l'année concernée, sous forme d'un tableur informatique ou, à défaut, sur support papier par lettre recommandée ou remise contre récépissé.

Le registre est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 4. Concomitamment à la transmission du registre, l'entreprise en technique frigorifique spécialisée transmet une liste mise à jour des techniciens frigoristes spécialisés qu'elle emploie. Ce document précise le numéro du certificat environnemental en technique frigorifique.

§ 5. L'entreprise en technique frigorifique spécialisée communique, dans le mois, par lettre recommandée transmise au Directeur général, toute modification la concernant et relative aux données figurant dans le formulaire visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 13.** Les dispositions de la présente section sont applicables aux établissements disposant d'équipements frigorifiques pour lesquels les opérations visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sont effectuées par des techniciens frigoristes spécialisés faisant partie de leur personnel.

#### *Section 2. — Dispositions particulières applicables pour les équipements frigorifiques des installations classées*

**Art. 14.** En cas d'intervention sur une installation classée, le technicien frigoriste spécialisé note dans le livret de bord de l'équipement les données définies à l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions sectorielles et intégrales des installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique.

**Art. 15.** Lorsqu'il apparaît, sur base des données relatives aux agents réfrigérants, que l'équipement frigorifique d'une installation classée présente des pertes relatives d'agents réfrigérants supérieures aux valeurs maximales définies à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions sectorielles et intégrales des installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique, l'entreprise en technique frigorifique spécialisée en avertit par écrit l'exploitant. Cet écrit mentionne la manière d'y remédier. Chacune des parties garde copie de cet écrit.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable lorsque la perte relative d'agents réfrigérants est constatée par un technicien frigoriste spécialisé dans l'établissement dont il fait partie du personnel.

**Art. 16.** La vérification d'étanchéité, telle que visée aux articles 22, § 3 et 23, § 2, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions sectorielles et intégrales aux installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique est effectuée selon les modalités décrites à l'annexe IV.

**Art. 17.** Lorsqu'il est amené à intervenir sur l'équipement frigorifique d'une installation classée qui ne dispose pas d'une autorisation d'exploiter ou sur un équipement non conforme aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions sectorielles et intégrales des installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique, du Règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, ou du Règlement (CE) N° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés, le technicien frigoriste spécialisé ne peut effectuer que les interventions suivantes :

- 1° la mise en conformité technique;
- 2° la réduction ou la prévention des fuites d'agents réfrigérants;
- 3° la mise à l'arrêt suivie du démantèlement.

L'entreprise en technique frigorifique spécialisée informe l'exploitant de ce qu'il est tenu, sans délai, de régulariser la situation.

L'alinéa 2 n'est pas applicable lorsque l'intervention est réalisée par un technicien frigoriste spécialisé dans l'établissement dont il fait partie du personnel.

#### *CHAPITRE IV. — De la gestion des déchets*

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Le technicien frigoriste spécialisé est habilité à effectuer les actions suivantes, susceptibles de générer des déchets :

1° récupérer les agents réfrigérants contenus dans les équipements frigorifiques :

a) en procédant à une vidange partielle ou totale des agents réfrigérants, en ce compris les huiles susceptibles de contenir des agents réfrigérants, contenus dans l'équipement et en les transférant dans des récipients appropriés;

b) en travaillant dans une ligne fixe dédiée au traitement d'équipements frigorifiques;

2° réaliser le confinement, de manière étanche, dans une partie de l'équipement frigorifique, de l'agent réfrigérant, ainsi que des huiles susceptibles d'en contenir, lorsque cette opération est effectuée dans le cadre d'un entretien, d'une réparation ou avant le démontage de l'équipement;

3° réaliser le démontage d'un équipement après confinement;

4° séparer une partie d'équipement confinée conformément au point 2° du reste de l'équipement;

5° récupérer les huiles ne contenant pas d'agents réfrigérants, les fluides frigoporteurs ou caloporteurs contenus dans l'équipement frigorifique en les transférant dans des récipients appropriés.

§ 2. L'entreprise en technique frigorifique spécialisée est habilitée à :

1° transporter les déchets suivants résultant exclusivement des interventions, menées par les techniciens frigoristes spécialisés qu'elle emploie, sur des équipements frigorifiques, en ce compris les équipements à circuit hermétique et les équipements contenant moins de trois kg d'agent réfrigérant fluoré :

a) les déchets dangereux, à savoir :

- les agents réfrigérants, en ce compris les huiles dans lesquels sont dissous des agents réfrigérants;
- les huiles usagées non visées au tiret précédent;
- les filtres à huiles;

- les fluides frigoporteurs et les fluides caloporteurs contenant des substances dangereuses;
- les parties d'équipements contenant des agents réfrigérants, des huiles, des fluides frigoporteurs ou caloporteurs, pour autant que ceux-ci y soient confinés de manière à éviter tout risque de fuite;
- les résidus de nettoyage et de détartrage contenant des substances dangereuses;
- tout autre déchet identifié comme dangereux par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

b) les déchets autres que dangereux, à savoir :

- les fluides frigoporteurs et les fluides caloporteurs ne contenant pas de substances dangereuses;
- les résidus de nettoyage et de détartrage ne contenant pas de substances dangereuses;
- les équipements et parties d'équipements dépollués, c'est-à-dire les équipements et parties d'équipements ne contenant plus d'agents réfrigérants, d'huiles ou d'autres substances dangereuses;
- les pièces défectueuses;
- les chutes métalliques;
- les résidus d'isolant;
- les résidus de plastique;
- tout autre déchet identifié comme non dangereux ou inerte par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

2° stocker de manière transitoire les déchets visés au point 1°.

**Art. 19. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque des déchets résultent de l'intervention qu'il a effectuée sur un équipement frigorifique, le technicien frigoriste spécialisé remet à l'exploitant de cet équipement ou à son préposé une attestation dont le modèle est défini à l'annexe V. S'il s'agit d'un équipement pourvu d'un livret de bord, l'inscription dans ce livret des informations visées à l'annexe V vaut attestation.

Le technicien frigoriste spécialisé complète un second exemplaire de cette attestation ou en établit une copie.

Le technicien frigoriste spécialisé remet ce second exemplaire à l'entreprise en technique frigorifique spécialisée qui l'emploie lorsque l'ensemble des déchets résultant de l'intervention sont :

- 1° immédiatement collectés par un collecteur dûment agréé ou enregistré;
- 2° ou immédiatement transportés par un transporteur agréé ou enregistré vers une installation autorisée;
- 3° ou laissés sur le site de l'équipement frigorifique, conformément aux dispositions du § 2.

Lorsque tout ou partie de ces déchets sont repris par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée qui emploie le technicien frigoriste ayant réalisé l'intervention, le second exemplaire de l'attestation tient lieu de document général de suivi de ces déchets. Lorsque ces déchets, à l'exception des bouteilles de récupération d'agents réfrigérants qui ne sont pas encore remplies à 80 % , ont été déposés dans des installations autorisées, le document de suivi des déchets est conservé par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée.

Une même attestation ou un même document général de suivi ne peut pas être utilisé pour des déchets résultant d'interventions effectuées sur des sites différents.

§ 2. Le technicien frigoriste spécialisé peut laisser sur le site les déchets résultant de son intervention pour autant que les déchets soient ultérieurement collectés par des collecteurs habilités ou transportés par des transporteurs habilités vers des installations autorisées à recevoir ces déchets. Par collecteur ou transporteur habilité, on entend un collecteur ou transporteur disposant des agréments et enregistrements requis pour effectuer la collecte ou le transport des déchets dangereux, des huiles usagées et des déchets autres que dangereux.

Le technicien frigoriste spécialisé établit un inventaire de ces déchets destiné au collecteur ou au transporteur et y annexe toutes les consignes utiles afin de prévenir tout risque d'émission en provenance des déchets vers l'environnement lors de leur stockage, de leur transport et de leur traitement. Cet inventaire, dont le modèle est défini aux points 5 et 6 de l'annexe V est daté et signé par le technicien frigoriste spécialisé et par l'exploitant de l'équipement frigorifique ou son préposé.

L'identité et le délai d'intervention des collecteurs et transporteurs doivent être connus à la fin de l'intervention du technicien frigoriste spécialisé et mentionnés dans l'inventaire visé au deuxième alinéa.

L'entreprise en technique frigorifique spécialisée veille à ce que les collecteurs et les transporteurs ou les exploitants des installations recevant les déchets lui transmettent une attestation dont le modèle est défini au point 6 de l'annexe V et en transmettent une copie à l'exploitant de l'équipement frigorifique. Cette attestation peut être établie sur tout autre modèle conforme aux dispositions des arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatifs aux déchets dangereux et aux huiles usagées et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux.

**Art. 20. § 1<sup>er</sup>.** En cas d'intervention sur un équipement frigorifique et, en particulier, lors de la récupération des agents réfrigérants, tout dégazage est interdit, sauf s'il est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes ou la sûreté de fonctionnement des équipements.

§ 2. Si l'équipement frigorifique est pourvu d'une résistance de carter ou de tout autre système permettant de désorber l'agent réfrigérant dissous dans l'huile, le technicien frigoriste spécialisé utilise ce système avant d'entreprendre la vidange de l'équipement.

§ 3. Les agents réfrigérants sont récupérés à l'aide d'un groupe de récupération prévu à cet effet.

Pendant le remplissage, le récipient est pesé de manière constante sur une balance appropriée afin d'éviter un excès de remplissage. Un facteur de remplissage de 80 % ne peut être dépassé.

§ 4. Pour autant que cela n'entraîne pas d'émissions atmosphériques liées à l'utilisation des groupes de récupération, le technicien frigoriste spécialisé veille à stocker dans des récipients spécifiques :

- 1° chaque type d'agent réfrigérant susceptible d'être recyclé;
- 2° l'ensemble des fluides devant être détruits ou les fluides non identifiés.

§ 5. Avant tout démontage ou démantèlement d'un équipement frigorifique, le technicien frigoriste spécialisé doit avoir effectué les opérations de récupération :

- 1° des agents réfrigérants conformément au § 3;
- 2° des huiles susceptibles de contenir des agents réfrigérants;
- 3° des huiles non visées au 2°;
- 4° des fluides caloporteurs et frigoporteurs.

Par dérogation au premier alinéa, points 1° et 2° le technicien frigoriste spécialisé peut procéder au confinement tel que prévu à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, 2°, et séparer la partie d'équipement confinée du reste de l'équipement.

Après avoir procédé aux opérations de récupération des fluides visées au premier alinéa ou aux opérations de confinement et de séparation visées au deuxième alinéa, le technicien frigoriste spécialisé établit en trois exemplaires l'attestation de dépollution dont le modèle figure à l'annexe VI. Un exemplaire est joint au livret de bord, un exemplaire est apposé de façon visible sur l'équipement frigorifique, le dernier exemplaire est transmis sans délai à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Les huiles, les fluides caloporteurs et les fluides frigoporteurs sont récupérés et transférés dans des récipients hermétiques.

Les équipements ou parties d'équipements frigorifiques ne contenant plus d'agent réfrigérant, d'huile, de fluide caloporteur ou de fluide frigoporteur et qui sont munies de l'attestation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être démontés par une personne autre qu'un technicien frigoriste spécialisé.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Les bouteilles utilisées par le technicien frigoriste spécialisé pour la récupération des agents réfrigérants et utilisées par les entreprises en technique frigorifique spécialisée pour leur transport répondent au minimum aux prescriptions suivantes :

- 1° les bouteilles sont conformes aux normes européennes auxquelles doivent satisfaire les bouteilles destinées à recevoir des agents réfrigérants neufs, notamment pour ce qui concerne la tenue à la pression, la résistance aux chocs et la solidité des vannes;
- 2° les bouteilles sont intérieurement exemptes de rouille, de saletés, d'humidité ou de résidus d'huile;
- 3° avant leur première utilisation, les bouteilles sont mises sous vide;
- 4° les bouteilles sont numérotées de manière inaltérable et pourvues d'un document de suivi dont le modèle est défini à l'annexe VII. Ce document est joint à chaque bouteille par un système permettant de le protéger efficacement et d'en assurer la lisibilité. S'il comporte plusieurs pages, celles-ci sont numérotées en continu, chacune faisant référence au numéro de la bouteille.

L'entreprise en technique frigorifique fait contresigner ce document et en prend une copie lorsqu'elle se défait de la bouteille. Le document original reste joint à la bouteille de récupération.

L'entreprise en technique frigorifique spécialisée prend les dispositions contractuelles nécessaires pour que l'installation de traitement final des déchets d'agents réfrigérants lui renvoie une copie du document complété et signé et accompagné d'un certificat d'élimination ou de valorisation.

§ 2. Les récipients utilisés par le technicien frigoriste spécialisé pour la récupération des autres liquides et utilisés par les entreprises en technique frigorifique spécialisée pour leur transport permettent de prévenir tout risque de fuite.

§ 3. Les récipients utilisés par le technicien frigoriste spécialisé pour la récupération des matières solides, notamment des éléments pulvérulents, et utilisées par les entreprises en technique frigorifique spécialisée pour leur transport permettent de prévenir tout risque de dispersion.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application des rubriques 63.12.05, 90.21, 90.22, 90.23 et 90.24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, le stockage transitoire, en dehors de leur site de production, des déchets visés à l'article 18 ne peut être effectué que dans une entreprise en technique frigorifique spécialisée.

§ 2. L'entreprise en technique frigorifique spécialisée qui effectue le stockage visé au § 1<sup>er</sup> tient à jour un registre des déchets stockés, dont le modèle est défini à l'annexe VIII. Ce registre est mis à jour chaque fois qu'un déchet est ajouté dans le site de stockage ou retiré de celui-ci.

Ce registre peut être tenu de manière informatisée. Dans ce cas, il est imprimé à fréquence régulière et au minimum tous les mois. Les versions successives sont datées, numérotées en continu et conservées ensemble. Au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre, un format de registre valable pour l'année suivante est mis à la disposition des entreprises en technique frigorifique spécialisées sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Sont annexés à ce registre :

- 1° les copies des attestations visées à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> alinéa;
- 2° les documents généraux de suivi de déchets visés à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> alinéa;
- 3° les documents de suivi de bouteilles de récupération d'agents réfrigérants visés à l'article 22, une fois que celles-ci ont été remises à des collecteurs de déchets dangereux ou à des installations de regroupement, prétraitement, élimination ou valorisation de déchets disposant d'une autorisation d'exploiter adéquate;
- 4° les attestations de prise en charge de déchets visées au § 5;
- 5° les certificats d'élimination ou de valorisation des déchets.

L'inventaire des déchets stockés visé au point 4 de l'annexe VIII est établi à fréquence régulière et au minimum tous les mois. Les inventaires successifs sont datés, numérotés en continu et conservés ensemble.

§ 3. L'entreprise en technique frigorifique spécialisée confie les déchets dangereux et les huiles usagées qu'elle a stockés :

1° soit à un collecteur de déchets dangereux et d'huiles usagées agréé conformément aux dispositions des arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatifs aux déchets dangereux et aux huiles usagées;

2° soit à une installation de regroupement, prétraitement, élimination ou valorisation de déchets disposant d'une autorisation d'exploiter adéquate. Dans ce cas, il confie le transport à un transporteur agréé.

§ 4. L'entreprise en technique frigorifique spécialisée confie les déchets non dangereux qu'elle a stockés :

1° soit à un collecteur de déchets industriels non dangereux enregistré conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

2° soit à une installation de regroupement, prétraitement, élimination ou valorisation de déchets disposant d'une autorisation d'exploiter adéquate. Dans ce cas, il confie le transport à un transporteur enregistré.

§ 5. Dans les cas visés aux § 3 et 4, l'entreprise en technique frigorifique spécialisée et le collecteur ou le transporteur concerné remplissent, en deux exemplaires, le document visé à l'annexe IX.

Un exemplaire est conservé par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée et tient lieu d'attestation de prise en charge des déchets. Cette attestation est annexée au registre visé à l'annexe VIII. Un exemplaire est conservé par le collecteur ou le transporteur et tient lieu de document d'accompagnement des déchets.

Dans l'hypothèse où les déchets sont confiés à une installation de regroupement, prétraitement, élimination ou valorisation de déchets, l'exemplaire ayant servi de document d'accompagnement, ou une copie de celui-ci, est complété et signé par l'exploitant de cette installation et renvoyé à l'entreprise en technique frigorifique spécialisée.

**Art. 23.** L'entreprise en technique frigorifique spécialisée transmet annuellement à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement la déclaration reprenant les informations visées à l'annexe X.

Au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre, les formats des déclarations valables pour l'année suivante sont mis à disposition des entreprises en technique frigorifique spécialisées et des exploitants de lignes fixes dédiées au traitement d'équipements frigorifiques sur le site Internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

La déclaration est transmise à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Office wallon des déchets, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit l'année concernée, sous forme d'un tableur informatique ou, à défaut, sur support papier par lettre recommandée ou par toute autre modalité conférant une date certaine à l'envoi.

**Art. 24.** Les entreprises qui exploitent directement des équipements frigorifiques et dont les techniciens frigoristes spécialisés n'effectuent des interventions que sur ces équipements sont exemptées des obligations figurant aux articles 19, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 à 5 et 22. En outre, dans ce cas de figure, lorsque des dispositions du présent arrêté imposent qu'un document soit établi en plusieurs exemplaires dont un est destiné à l'exploitant de l'équipement frigorifique et un autre est destiné au technicien frigoriste spécialisé ou à l'entreprise en technique frigorifique spécialisée, les exemplaires précités peuvent être rassemblés en un exemplaire unique.

#### CHAPITRE V. — *Du certificat environnemental en technique frigorifique*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Disposition générale*

**Art. 25.** Sans préjudice de l'application des articles 37 et 40, le certificat environnemental en technique frigorifique est délivré par un centre d'examen reconnu par le Directeur général.

Il sanctionne la réussite d'un examen conforme aux dispositions de l'annexe XI, I. Le Ministre peut arrêter des dispositions complémentaires.

Il est valable pour une durée indéterminée.

##### *Section 2. — De la reconnaissance des centres d'examen*

**Art. 26.** Pour être reconnu, le centre d'examen doit répondre aux conditions suivantes :

1° constituer un jury d'examen conformément aux dispositions de l'annexe XII, I, A;

2° disposer de procédures pour l'organisation des examens portant sur les sujets décrits à l'annexe XI, I, conformément aux dispositions de l'annexe XII, I, B.

Le Ministre peut arrêter des modalités de procédures complémentaires à celles prévues à l'annexe XII, I, B;

3° disposer d'une infrastructure technique conformément aux dispositions de l'annexe XII, I, C.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. La demande de reconnaissance est introduite par lettre recommandée ou remise contre récépissé au Directeur général. Elle est introduite au moyen d'un formulaire dont le modèle figure à l'annexe XIII.

§ 2. Le directeur général envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour de réception de la demande.

La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis.

§ 3. Si la demande est incomplète, le directeur général indique par lettre recommandée au demandeur les renseignements ou documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir au directeur général, par lettre recommandée ou par remise contre récépissé, les renseignements ou les documents demandés. Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, le directeur général envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

§ 4. La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation du § 1<sup>er</sup>;

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé au § 3.

Si la demande est irrecevable, le directeur général indique au demandeur les motifs de l'irrecevabilité.

§ 5. Le directeur général envoie sa décision d'octroi ou de refus de reconnaissance par lettre recommandée à la poste au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère complet et recevable de la demande. Si la reconnaissance est accordée, un numéro de reconnaissance est attribué au centre d'examen.

**Art. 28.** La reconnaissance du centre d'examen est accordée pour une période de cinq ans.

**Art. 29.** Un recours contre les décisions visées à l'article 27, § 5, peut être introduit par le demandeur auprès du Ministre. Le recours est envoyé par lettre recommandée ou remis contre récépissé au directeur général dans les vingt jours suivant la réception de la décision querellée. Il est introduit au moyen d'un formulaire dont le modèle figure à l'annexe XIV.

Le Ministre envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au requérant dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du recours.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Le directeur général peut suspendre ou retirer la reconnaissance lorsque le centre d'examen :

1° contrevient aux dispositions du présent arrêté;

2° fait obstacle au contrôle de ses activités par les agents chargés de la surveillance.

§ 2. Lorsque le directeur général a l'intention de suspendre ou de retirer la reconnaissance, il en informe, par lettre recommandée, le responsable du centre d'examen concerné. La proposition de suspension ou de retrait indique les motifs les justifiant.

Le responsable du centre d'examen dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait pour transmettre ses observations écrites au directeur général.

Le responsable du centre d'examen est également entendu à sa demande.

§ 3. Le directeur général statue dans un délai de trente jour à compter :

1° soit de la réception des observations visées au § 2, alinéa 2, ou, à défaut, de l'écoulement du délai de trente jours;

2° soit de l'audition visée au § 2, alinéa 3.

La décision est envoyée par lettre recommandée au responsable du centre d'examen.

§ 4. En cas de retrait, le responsable du centre d'examen est tenu de restituer à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement l'original et toutes les copies certifiées conformes de la reconnaissance endéans les quatorze jours qui suivent l'envoi de la décision.

**Art. 31.** Un recours contre les décisions de suspension ou de retrait de la reconnaissance peut être introduit par le centre d'examen auprès du Ministre. Le recours est envoyé par lettre recommandée ou remis contre récépissé au Directeur général dans les vingt jours suivant la réception de la décision querellée. Il est introduit au moyen d'un formulaire dont le modèle figure à l'annexe XIV.

La décision du Ministre est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours.

**Art. 32.** Le centre d'examen reconnu communique, dans le mois, par lettre recommandée transmise au directeur général, toute modification le concernant et relatives aux données figurant dans le formulaire visé à l'article 27, § 1<sup>er</sup>.

### *Section 3. — De l'examen des compétences environnementales et de la délivrance du certificat environnemental en technique frigorifique*

**Art. 33.** Le centre d'examen communique au Directeur général, au moins quinze jours ouvrables avant l'examen, par lettre recommandée ou remise contre récépissé, les dates prévues pour celui-ci.

Le directeur général ou le fonctionnaire chargé de la surveillance peut assister à l'examen.

Afin de garantir le bon déroulement de celui-ci, il peut également à tout moment vérifier la conformité de l'infrastructure technique avec les dispositions de l'annexe XII, I, C. Le centre d'examen lui fournit tout renseignement ou document qu'il souhaite recevoir.

**Art. 34.** Dans les quinze jours ouvrables suivant l'examen, le centre d'examen remet aux candidats ayant réussi l'examen le certificat environnemental en technique frigorifique.

Le certificat est établi conformément au modèle visé à l'annexe XV.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Dans les trente jours ouvrables suivant l'examen, un rapport sur la session d'examen est transmis par lettre recommandée ou remis contre récépissé au directeur général.

Ce rapport contient au moins les éléments suivants :

1° la liste des membres du jury ayant assisté aux examens;

2° la liste de présence signée par les candidats;

3° le contenu des examens;

4° la liste des candidats ayant reçu le certificat environnemental en technique frigorifique;

5° les pourcentages obtenus par les différents candidats aux différentes parties de l'examen;

Le rapport est signé par tous les membres du jury ayant assisté aux examens.

§ 2. Au rapport est joint une copie ou un duplicata des certificats environnementaux en technique frigorifique.

**Art. 36.** Afin de couvrir les frais occasionnés par l'organisation des procédures d'examen, le centre d'examen peut percevoir un droit d'inscription auprès des candidats.

Le Ministre peut fixer le montant maximal du droit d'inscription.

### *Section 4. — Des titres et diplômes donnant droit à l'octroi d'un certificat environnemental en technique frigorifique*

**Art. 37.** Donne droit à l'octroi d'un certificat environnemental en technique frigorifique l'obtention d'un titre ou d'un diplôme délivré par les établissements d'enseignement ou les centres de formation reconnus par le directeur général et sanctionnant la réussite d'une formation dans les matières définies à l'annexe XI, I.

**Art. 38.** Pour être reconnus, les établissements d'enseignement ou les centres de formation doivent disposer d'une infrastructure technique conformément aux dispositions de l'annexe XII, I, C.

**Art. 39.** Les articles 27 à 32 sont applicables, mutatis mutandis, à la reconnaissance des établissements d'enseignement ou des centres de formation.

**Art. 40.** Le certificat environnemental en technique frigorifique est délivré par l'établissement d'enseignement ou le centre de formation reconnu, concomitamment à la délivrance du titre ou diplôme visé à l'article 37 ou, le cas échéant, d'une attestation provisoire de réussite.

Il est établi conformément au modèle visé à l'annexe XV.

Une copie en est transmise sans délai au Directeur général.

**Art. 41.** Le directeur général ou le fonctionnaire chargé de la surveillance peut à tout moment vérifier la conformité de l'infrastructure technique avec les dispositions de l'annexe XII, I, C. Le centre d'examen ou le centre de formation lui fournit tout renseignement ou tout document qu'il souhaite avoir.

*Section 5. — De la formation continuée*

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Tous les cinq ans à compter de la délivrance du certificat visé à l'article 25, le technicien frigoriste spécialisé suit une formation d'une durée minimale de huit heures portant sur les matières visées à l'article 43, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

§ 2. Le directeur général peut dispenser de la formation visée au § 1<sup>er</sup> le technicien frigoriste spécialisé qui a suivi une formation similaire en Région flamande, en Région de Bruxelles-Capitale ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

**Art. 43.** La formation visée à l'article 42, § 1<sup>er</sup>, est délivrée par les centres de formation continuée reconnus par le directeur général.

Son contenu est arrêté par le Ministre sur base de l'évolution :

1<sup>o</sup> des législations en relation avec la certification des techniciens frigoristes spécialisés;

2<sup>o</sup> des techniques et pratiques frigorifiques susceptibles des contribuer à la réduction des émissions provenant des équipements frigorifiques.

**Art. 44.** Pour être reconnu, le centre de formation continuée doit répondre aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> disposer de formateurs spécialisés en technique frigorifique détenant un certificat environnemental en technique frigorifique valide et placés sous la responsabilité d'un ingénieur de grade civil, industriel ou technicien, ou d'une personne qui peut apporter la preuve de trois années d'expérience dans la délivrance de formations en technique frigorifique;

2<sup>o</sup> dispenser une formation d'une durée de huit heures conforme à l'article 43, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

**Art. 45.** Les articles 27 à 32 sont applicables, mutatis mutandis, à la reconnaissance des centres de formation continuée.

**Art. 46.** Afin de couvrir les frais occasionnés par l'organisation de la formation continuée, le centre de formation peut percevoir un droit d'inscription auprès des candidats.

Le Ministre peut fixer le montant maximal du droit d'inscription.

**Art. 47.** Le centre de formation continuée transmet aux techniciens frigoristes spécialisés inscrits à une session de formation un document servant de support à celle-ci. Un exemplaire est également transmis au directeur général.

**Art. 48.** A l'issue de la formation, le centre de formation continuée fournit aux techniciens frigoristes spécialisés ayant subi la formation un certificat de formation continuée établi conformément au modèle visé à l'annexe XVI.

**Art. 49.** Le centre de formation continuée déclare trimestriellement à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, sous format électronique, les noms et numéros de certificat des techniciens frigoristes spécialisés ayant suivi une formation. Cette déclaration est effectuée au plus tard un mois après la fin du trimestre visé.

Le format informatique est mis à la disposition des centres de formation continuée sur le site Internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

*Section 6. — De la suspension et du retrait du certificat environnemental en technique frigorifique*

**Art. 50.** Le directeur général peut suspendre ou retirer le certificat environnemental en technique frigorifique lorsque le technicien frigoriste spécialisé contrevient aux dispositions du présent arrêté.

**Art. 51.** Lorsque, en vertu des données transmises en application de l'article 12, il ressort qu'un technicien frigoriste spécialisé n'a plus effectué d'intervention en Région wallonne depuis au moins deux années, le directeur général retire le certificat environnemental en technique frigorifique à moins que ledit technicien ne prouve qu'il a effectué une activité équivalente en dehors de la Région wallonne durant cette même période.

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le directeur général a l'intention de suspendre ou de retirer le certificat environnemental en technique frigorifique, il en informe, par lettre recommandée, le technicien frigoriste spécialisé concerné. La proposition de suspension ou de retrait indique les motifs les justifiant.

Le technicien frigoriste spécialisé dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait pour transmettre ses observations écrites au directeur général.

Le technicien frigoriste spécialisé est également entendu à sa demande.

§ 2. Le directeur général statue dans un délai de trente jours à compter :

1<sup>o</sup> soit de la réception des observations visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ou, à défaut, de l'écoulement du délai de trente jours;

2<sup>o</sup> soit, lorsqu'elle a lieu, de l'audition visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

La décision est envoyée par lettre recommandée au technicien frigoriste spécialisé et à son éventuel employeur.

§ 3. En cas de retrait, le technicien frigoriste spécialisé est tenu de restituer à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement l'original ainsi que les éventuelles copies certifiées conformes du certificat endéans les quatorze jours qui suivent l'envoi de la décision.

§ 4. Le directeur général peut, en cas d'urgence spécialement motivée, suspendre immédiatement le certificat.

**Art. 53.** Un recours contre les décisions de suspension ou de retrait du certificat environnemental en technique frigorifique peut être introduit par le technicien frigoriste spécialisé auprès du Ministre. Le recours est envoyé par lettre recommandée ou remis contre récépissé au directeur général dans les vingt jours suivant la réception de la décision querrellée. Il est introduit au moyen d'un formulaire dont le modèle figure à l'annexe XIV.

La décision du Ministre est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours.

Sauf dans l'hypothèse visée à l'article 52, § 4, le recours est suspensif.

CHAPITRE VI. — *Dispositions relatives à la performance énergétique des systèmes de climatisation*

**Art. 54.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 56, le certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation est délivré par un centre d'examen reconnu par le directeur général.

Il sanctionne la réussite d'un examen conforme aux dispositions de l'annexe XI, II. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions peut arrêter des dispositions complémentaires.

Il est valable pour une durée indéterminée.

§ 2. Pour être reconnu, le centre d'examen doit répondre aux conditions suivantes :

1° constituer un jury d'examen conformément aux dispositions de l'annexe XII, II, A;

2° disposer de procédures pour l'organisation des examens portant sur les sujets décrits à l'annexe XI, II, conformément aux dispositions de l'annexe XII, II, B;

3° disposer d'une infrastructure technique telle que définie par le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions.

Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions peut arrêter des modalités de procédures complémentaires à celles prévues à l'annexe XII, II, B.

Les articles 27 à 32 sont applicables mutatis mutandis à la reconnaissance des centres d'examen.

**Art. 55.** Les articles 33, alinéa 1 et 2, à 36 s'appliquent mutatis mutandis à l'examen d'évaluation des compétences énergétiques et à la délivrance certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation.

Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions peut fixer le montant maximal du droit d'inscription.

**Art. 56.** Donne droit à l'octroi d'un certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation l'obtention d'un titre ou d'un diplôme délivré par les établissements d'enseignement ou les centres de formation reconnus par le Directeur général et sanctionnant la réussite d'une formation dans les matières définies à l'annexe XI, II.

Les articles 38 à 40 s'appliquent mutatis mutandis aux titres et diplômes donnant droit à l'octroi d'un certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation.

**Art. 57.** Les articles 50 à 53 s'appliquent mutatis mutandis à la suspension et au retrait du certificat énergétique en systèmes de climatisation.

**Art. 58.** § 1<sup>er</sup>. Toute entreprise qui emploie des experts énergie-climatisation consigne dans un registre établi pour chaque année calendrier les dispositions minimales reprises à l'annexe III, point *o* et *p*.

L'article 12, § 2 et 3, est applicable au registre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Concomitamment à la transmission du registre à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, l'entreprise transmet à cette dernière une liste mise à jour des experts énergie-climatisation qu'elle emploie. Ce document précise le numéro du certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives, transitoires et finales*

**Art. 59.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application du § 2, la possession d'un des documents suivants équivaut à la possession du certificat environnemental en technique frigorifique visé à l'article 25 :

1° le certificat d'aptitude et de formation permanente délivré en application de l'arrêté royal du 21 décembre 1974 déterminant les conditions d'exercice de l'activité professionnelle d'installateur-frigoriste dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

Ce certificat doit avoir été obtenu au plus tard un an après la date de publication du présent arrêté;

2° l'attestation, le certificat ou le diplôme relatif à une formation en technique frigorifique obtenu au plus tard un an après la date de publication du présent arrêté;

3° une attestation valide ou de tout autre document en tenant lieu, obtenu en Région de Bruxelles-Capitale, en Région flamande ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne, en application des exigences de qualification minimales requises par les articles 16 et 17 du Règlement européen 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ou en application de l'article 5 du Règlement 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés;

4° une déclaration sur l'honneur signée par le responsable de l'entreprise concernée pour autant que :

a) cette attestation indique que ledit technicien possède les compétences techniques visées au premier module de l'annexe I;

b) la date d'engagement dudit technicien soit antérieure à la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

§ 2. Le directeur général communique, par lettre recommandée à la poste, aux techniciens frigoristes spécialisés visés au § 1<sup>er</sup>, le délai endéans lequel ils doivent obtenir le certificat environnemental en technique frigorifique visé à l'article 25. A défaut de l'obtention de ce certificat endéans ce délai, l'équivalence provisoire visée au § 1<sup>er</sup> devient caduque.

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice du § 2, toute entreprise existant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et dont les techniciens frigoristes effectuent, en totalité ou en partie, les opérations visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, est considérée comme agréée pendant les six mois qui suivent l'entrée en vigueur dudit arrêté.

§ 2. Toute entreprise visée au § 1<sup>er</sup> est, jusqu'à la date de la décision prise par le Directeur général en application de l'article 4, § 4 ou § 5, considérée comme agréée à la condition d'introduire une demande conforme à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, dans les six mois suivant l'entrée en vigueur dudit arrêté.

**Art. 61.** Les établissements disposant d'équipements frigorifiques pour lesquels les opérations visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sont effectuées par des techniciens frigoristes faisant partie de leur personnel envoient à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement la liste de leurs techniciens frigoristes, accompagnée des documents visés à l'article 59, § 1<sup>er</sup>, dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 62.** Dans l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, il est ajouté un deuxième alinéa libellé comme suit :

"L'agrément en qualité d'entreprise en technique frigorifique spécialisée obtenu sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation vaut agrément au sens du présent arrêté pour le transport des déchets dangereux résultant exclusivement des interventions effectuées sur des équipements frigorifiques par les techniciens frigoristes spécialisés qu'elle emploie."

**Art. 63.** Dans l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, il est ajouté un troisième alinéa libellé comme suit :

"L'agrément en qualité d'entreprise en technique frigorifique spécialisée obtenu sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation vaut agrément au sens du présent arrêté pour le transport des huiles usagées résultant exclusivement des interventions effectuées sur des équipements frigorifiques par les techniciens frigoristes spécialisés qu'elle emploie."

**Art. 64.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'annexe I<sup>re</sup> à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets :

1° l'intitulé du chapitre 14 est remplacé par l'intitulé suivant :

"14 Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs (sauf chapitres 07 et 08) et de déchets résultant d'intervention effectuées sur des équipements frigorifiques.";

2° l'intitulé de la section 14.06 est remplacé par l'intitulé suivant :

"Déchets de solvants et d'agents propulseurs d'aérosols/de mousses organiques.";

3° il est inséré une section 14.07 libellée comme suit :

<u>14 07</u>	<u>Déchets d'agents réfrigérants et autres déchets résultant d'intervention effectuées sur des équipements frigorifiques (sauf chapitres 13 et 16.02).</u>			
14.07.01	R 11	X		
14.07.02	R 12	X		
14.07.03	R 502	X		
14.07.04	Autres chlorofluorocarbones et mélanges contenant des chlorofluorocarbones	X		
14.07.04	R 22	X		
14.07.05	R 401A	X		
14.07.06	R 402A	X		
14.07.07	R 408A	X		
14.07.08	R 409A	X		
14.07.09	Autres hydrochlorofluorocarbones et mélanges contenant des hydrochlorofluorocarbones, à l'exclusion des déchets visés en 14.07.04	X		
14.07.10	R 134a	X		
14.07.11	R 404A	X		
14.07.12	R 407C	X		
14.07.13	R 410A	X		
14.07.14	R 413A	X		
14.07.15	R 507	X		
14.07.16	Autres hydrofluorocarbones et mélanges contenant des hydrofluorocarbones, à l'exclusion des déchets visés en 14.07.04 et 14.07.09	X		
14.07.17	Perfluorocarbones, notamment le R 218 et le RC 318, et mélanges contenant des perfluorocarbones, à l'exclusion des déchets visés en 14.07.04, 14.07.09 et 14.07.16	X		
14.07.18	Hydrocarbures utilisés comme agents réfrigérants : méthane (R50), éthane (R170), propane (R290), pentane, isopentane, isobutène (R600a), propylène (R1270),... ainsi que leurs mélanges éventuels.	X		
14.07.19	Ammoniac (R 717) utilisé comme agent réfrigérant	X		
14.07.20	CO2 (R 744) utilisé comme agent réfrigérant			
14.07.21	Agents réfrigérants non spécifiés ailleurs contenant des substances dangereuses	X		
14.07.22	Agents réfrigérants non spécifiés ailleurs, autres que ceux visés à la rubrique 14.07.21			

14.07.23	Fluides frigoporteurs ou caloporteurs contenant des substances dangereuses	X		
14.07.24	Fluides frigoporteurs ou caloporteurs autres que ceux visés à la rubrique 14.07.23			
14.07.25	Résidus de nettoyage et de détartrage contenant des substances dangereuses	X		
14.07.26	Résidus de nettoyage et de détartrage autres que ceux visés à la rubrique 14.07.25			
14.07.27	Filtres à huile	X		
14.07.28	Autres filtres	X		
14.07.29	Résidus d'isolant.			

**Art. 65.** Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux, il est ajouté un quatrième alinéa libellé comme suit :

"L'agrément en qualité d'entreprise en technique frigorifique spécialisée obtenu sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation vaut enregistrement au sens du présent arrêté pour le transport des déchets autres que dangereux résultant exclusivement des interventions effectuées sur des équipements frigorifiques par le technicien frigoriste spécialisés qu'elle emploie."

**Art. 66.** Le présent arrêté entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de :

1° les articles 12 et 58 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009;

2° l'annexe XI, module II, qui entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

**Art. 67.** Le Ministre de l'Environnement et le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe I<sup>re</sup> : Modèle de formulaire de demande d'agrément d'une entreprise en technique frigorifique

**A quoi sert ce formulaire ?**

A l'aide de ce formulaire vous effectuez une demande d'agrément en qualité d'entreprise en technique frigorifique spécialisée en Région wallonne.

**Adresse à laquelle ce formulaire doit être transmis :**

Ministère de la Région wallonne

Direction Générale des Ressources naturelles et de l'Environnement,

15 avenue Prince de Liège

5100 NAMUR (Jambes)

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Code postal/Commune :

N° de téléphone :

N° de télécopie :

N° d'entreprise : T.V.A. :

RPM (\*) :

(\*) Uniquement pour les entreprises constituées en personnes morales

Adresse e-mail :

Renseignements concernant le(s) titulaire(s) du certificat environnemental en technique frigorifique et/ou du certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation, qui sont occupés dans votre entreprise (ou disposant d'un document équivalent, en application de l'article 59 § 1<sup>er</sup>).

Remarque : Si l'article 59 § 1<sup>er</sup> est d'application (dispositions transitoires durant lesquelles la possession de certains documents équivalait à la possession d'un certificat environnemental en technique frigorifique, pour chaque technicien ne disposant pas encore du certificat environnemental en technique frigorifique, veuillez noter "sans objet" en réponse à la question "Numéro du certificat environnemental en technique frigorifique obtenu en Région wallonne", et joindre à ce formulaire une copie du document équivalent.

Si dans votre entreprise il y a plus de titulaires de ce certificat que de place sur ce formulaire pour les y mentionner, nous vous demandons de photocopier cette page et de joindre la photocopie complétée au formulaire.

Nombre de pièces jointes :

Prénom :

Nom :

Numéro du certificat environnemental en technique frigorifique (si pertinent) :

Numéro du certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation (si pertinent) :

Employé à (\*) : Siège principal

Site secondaire

(\*) Cocher la case appropriée

Adresse du siège principal ou du site secondaire :

Prénom :

Nom :

Numéro du certificat environnemental en technique frigorifique (si pertinent) :

Numéro du certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation (si pertinent) :

Employé à (\*) : Siège principal

Site secondaire

(\*) Cocher la case appropriée

Adresse du siège principal ou du site secondaire :

Prénom :

Nom :

Numéro du certificat environnemental en technique frigorifique (si pertinent) :

Numéro du certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation (si pertinent) :

Employé à (\*) : Siège principal

Site secondaire

(\*) Cocher la case appropriée

Adresse du siège principal ou du site secondaire :

Prénom :

Nom :

Numéro du certificat environnemental en technique frigorifique (si pertinent) :

Numéro du certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation (si pertinent) :

Employé à (\*) : Siège principal

Site secondaire

(\*) Cocher la case appropriée

Adresse du siège principal ou du site secondaire :

Pièces justificatives à transmettre :

1. Pour les administrateurs et les personnes ayant le pouvoir d'engager la société : un extrait de casier judiciaire récent.
2. Les documents suivants, attestant des moyens financiers dont dispose l'entreprise :
  - un certificat de l'Administration compétente attestant de l'accomplissement des obligations du demandeur en matière de sécurité sociale;
  - un certificat de l'Administration compétente attestant de l'accomplissement des obligations du demandeur en matière de contributions directes;
  - un certificat de l'Administration compétente attestant de l'accomplissement des obligations du demandeur en matière de T.V.A.

Pour ce qui concerne les entreprises dont le siège social est implanté en Belgique, le certificat de l'Administration compétente attestant de l'accomplissement des obligations du demandeur en matière de sécurité sociale peut être remplacé par une attestation établie par un administrateur de l'entreprise certifiant sur l'honneur que celle-ci a bien accompli ses obligations en matière de sécurité sociale.

1. Une déclaration quant à la disponibilité du matériel nécessaire, en bon état et correctement étalonné, comprenant au moins les appareils visés à l'annexe II.
2. Une copie du contrat d'assurance visé à l'article 3, 6° du présent arrêté, souscrit par l'entreprise visée, ou à défaut un engagement formel de souscrire un tel contrat avant toute mise en œuvre de l'agrément.
3. Le nom et l'adresse des collecteurs de déchets dangereux ou des installations de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets dangereux à qui le demandeur remettra les déchets d'agents réfrigérants résultant de ses activités.

CONTRAT D'ASSURANCE : FORMULE TYPE D'ENGAGEMENT  
A SOUSCRIRE UN CONTRAT D'ASSURANCE COUVRANT LA RC

Je soussigné, .....,

administrateur de la société .....,

m'engage à souscrire au nom de la société précitée un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des opérations effectuées par des employés de la société sur des équipements frigorifiques et des opérations liées à la collecte et au transport de déchets issus de leurs activités par des employés de la société et à transmettre copie à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement avant toute mise en œuvre de l'acte d'agrément, étant entendu que le contrat doit stipuler :

- qu'aucune nullité, exception ou déchéance ne sera opposée aux tiers lésés;
- que sa suspension ou sa résiliation ne produira effet qu'après l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date à laquelle la cause de la suspension ou de la résiliation a été notifiée à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Fait à ....., le .....

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

## Annexe II : Equipement technique minimum pour les techniciens frigoristes spécialisés

Le technicien frigoriste spécialisé doit disposer au moins des équipements suivants pour effectuer les travaux sur les équipements comportant un risque d'émission d'agents réfrigérants fluorés :

- bouteille de récupération d'agent réfrigérant;
- bouteille d'agent réfrigérant neuf (ou recyclé);
- bouteille de gaz inerte pour balayage (azote sec, argon, hélium), munie d'un détendeur et d'un débitmètre)
- groupe de récupération des agents réfrigérants conçu de sorte à réduire autant que possible le volume mort d'agent réfrigérant qui, après récupération, reste dans le groupe ou est émis à l'atmosphère, et permettant d'appliquer à l'équipement frigorifique une dépression atteignant 0,5 bar;
- pompe à vide à deux étages;
- balance de pesée des agents réfrigérants (d'une précision d'au moins 10 g pour les bouteilles dont la contenance en agent réfrigérant est inférieure à 30 kg, d'une précision d'au moins 100 g pour les bouteilles dont la contenance en agent réfrigérant est comprise entre 30 kg et 300 kg, et d'une précision d'au moins 0,3 % de la contenance en agent réfrigérant pour les bouteilles dont la contenance en agent réfrigérant est supérieure à 300 kg);
- installation de brasage avec régulateur de pression du gaz carburant et de pression d'oxygène, conduites pourvues de clapets anti-retour et tuyauteries flexibles;
- vacuomètre électronique ;
- manifold quatre voies
- détecteur électronique de fuites;
- solution savonneuse ou produit équivalent;
- thermomètre digital avec sonde à contact ou thermomètre infrarouge
- multimètre électrique;
- ampèremètre;
- (...)
- kit de test de l'acide oléique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

## Annexe III : Dispositions minimales à introduire dans le registre établi par les entreprises en technique frigorifique spécialisées

- a) le numéro de l'intervention, tel que défini à l'article 10, alinéa 4;
- b) le nom de l'exploitant;
- c) l'adresse du site;
- d) la date de réalisation de l'intervention;
- e) pour les installations classées, le code d'identification de l'équipement frigorifique, tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du ... déterminant les conditions sectorielles et intégrales aux installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique;
- f) pour les installations qui ne sont pas classées, la puissance frigorifique nominale utile de l'équipement frigorifique;
- g) pour les installations qui ne sont pas classées, la puissance électrique de l'équipement frigorifique;
- h) la quantité d'agent réfrigérant récupéré, spécifié par son code réfrigérant "R-...", en accord avec la norme ISO 817, ou à toute autre norme la remplaçant ou la complétant;
- i) la quantité d'agent réfrigérant introduit, spécifié par son code réfrigérant "R-...", en accord avec la norme ISO 817 ou à toute autre norme la remplaçant ou la complétant;
- j) la charge nominale d'agent réfrigérant (exprimée en kg);
- k) une estimation des émissions accidentelles (exprimées en kg);
- l) la perte relative d'agent réfrigérant estimée (exprimé en %/an);
- m) l'émission annuelle estimée (exprimée en kg/an), évaluée en effectuant le produit de la capacité nominale en agent réfrigérant par la perte relative estimée (kg/an);
- n) la nature de l'intervention;
- o) le rendement du système de climatisation;
- p) la notification de la réalisation et du résultat de l'évaluation du dimensionnement du système de climatisation par rapport aux exigences en matière de refroidissement du bâtiment.

Pour chaque année calendrier complète, une sommation des données collectées sous *h), i), j), k), m)* est effectuée.

Dans ce registre informatisé sont inclus deux graphiques de présentation des données suivantes :

- un premier présentant en abscisse le numéro de l'intervention, tel que défini à l'article 10, alinéa 4 et en ordonnée la perte annuelle relative par fuite estimées (%/an);

- un second présentant en abscisse le numéro de l'intervention, tel que défini à l'article 10, alinéa 4 et en ordonnée les émissions annuelles estimées (kg/an).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

## Annexe IV : Modalités relatives à la vérification d'étanchéité

a) La vérification d'étanchéité effectuée après réparation d'une fuite (en application de (...) l'article 23, § 2, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du ... déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique) est effectuée par la méthode directe, décrite ci-dessous.

b) La vérification d'étanchéité effectuée dans le cadre d'un contrôle d'étanchéité (en application de l'article 22 § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du ... déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique) est effectué soit par la méthode directe, soit par la méthode indirecte, décrite ci-dessous.

Si à l'issue de la mise en œuvre d'une vérification d'étanchéité par la méthode indirecte il y a une présomption de fuite, celle-ci est localisée par mise en œuvre de la méthode directe.

Méthode directe :

Les éléments à examiner sont :

- dans le cadre d'une vérification d'étanchéité effectué après réparation d'une fuite, les éléments ayant fait l'objet d'une réparation.
- dans le cadre d'un contrôle d'étanchéité, chaque source potentielle de fuite.  
La vérification d'étanchéité est effectuée en utilisant un détecteur de fuite manuel placé devant chaque élément à examiner.

Le détecteur de fuite répond à un seuil de sensibilité minimum de 4 ppm ou 5 g par an. Par dérogation, pendant les cinq années suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le seuil minimum est de 5 ppm ou 7 g/an pour les équipements acquis avant ladite entrée en vigueur. L'utilisation de détecteurs à flamme est proscrite. Les contrôles sur la partie basse pression de l'équipement frigorifique sont réalisés à l'arrêt. L'équipement frigorifique est maintenu en fonctionnement lors des contrôles effectués sur la partie haute pression, à moins que son fonctionnement risque d'induire l'apparition de courants d'air pouvant perturber la détection de fuites éventuelles. Dans ce cas, les contrôles effectués sur la partie haute pression sont également effectués à l'arrêt.

Alternativement, une autre méthode directe permettant de s'assurer, avec une sensibilité au moins équivalente, de la bonne étanchéité de l'équipement frigorifique, peut être utilisée moyennant l'accord du fonctionnaire chargé de la surveillance. La société en technique frigorifique spécialisée lui transmet les éléments démontrant que la méthode proposée permet de s'assurer de la bonne étanchéité de l'équipement frigorifique, ou le cas échéant de localiser l'origine d'une fuite, avec une sensibilité au moins équivalente à celle prescrite pour la méthode directe préconisée.

Méthode indirecte :

La vérification d'étanchéité est effectuée en s'assurant que le niveau de perte relative d'agent réfrigérant, déterminé sur base des charges d'agent réfrigérant ajoutées et noté dans le livret de bord, ne soit pas supérieur aux niveaux prévus à l'article 13, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du ... déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique.

Alternativement, une autre méthode indirecte permettant de s'assurer, avec une sensibilité suffisante, de la bonne étanchéité de l'équipement frigorifique, peut être mise en œuvre moyennant l'accord du fonctionnaire chargé de la surveillance. La société en technique frigorifique spécialisée lui transmet les éléments démontrant que la méthode proposée permet de s'assurer de la bonne étanchéité de l'équipement frigorifique avec une sensibilité suffisante.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe V : Attestation reprenant les informations relatives aux déchets  
résultant des interventions effectuées par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée

Document général de suivi des déchets.

*A quoi sert ce document ?*

Ce document, complété en deux exemplaires, constitue l'attestation visée au premier alinéa de l'article 19, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté.

Lorsque le technicien frigoriste spécialisé (ou l'entreprise en technique frigorifique spécialisée qui l'emploie) reprend et transporte tout ou partie des déchets résultant de l'intervention, le deuxième exemplaire constitue le document général de suivi des déchets visé au quatrième alinéa du même article.

En outre, les bouteilles de récupération d'agents réfrigérants doivent être munies du document spécifique visé à l'annexe VII.

*A qui doit-il être remis ?*

Le premier exemplaire doit être remis à l'exploitant de l'équipement frigorifique.

Si l'équipement frigorifique est pourvu d'un livret de bord, les informations demandées y sont soit directement inscrites (dans ce cas le livret de bord tient lieu d'attestation) soit jointes au registre des déchets visé par les dispositions de l'article 59 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux ou par toute autre disposition réglementaire les remplaçant ou les complétant.

Si l'équipement frigorifique n'est pas pourvu d'un livret de bord, les informations sont remises par écrit sur un support libre à l'exploitant qui les joint au registre précité.

Si cet écrit comporte plusieurs pages, elles sont numérotées en continu et font toutes référence au numéro de l'intervention défini dans le cadre n° 4 du document.

Si l'ensemble des déchets résultant de son intervention ont été directement collectés par un collecteur agréé ou enregistré, transportés par un transporteur agréé ou enregistré vers une installation autorisée ou sont laissés sur le site de l'équipement frigorifique conformément aux dispositions de l'article 19, § 2, le technicien frigoriste remet également une copie de ce document à l'entreprise en technique frigorifique qui l'emploie afin que celle-ci puisse intégrer ces informations dans le volet n° 3 de la déclaration annuelle visée à l'annexe X.

Le document général de suivi des déchets doit accompagner les déchets résultant de chaque intervention effectuée par un technicien frigoriste spécialisé lorsque ces déchets sont transportés par ce technicien ou par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée qui l'emploie. A leur demande, ce document est présenté aux fonctionnaires chargés de la surveillance.

Si les déchets sont transportés par le technicien frigoriste spécialisé, le document général de suivi des déchets est remis à l'entreprise en technique frigorifique spécialisée une fois que l'ensemble des déchets repris ont été déposés dans des installations autorisées, à l'éventuelle exception des bouteilles de récupération d'agents réfrigérants qui peuvent être conservées par le technicien frigoriste jusqu'à ce qu'elles soient remplies de manière optimale, conformément aux dispositions de l'article 20.

*Remarques.*

Par installation autorisée, on entend un site de regroupement, prétraitement, valorisation ou élimination de déchets couvert par un permis d'environnement ou un site de stockage temporaire géré par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée conformément aux dispositions de l'article 22.

Les informations relatives aux lieux et dates de dépôt des déchets ne doivent être reportées que sur le second exemplaire.

L'entreprise en technique frigorifique spécialisée utilise les informations figurant dans ce document pour établir la déclaration annuelle visée à l'annexe X.

**1. Identification de l'équipement frigorifique.**

1. Si ces informations figurent déjà dans le livret de bord de l'équipement, il n'est pas nécessaire de les reporter à nouveau.

1. Références de l'équipement.

S'il s'agit d'une installation classée, spécifier le code d'identification de l'équipement frigorifique tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du ... déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique.

A défaut : nom du fabricant, modèle et numéro de série, année de fabrication.

2. Localisation.

**1. Ville CP**

Rue, n°, bte

Local (dans l'hypothèse où plusieurs équipements frigorifiques sont implantés dans le même site)

1. Type d'équipement.

1. Réfrigération Congélation

**1. Climatisation Pompe à chaleur**

Autre (préciser)

1. Agent(s) réfrigérant(s) :

Nature(s) (R-...)

capacité nominale de l'équipement :

2. Fluides secondaires éventuels (fluides frigoporteurs et caloporteurs) :

Nature(s) Quantité(s)

3. Puissances

Puissance frigorifique nominale utile

**1. Puissance électrique nominale utile**

1. Identification de l'exploitant de l'équipement frigorifique.

1.

2. Si ces informations figurent déjà dans le livret de bord de l'équipement, il n'est pas nécessaire de les reporter à nouveau.

1. Si l'exploitant est une société/personne morale.

1. Dénomination et raison sociale

Adresse du siège social

Personne responsable/personne de contact (Nom, prénom, fonction et n° de téléphone, courriel)

2.2. Si l'exploitant est une personne physique.

**1. Nom, prénom, adresse, n° de téléphone, courriel**

**1. Identification de l'entreprise en technique frigorifique spécialisée et du technicien frigoriste spécialisé**

Nom du technicien frigoriste

Prénom

N° du certificat environnemental en technique frigorifique

1.

2. Si les informations suivantes figurent déjà dans le livret de bord de l'équipement, il n'est pas nécessaire de les reporter à nouveau.

Nom de l'entreprise

Numéro ou date d'agrément

Adresse

Téléphone

Courriel

**1. Informations relatives à l'intervention effectuée.**

Date de l'intervention (JJ/MM/AAAA)

Numéro de l'intervention tel que visé à l'article 10, alinéa 4.

1. Si les informations suivantes figurent déjà dans le livret de bord de l'équipement, il n'est pas nécessaire de les reporter à nouveau.

Type d'intervention

Montage

Mise en service

Entretien

Réparation

Changement d'agent réfrigérant (préciser les natures et quantités)

Appoint d'agent réfrigérant (préciser les natures et quantités)

*Changement ou appoint de fluide frigoporteur ou de fluide caloporteur (préciser les natures et quantités)*

Dépollution avant démontage

**1. Démontage**

Autre (préciser) :

**1. Informations relatives aux natures et quantités de déchets générés.**

**1. Déchets dangereux.**

Intitulé	Code	Quantité	Conditionnement	Date de dépôt	Lieu de dépôt	Opérateur	Délai d'enlèvement	Destination
Agents réfrigérants	R- R- R-	14.07.01 à 14.07.22						
Huiles dans lesquels sont dissous des agents réfrigérants		13.02						
Autres huiles usagées		13.02						
Filtres à huile		14.07.27						
Autres filtres		14.07.28						
Fluides frigoporteurs et fluides caloporteurs contenant des substances dangereuses		16.10.01						
Equipements ou parties d'équipements non dépollués		16.02.11 16.02.13 16.02.15						
Résidus de nettoyage et de détartrage contenant des substances dangereuses		06.01 06.02						
Autres déchets dangereux non spécifiés ailleurs (préciser)								

Informations complémentaires.

**1. Natures et estimation des quantités des agents réfrigérants, des huiles et des fluides frigo- et caloporteurs encore présents dans les équipements ou parties d'équipements non dépollués.**

Consignes visant à prévenir tout risque de fuite ou d'émission lors du stockage, du transport et du traitement des déchets laissés sur le site, conformément aux dispositions de l'article 19, § 2.

Remarques.

A. Généralités.

Lorsque le tableau est complété de manière manuscrite, le technicien utilise des lettres capitales, à l'exception des valeurs chiffrées et des unités exprimées usuellement en minuscules.

Les unités relatives aux quantités seront mentionnées (l, kg, m<sup>3</sup>,...).

Pour estimer si un déchet contient des substances dangereuses ou non, il sera fait usage des critères de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10.07.1997 établissant un catalogue des déchets. En cas de doute, l'entreprise en technique frigorifique spécialisée interroge l'Office wallon des déchets (15 avenue Prince de Liège, 5100 Jambes, tél 081-33 65 75, fax 081-33 65 22, courriel [owd.dgrne@mrw.wallonie.be](mailto:owd.dgrne@mrw.wallonie.be)).

Les codes à utiliser sont ceux du catalogue des déchets, tel que modifié.

Les listes de collecteurs et transporteurs agréés sont disponibles sur le site [www.environnement.wallonie.be](http://www.environnement.wallonie.be)

B. Remarques relatives à certaines colonnes.

La date et le lieu de dépôt ne seront précisés que dans l'exemplaire servant de document général de suivi de déchets, c'est-à-dire pour les déchets transportés par le technicien frigoriste spécialisé ou par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée.

L'opérateur et le délai d'enlèvement ne seront précisés que pour les déchets qui ne sont pas repris par le technicien frigoriste spécialisé ou par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée, c'est-à-dire les déchets qui ont été immédiatement collectés par un collecteur agréé, les déchets qui ont été immédiatement transportés vers une installation autorisée par un transporteur agréé ou les déchets laissés sur le site conformément aux dispositions de l'article 19, § 2.

Le technicien frigoriste spécialisé précise dans la colonne "opérateur" le nom du collecteur ou du transporteur et dans la colonne "délai d'enlèvement" le délai dans lequel cet opérateur a convenu de reprendre ces déchets (si les déchets ont été repris immédiatement, il précise la date à laquelle ils ont été repris).

Dans la colonne "destination", il précise le nom et l'adresse (au minimum la ville) de la société où les déchets seront envoyés. Si les déchets sont repris par un collecteur, le technicien indiquera la mention "COLLECTEUR" dans cette colonne.

C. Remarques relatives à certaines lignes.

Pour la ligne relative aux agents réfrigérants :

- le technicien frigoriste spécialisé complètera l'intitulé en précisant la nature selon la nomenclature "R-...", en accord avec la norme ISO 817 ou à toute autre norme la remplaçant ou la complétant et en utilisant le code-déchet approprié parmi les codes 14.07.01 à 14.07.22

- la case relative au conditionnement mentionnera le(s) numéro(s) d'identification de la (des) bouteille(s) de récupération;

- tant que l'entreprise en technique frigorifique spécialisée conserve la bouteille de récupération parce qu'elle n'est pas encore remplie à 80 %, le technicien indiquera la mention "BOUTEILLE NON ENCORE REMPLIE" dans les cases relatives aux date et lieu de dépôt.

Pour la ligne relative aux équipements ou parties d'équipements non dépollués, le code-déchet 16.02.11 correspond aux "Equipements mis au rebut contenant des CFC, des HCFC ou des HFC.", le code-déchet 16.02.13 correspond aux "Equipements mis au rebut contenant d'autres composants dangereux", le code-déchet 16.02.15 correspond aux "Composants dangereux retirés des équipements mis au rebut."

#### 1. Déchets autres que dangereux.

Intitulé	Code	Quantité	Conditionnement	Date de dépôt	Lieu de dépôt	Opérateur	Délai d'enlèvement	Destination
fluides frigoprotecteurs et fluides caloporteurs ne contenant pas de substances dangereuses	16.10.02							
Equipements ou parties d'équipements dépollués et pièces défectueuses	16.02.16							
résidus de nettoyage et de détartrage ne contenant pas de substances dangereuses	14.07.26							
résidus d'isolant	14.07.29							
Autres déchets non dangereux ou inertes non spécifiés ailleurs : résidus métalliques, résidus plastiques, ...								

Remarques.

A. Généralités.

Se reporter aux remarques générales relatives au tableau 5.1. en remplaçant le terme "agréés" par "enregistrés"

B. Remarques relatives à certaines colonnes.

Se reporter aux remarques générales relatives au tableau 5.1. en remplaçant le terme "agréé" par "enregistré"

C. Remarques relatives à certaines lignes.

Pour les autres déchets non dangereux ou inertes, il n'est pas nécessaire de mentionner le code-déchet. Pour ces déchets, ainsi que pour les résidus d'isolant, une estimation des quantités est suffisante.

**1. Traçabilité des interventions des différents opérateurs.**

<i>Opérateur</i>	<i>Nom de la société + nom de l'opérateur (en lettres capitales)</i>	<i>Mention</i>	<i>Date et signature</i>	<i>Nom et signature de l'exploitant de l'équipement frigorifique ou de son préposé</i>
Entreprise en technique frigorifique spécialisée		Les informations figurant ci-dessus sont complètes, sincères et véritables.		
Collecteur agréé de déchets dangereux		Les déchets collectés sont conformes aux informations figurant dans le tableau 5.1.		
Transporteur agréé de déchets dangereux		Les déchets transportés sont conformes aux informations figurant dans le tableau 5.1.		
Collecteur enregistré de déchets autres que dangereux		Les déchets collectés sont conformes aux informations figurant dans le tableau 5.2.		
Transporteur enregistré de déchets autres que dangereux		Les déchets transportés sont conformes aux informations figurant dans le tableau 5.2.		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Annexe VI : Attestation de dépollution d'un équipement frigorifique

***A quoi sert ce document ?***

Ce document permet de prouver qu'un équipement frigorifique mis définitivement hors service a bien été dépollué avant son démantèlement, c'est-à-dire qu'un technicien frigoriste spécialisé en a extrait tous les agents réfrigérants, toutes les huiles et tous les fluides frigoporteurs et caloporteurs.

Le cas échéant, le technicien frigoriste spécialisé peut avoir procédé au confinement des agents réfrigérants et des huiles susceptibles d'en contenir dans une partie de l'équipement qui peut être isolée de manière étanche et avoir procédé à la séparation entre cette partie confinée et le reste de l'équipement. Il doit néanmoins s'assurer que le reste de l'équipement ne contient pas d'autres fluides, tels qu'huiles, fluides frigoporteurs ou caloporteurs.

***A qui doit-il être remis ?***

Le technicien frigoriste établit ce document en trois exemplaires :

- il en appose un de manière visible sur l'équipement dépollué;
- il en joint un au livret de bord;
- il en transmet un à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Remarques.

Si le livret de bord de l'installation comporte déjà une page reprenant le modèle d'attestation, le technicien frigoriste peut compléter celle-ci qui tient lieu d'attestation jointe au livret de bord. Des copies de cette page et de celles reprenant les informations visées aux cadres 1, 2 et 3 peuvent tenir lieu d'attestation à apposer sur l'équipement dépollué et à transmettre à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Il n'est pas nécessaire de mentionner les quantités de déchets résultant de cette opération de dépollution puisque cette information doit déjà figurer dans les informations visées à l'annexe V.

L'exemplaire transmis à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement peut être envoyé sous format électronique.

Attestation

Je, soussigné ....., technicien frigoriste spécialisé atteste que l'équipement frigorifique référencé ci-après a été dépollué en vue de son démontage ultérieur. Il ne contient plus d'agent réfrigérant, d'huile ou de fluide frigoporteur ou caloporteur.

Date :

Signature :

**1. Identification de l'équipement frigorifique.**

1. Références de l'équipement.

S'il s'agit d'une installation classée, spécifier le code d'identification de l'équipement frigorifique tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales aux installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique.

A défaut : nom du fabricant, modèle et numéro de série, année de fabrication.

2. Localisation.

**1. Ville CP**

Rue N° Bte

Local (si plusieurs équipements frigorifiques sont implantés dans le même site)

**1. Identification de l'exploitant de l'équipement frigorifique.**

1.

1. Si l'exploitant est une société/personne morale.

1. Dénomination et raison sociale

Personne responsable/personne de contact (Nom, prénom, fonction et n° de téléphone, courriel)

2.2. Si l'exploitant est une personne physique.

**1. Nom, prénom, adresse, n° de téléphone, courriel**

**1. Identification de l'entreprise en technique frigorifique spécialisée et du technicien frigoriste spécialisé**

Nom de l'entreprise

Numéro ou date d'agrément

Adresse

Téléphone

Courriel

Nom du technicien frigoriste

Prénom

N° du certificat environnemental en technique frigorifique

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

ANTOINE

Annexe VII : Document de suivi des bouteilles de récupération de déchets d'agents réfrigérants

***A quoi sert ce document ?***

Ce document vise à assurer la traçabilité des déchets d'agents réfrigérants.

Un document de ce type doit accompagner chaque bouteille de récupération de déchets d'agents réfrigérants. A leur demande, ce document est présenté aux fonctionnaires chargés de la surveillance.

***A qui doit-il être remis ?***

L'entreprise en technique frigorifique fait contresigner ce document et en prend une copie lorsqu'elle se défait de la bouteille, c'est-à-dire :

- lorsqu'elle remet la bouteille à une installation de gestion de déchets dangereux,
- lorsqu'elle la remet à un collecteur agréé de déchets dangereux,
- lorsqu'elle confie à un transporteur agréé la mission d'acheminer la bouteille vers une installation de gestion de déchets dangereux,
- lorsqu'elle laisse la bouteille sur le site de l'équipement frigorifique conformément aux dispositions de l'article 19 § 2 (Dans cette hypothèse, la bouteille ne contient que des agents réfrigérants provenant d'équipements frigorifiques exploités par le même exploitant sur le même site).

**Le document original** reste joint à la bouteille de récupération.

L'entreprise en technique frigorifique prend les dispositions contractuelles nécessaires pour que l'installation de traitement final des déchets d'agents réfrigérants lui renvoie une copie du document complété et signé et accompagné d'un certificat d'élimination ou de valorisation.

**1.Coordonnées de l'entreprise en technique frigorifique spécialisée utilisant la bouteille de récupération.**

Nom de l'entreprise en technique frigorifique spécialisée

Adresse

Téléphone Fax Courriel



**1. Coordonnées de l'entreprise en technique frigorifique et du site de stockage.**

Nom de l'entreprise

Numéro ou date d'agrément

Adresse

Téléphone

Courriel

Le cas échéant, références du permis d'environnement ou de la déclaration visant ce site de stockage.

**2. Registre des entrées.**

Le registre comporte une section par type de déchet, ainsi qu'une table des matières recensant l'ensemble des sections.

Chaque section comporte d'une part un cadre de présentation générale et d'autre part un tableau.

Le cadre de présentation générale reprend les informations permettant d'identifier l'exploitant du site de stockage et l'identification du déchet (pour les agents réfrigérants, il est fait usage du code défini par le catalogue wallon des déchets ainsi que du code-réfrigérant "R-...", en accord avec la norme ISO 817 ou à toute autre norme la remplaçant ou la complétant). Il rappelle également la quantité maximale pouvant être stockée en vertu de la législation relative au permis d'environnement et des dispositions prises en application de cette législation visant le site de stockage.

Le tableau comporte les colonnes suivantes :

- date d'entrée;
- quantité;
- nom et numéro de certificat environnemental en technique frigorifique du technicien frigoriste spécialisé (mention facultative si le site ne sert qu'à un seul technicien frigoriste spécialisé);
- numéro de l'intervention ayant généré le déchet tel que visé à l'article 10, alinéa 4;
- mode de conditionnement (pour les agents réfrigérants, mention du numéro de la bouteille) et de stockage.

Sont annexés au registre des entrées :

- les copies des attestations visées à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> alinéa,
- les documents généraux de suivi de déchets visés à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> alinéa.

**1. Registre des sorties.**

Le registre comporte une section par type de déchet, ainsi qu'une table des matières recensant l'ensemble des sections.

Chaque section comporte d'une part un cadre de présentation générale et d'autre part un tableau.

Le cadre de présentation générale reprend les informations permettant d'identifier l'exploitant du site de stockage et l'identification du déchet (pour les agents réfrigérants, il est fait usage du code défini par le catalogue wallon des déchets ainsi que du code-réfrigérant "R-...", en accord avec la norme ISO 817 ou à toute autre norme la remplaçant ou la complétant). Il rappelle également la quantité maximale pouvant être stockée en vertu de la législation relative au permis d'environnement et des dispositions prises en application de cette législation visant le site de stockage.

Le tableau comporte les colonnes suivantes :

- date de sortie;
- quantité;
- coordonnées du collecteur et/ou transporteur et références de son agrément et/ou de enregistrement;
- références de l'attestation de prise en charge du déchet émise par le collecteur ou du document d'accompagnement du transport (CMR) ;
- destination du déchet.

Sont annexés au registre des sorties :

- les documents de suivi de bouteilles de récupération d'agents réfrigérants visés à l'article 21, une fois que celles-ci ont été remises à des collecteurs de déchets dangereux ou à des installations de regroupement, prétraitement, élimination ou valorisation de déchets disposant d'une autorisation d'exploiter adéquate,
- les attestations de prise en charge de déchets ou le cas échéant les copies des documents CMR,
- les certificats d'élimination ou de valorisation des déchets.

**1. Etat des stocks.**

Le registre comporte un inventaire se présentant sous la forme d'un tableau comprenant les colonnes suivantes :

- date;
- nature du déchet;
- quantité stockée;
- mode de conditionnement;
- quantité maximale autorisée.

Cet inventaire est établi à fréquence régulière et au minimum tous les mois.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Annexe IX : Attestation de prise en charge de déchets repris sur le site de stockage  
géré par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée

**A quoi sert ce document ?**

Ces attestations prouvent que les déchets qui ont été stockés provisoirement par l'entreprise en technique frigorifique ont ensuite été remis à des opérateurs qualifiés, tels que collecteurs agréés pour les déchets dangereux et huiles usagées, collecteurs enregistrés pour les déchets autres que dangereux ou installations autorisées avec transport préalable par un transporteur dûment agréé ou enregistré.

**Où doit-il être conservé ?**

Ces attestations sont annexées au registre visé à l'annexe VIII.

A leur demande, elles sont présentées aux fonctionnaires chargés de la surveillance.

**1. Informations générales.**

Dénomination et adresse de la société en technique frigorifique spécialisée

Numéro ou date d'agrément :

Dénomination, coordonnées et qualité du collecteur-transporteur de déchets :

- agréé en qualité de collecteur de déchets dangereux
- agréé en qualité de collecteur d'huiles usagées
- enregistré en qualité de collecteur de déchets autres que dangereux
- agréé en qualité de transporteur de déchets dangereux
- agréé en qualité de transporteur d'huiles usagées
- enregistré en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux

biffer les mentions inutiles, préciser les dates d'agrément ou les numéros d'enregistrement

Dénomination et coordonnées de l'installation de regroupement, prétraitement, élimination ou valorisation de déchets

Date de la prise en charge des déchets :

Consignes particulières afin de limiter toute émission dans l'environnement, lors du transport, du regroupement ou du traitement final.

	Entreprise en technique frigorifique spécialisée	Collecteur	Transporteur	Installation de regroupement, prétraitement, valorisation ou élimination
Nom de la société				
Nom de la personne responsable				
Date				
Signature				

**1. Informations relatives aux natures et quantités de déchets pris en charge.**

Les unités relatives aux quantités seront mentionnées (l, kg, m<sup>3</sup>,...). Pour les résidus métalliques, résidus plastiques et résidus d'isolant, une estimation des quantités est suffisante.

Pour les agents réfrigérants, le code-déchet adéquat sera choisi dans la série 14.07.01 à 14.07.22

**1. Déchets dangereux.**

Code	Intitulé	Quantité	Conditionnement	Filière de traitement envisagée
14.07.01 à 14.07.22	agents réfrigérants			
13.02	huiles dans lesquels sont dissous des agents réfrigérants			
13.02	autres huiles usagées			
14.07.27	filtres à huile			
14.07.28	Autres filtres			
14.07.23	fluides frigoporteurs et fluides caloporteurs contenant des substances dangereuses			
14.07.25	résidus de nettoyage et de détartrage contenant des substances dangereuses			
	Autres déchets dangereux non spécifiés ailleurs (préciser)			

Informations complémentaires relatives aux agents réfrigérants.

1. Nature(s) : R-

Numéro(s) d'identification du(des) conteneur(s) de récupération :

**1. Déchets autres que dangereux.**

Code	Intitulé	Quantité	Conditionnement	Filière de traitement envisagée
14.07.24	fluides frigoporteurs et fluides caloporteurs ne contenant pas de substances dangereuses			
16.02.16	Equipements ou parties d'équipements dépollués et pièces défectueuses			
14.07.26	résidus de nettoyage et de détartrage ne contenant pas de substances dangereuses			
14.07.29	résidus d'isolant			
	Autres déchets non dangereux ou inertes non spécifiés ailleurs : résidus métalliques, résidus plastiques			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe X : Déclaration annuelle effectuée par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée

***A quoi sert ce document ?***

Ce document constitue la déclaration annuelle par laquelle l'entreprise en technique frigorifique transmet à l'administration wallonne la synthèse des informations portant d'une part sur les natures et quantités de déchets générés par ses techniciens frigoristes lors de leurs interventions sur des équipements frigorifiques et d'autre part sur la façon dont ces déchets ont été gérés.

***A qui doit-il être remis ?***

Ministère de la Région wallonne

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Office wallon des déchets

Avenue Prince de Liège 15

5100 Jambes

[owd.dgrne@mrw.wallonie.be](mailto:owd.dgrne@mrw.wallonie.be)

Remarques.

Cette déclaration peut être complétée et transmise de manière informatisée.

Un format de déclaration est mis à la disposition des entreprises en technique frigorifique spécialisées sur le site internet de la DGRNE.

**Volet 1 : Identification de la déclaration, de l'entreprise en technique frigorifique spécialisée et des techniciens frigoristes spécialisés qu'elle emploie.**

La déclaration porte le titre :

"Arrêté du Gouvernement wallon du.... tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Déclaration annuelle relative aux déchets de la société XXX, entreprise en technique frigorifique spécialisée."

Nom et adresse de la société.

Coordonnées de la personne responsable ou de la personne de contact (Nom, prénom, fonction, téléphone, courriel)

Période sur laquelle porte la déclaration

Nom(s), prénom(s) et numéro(s) du(des) certificat(s) environnemental(aux) en technique frigorifique du(des) technicien(s) frigoriste(s) spécialisé(s)

Mentionner si un technicien n'a travaillé qu'une partie de l'année pour la société ou n'a disposé du certificat environnemental en technique frigorifique qu'une partie de l'année.

**Volet 2 : Informations relatives aux déchets ayant fait l'objet d'un stockage temporaire géré par l'entreprise en technique frigorifique spécialisée.**

Adresse du site de stockage

Personne à contacter + numéro de téléphone direct

Synthèse des informations figurant dans le registre visé à l'annexe VIII.

Entrées.

Total par déchet

Sorties.

Total par déchets + informations sur les destinations (identifications des collecteurs, transporteurs et installations de regroupement ou traitement)

Etat des stocks de déchetsAu 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence

Au 31 décembre de l'année de référence

**Volet 3 : Informations relatives aux déchets résultant des interventions du(des) technicien(s) frigoriste(s) spécialisé(s) et n'ayant pas transité par le site de stockage temporaire géré par l'entreprise en technique frigorifique.**

On mentionnera ici les déchets :

- qui ont été laissés sur les sites des équipements frigorifiques conformément aux dispositions de l'article 19 § 2;
- qui ont été pris en charge par un collecteur-transporteur de déchets agréé ou enregistré immédiatement après l'intervention du technicien frigoriste;
- qui ont été acheminés directement par le technicien frigoriste vers une installation de regroupement, prétraitement, élimination ou valorisation.

Total par déchets + informations sur les modes de gestion (identifications des collecteurs, transporteurs et installations de regroupement ou traitement)

**Volet 4 : Mention de tout événement en relation avec la protection de l'environnement.**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007

Le Ministre Président,  
E. DI RUPOLe Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGENLe Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

## Annexe XI : Examens d'évaluation des compétences environnementales et d'évaluation des compétences énergétiques

**I : Evaluation des compétences environnementales**

## A. Dispositions préliminaires.

1° Les candidats disposant d'une attestation valide ou de tout autre document en tenant lieu, obtenu en Région Bruxelles-Capitale, en Région flamande ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne,

- en application des exigences de qualification minimales requises par les articles 16 et 17 du Règlement 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ou,
- en application de l'article 5 du Règlement 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés.

sont exclusivement soumis au titre 1 des matières de l'examen théorique.

2° Lorsque l'examen est constitué d'une partie théorique écrite et d'une partie pratique :

a) la partie pratique doit comprendre une partie relative à la manipulation des gaz fluorés utilisés en qualité d'agent réfrigérant et un exercice de brasage;

b) chaque partie est cotée à part. L'examen est réussi si 50 % des points sont obtenus pour chaque partie et 60 % des points pour le total.

3° Lorsque l'examen est constitué exclusivement d'une partie théorique, l'examen est réussi si 60 % des points sont obtenus.

## B. Examen théorique.

Matières		Niveau de connaissances
Titre	Sujets	
1) Réglementations wallonnes relatives à l'environnement	Eléments pertinents du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets Eléments pertinents du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement Arrêtés du Gouvernement wallon relatifs aux équipements frigorifiques, adoptés en application des Règlements 2037/2000/CE et 842/2006/CE.	Bonne connaissance
2) Réglementations à portée internationale	Eléments pertinents des Protocoles de Montréal et Kyoto, Règlement CE 2037/2000, Règlement 842/2006	Bonne connaissance
3) Normes et code de bonne pratique	NBN-EN 378 Parties 1-4 Code de Bonne pratique de l'UBF-ACA	Bonne connaissance
4) Impacts environnementaux liés à l'utilisation des équipements frigorifiques	Emissions de composés détruisant la couche d'ozone Emissions directes et indirectes de composés de gaz à effet de serre, notion de TEWI Risques liés à l'utilisation d'huiles (huile en tant que tel et réfrigérants dissous) Risques liés à l'utilisation de fluides frigoporteurs ou caloporteurs Risques liés à l'utilisation de mousses d'isolation (contenu en CFC, HCFC ou HFC).	Bonne connaissance

Matières		Niveau de connaissances
Titre	Sujets	
5) Agents réfrigérants	Substances réglementées, agents réfrigérants et huiles autorisés, choix de l'agent réfrigérant, choix de l'huile, choix du fluide frigoporteur ou caloporteur	Très bonne connaissance des caractéristiques des fluides et de la réglementation les concernant.
6) Etanchéité	Détermination de l'étanchéité, essais, détecteurs de gaz utilisés. Connaissance des mesures techniques permettant de réduire les émissions, lors de la conception, la maintenance et l'entretien des équipements. Connaissance des risques environnementaux (risques d'émissions) spécifiques à certains composants déterminés (p. ex raccords, suivant leur type; compresseurs, suivant leur type, etc.). Détecteurs fixes (connaissance des principes, détermination de leur emplacement, valeur haute et valeur basse, etc.)	Très bonne connaissance

## C. Examen pratique

Matières		Niveau de connaissances
Titre	Sujets	
Le montage	le brasage de différents composants : tubes en cuivre (avec du cuivre, avec de l'acier, avec du laiton), vannes, détendeurs... vérification de l'étanchéité Techniques de pliage du cuivre et de l'acier, technique de fixation et d'isolation	Excellentes réalisations pratiques
La mise en service	la mise sous pression de gaz inerte; la vérification de l'étanchéité; la mise sous vide avec à l'aide d'une pompe à vide deux étages et contrôle à l'aide d'un vacuomètre; remplissage de l'équipement pesée et notation des quantités utilisées le démarrage, les réglages et les contrôles relatifs au bon fonctionnement	Excellentes réalisations pratiques
L'entretien	le contrôle de l'étanchéité avec détecteur de fuites électronique; les vérifications de bon fonctionnement.	Excellentes réalisations pratiques
La récupération des agents réfrigérants	la récupération la pesée et l'enregistrement des quantités récupérées le remplissage du même équipement avec l'agent réfrigérant récupéré. La répétition de cette récupération avec une perte maximale de 20 grammes d'agent réfrigérant.	Excellentes réalisations pratiques
Le contrôle périodique	Toutes les vérifications de contrôle périodique	Très bonne connaissance des vérifications à réaliser

## II : Evaluation des compétences énergétiques

## A. Dispositions préliminaires.

Chaque partie est cotée à part. L'examen est réussi si 50 % des points sont obtenus pour chaque partie et 60 % des points pour le total.

## B. Examen théorique.

Matières		Niveau de connaissances
Titre	Sujets	
1) Evaluation des performances énergétiques des systèmes de climatisation	Evaluation du rendement du système de climatisation et de son dimensionnement par rapport aux exigences en matière de refroidissement du bâtiment.	Bonne connaissance
2) Réglementations	Directive CE 2002/91 et arrêtés du Gouvernement wallon la transposant en droit interne.	Bonne connaissance

## C. Examen pratique

Matières		Niveau de connaissances
Titre	Sujets	
Evaluation des performances énergétiques des systèmes de climatisation	Evaluation pratique du rendement de la climatisation Evaluation pratique des exigences en matière de refroidissement du bâtiment Vérification pratique de l'adéquation du dimensionnement d'une installation de climatisation par rapport aux exigences en matière de refroidissement du bâtiment.	Excellente réalisation pratique

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe XII : Conditions de reconnaissance des centres d'examen des compétences environnementales  
et des centres d'examen des compétences énergétiques

**I. Reconnaissance des centres d'examen des compétences environnementales**

**A. Jury d'examen**

Le centre d'examen doit constituer un jury d'examen en respectant les conditions suivantes :

- le jury est composé d'au moins trois spécialistes en technique de réfrigération sous la présidence d'un ingénieur de grade civil, industriel ou technicien, ou d'une personne qui peut apporter la preuve d'un minimum de 3 années d'expérience dans l'examen en technique de réfrigération;
- au moins un des membres du jury est étranger au centre d'examen.
- au moins trois membres du jury détiennent un certificat environnemental en technique frigorifique valide. Cette disposition n'est applicable qu'un an après que le premier centre d'examen a été reconnu.

**A. Organisation des examens**

Le centre d'examen doit posséder des procédures relatives aux examens, contenant :

- la procédure du choix des questions et exercices pratiques pour les examens,
- la liste de toutes les questions possibles qui pourront être posées aux candidats lors de l'examen théorique; cette liste est mise à jour aussi souvent que nécessaire, tenant compte de l'évolution de la législation en relation avec le certificat environnemental en technique frigorifique et des techniques ou pratiques liées à l'exercice de la profession de technicien frigoriste qui pourraient contribuer à la réduction des émissions provenant des équipements frigorifiques;
- la liste de tous les exercices pratiques qui pourront être proposés aux candidats lors de l'examen pratique,
- une grille d'évaluation chiffrée relativement à l'évaluation des candidats et correspondant aux questions d'examen théorique et pratique.

**A. Infrastructure technique**

Pour l'organisation de la partie pratique des examens d'évaluation des compétences environnementales, le centre d'examen doit au moins disposer de l'équipement technique suivant :

Composants de l'équipement frigorifique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• compresseur pourvu de vannes d'isolement à l'aspiration et au refoulement, ainsi que de raccords sur lesquels on peut placer les manifolds,</li> <li>• condenseur,</li> <li>• réservoir à agent réfrigérant,</li> <li>• cartouches de filtres déshydrateurs,</li> <li>• électrovanne,</li> <li>• voyant à liquide,</li> <li>• détendeur thermostatique,</li> <li>• évaporateur,</li> <li>• vannes d'isolement,</li> <li>• composants de sécurité, de mesure et de régulation : manomètres, pressostats, thermostats.</li> </ul>
Equipements du frigoriste	<p><u>Récupération et remplissage</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• bouteille de récupération d'agent réfrigérant,</li> <li>• bouteille d'agent réfrigérant neuf (ou recyclé),</li> <li>• groupe de récupération des agents réfrigérants conçu de sorte à réduire autant que possible le volume mort d'agent réfrigérant qui, après récupération, reste dans le groupe ou est émis à l'atmosphère,</li> <li>• pompe à vide à deux étages.</li> </ul> <p><u>Instruments de mesure</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• balance de pesée des agents réfrigérants (précision minimale de 0,01 kg),</li> <li>• thermomètre digital avec sonde à contact ou thermomètre infrarouge,</li> <li>• manifold et flexibles,</li> <li>• multimètre électronique,</li> <li>• ampèremètre.</li> <li>• Dispositif de mesure d'isolement électrique (Megger),</li> <li>• Kit de test de l'acide oléique.</li> </ul> <p><u>Pour la détection des fuites</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• détecteur électronique de fuites,</li> <li>• solution savonneuse ou produit similaire,</li> <li>• vacuomètre électronique,</li> <li>• bouteille de gaz inerte pour mise sous pression avec manodétendeur.</li> </ul> <p><u>Pour la réparation et l'assemblage des conduits</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• éléments de raccord, tubes, systèmes d'obturation,...</li> <li>• tubes équipés de clapets anti-retour et de raccords souples,</li> <li>• matériel de coupe des tubes en cuivre,</li> <li>• ébarbeur,</li> <li>• cintreuse,</li> <li>• Installation de brasage avec régulateur de pression du gaz carburant et régulateur d'O<sub>2</sub>,</li> <li>• gaz de brasage,</li> <li>• bouteille de gaz inerte pour balayage (azote sec, argon, hélium) muni d'un détendeur et d'un régulateur de débit,</li> <li>• métal d'apport pour brasage rigide (30 % d'argent),</li> <li>• métal d'apport phosphoreux (5 % d'argent),</li> <li>• produit décapant ou de nettoyage,</li> <li>• appareil à collerette (dudgeonnières),</li> <li>• petit matériel : clés, tournevis, pinces, clé à cliquet adaptée aux vannes du compresseur,</li> <li>• établi avec étai pour épreuve de soudure,</li> <li>• pince en fer et tenailles pour visualiser la soudure,</li> <li>• évaseur de tube.</li> </ul>

**II. Reconnaissance des centres d'examen des compétences énergétiques****A. Jury d'examen**

Le centre d'examen doit constituer un jury répondant aux critères définis au point I. A. ou être composé de spécialistes en énergétique relative aux systèmes de climatisation sous la présidence d'un ingénieur de grade civil, industriel ou technicien ou d'une personne qui peut apporter la preuve d'un minimum de trois années d'expérience dans le domaine de l'énergétique relative aux systèmes de climatisation.

Les membres du jury détiennent un certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation valide. Cette disposition n'est applicable qu'un an après que le premier centre d'examen a été reconnu.

**B. Organisation des examens**

Le centre d'examen doit posséder des procédures relatives aux examens, contenant :

- la procédure du choix des questions et exercices pratiques pour les examens,
- la liste de toutes les questions possibles qui pourront être posées aux candidats lors de l'examen,
- une grille d'évaluation chiffrée relativement à l'évaluation des candidats et correspondant aux questions d'examen.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe XIII : Formulaire de demande de reconnaissance d'un centre d'examen ou de formation, d'un établissement d'enseignement

<b>Cadre réservé aux services administratifs de la DGRNE</b>	
Date d'envoi de la demande	
Date de réception de la demande à la DGRNE-DPA	
Reconnaissance centre d'examen des compétences environnementales	
Reconnaissance centre d'examen des compétences énergétiques	
Reconnaissance centre de formation continuée	
Reconnaissance établissement d'enseignement ou centre de formation habilité à délivrer des certificats de compétence environnementale	
Reconnaissance établissement d'enseignement ou centre de formation habilité à délivrer des certificats pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation	
Références :	

**Formulaire à renvoyer à l'adresse suivante :**

Ministère de la Région wallonne

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Division de la Prévention et des Autorisations

avenue Prince de Liège 15, à 5100 NAMUR (Jambes)

**1. Identification du centre d'examen ou de formation - de l'établissement d'enseignement**

Dénomination officielle du centre de formation ou d'examen, de l'établissement d'enseignement :

Adresse du siège social

Rue : n° boîte

Code postal : Commune :

☎ : Fax :

Courriel : @

Site internet :

Personne dirigeante

NOM : Prénom :

Qualité :

**2. Objet de la demande de reconnaissance (\*)**

(1) Reconnaissance d'un centre d'examen des compétences environnementales

(2) Reconnaissance d'un centre d'examen des compétences énergétiques

(3) Reconnaissance d'un établissement d'enseignement ou d'un centre de formation habilité à délivrer des certificats de compétence environnementale

(4) Reconnaissance d'un établissement d'enseignement ou d'un centre de formation habilité à délivrer des certificats pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation

(5) Reconnaissance d'un centre de formation continuée

(\*) Seule une case peut être cochée. Si un même centre ou établissement désire obtenir plusieurs reconnaissances, utiliser un formulaire différent pour chaque demande.

**3. Renseignements à communiquer (\*)**

(1)(2)(3)(4)(5) Personne responsable de la procédure d'examen ou de la formation visée par la reconnaissance :

NOM : Prénom :

(1)(2)(3)(4) Personne responsable de l'infrastructure technique frigorifique :

NOM : Prénom :

(1)(2)(3)(4)(5) Composition du jury d'examen [(1)(2)] ou personnel enseignant [(3) (\*\*) (4) (\*\*) (5)] :

NOM : Prénom :

Diplôme ou expérience :

Matière enseignée [seulement pour (3) et (4)] :

NOM : Prénom :

Diplôme ou expérience :

Matière enseignée [seulement pour (3) et (4)] :

NOM : Prénom :

Diplôme ou expérience :

Matière enseignée [seulement pour (3) et (4)] :

(1)(2) Président du jury d'examen :

NOM : Prénom :

(3)(4) Dénomination exacte de la formation : :

(\*) Chaque demande de renseignement est précédée d'un numéro correspondant à l'objet de la demande de reconnaissance (cf. point 2.). Si la demande n'est pas précédée du numéro correspondant à la reconnaissance pour laquelle ce formulaire est introduit, veuillez ne rien indiquer.

(\*\*) Uniquement le personnel enseignant les matières en relation avec les sujets présentés à l'annexe :

- XI, I pour (3)
- XI, II pour (4)

**4. Documents à annexer (\*)**

(1)(2) Membres du jury : CV, copie des diplômes, certificat environnemental en technique frigorifique [uniquement pour (1)], certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation [uniquement pour (2)].

(1)(2) Procédures d'examen visées à l'annexe XII,I, B et XII,II, B.

(1)(2)(3)(4) Description de l'infrastructure technique.

(3)(4) Un rapport présentant l'adéquation entre le programme des cours enseignés dans l'établissement d'enseignement ou le centre de formation et les sujets présentés à l'annexe

- XI, I pour (3)
- XI, II pour (4)

(5) Une copie du document de support à la formation continuée.

(\*) Chaque demande est précédée d'un numéro correspondant à l'objet de la demande de reconnaissance (cf. point 2.). Veuillez annexer uniquement les documents précédés du numéro correspondant à la reconnaissance pour laquelle ce formulaire est introduit.

**5. Demande de renseignements complémentaires**

Le centre de formation ou d'examen/l'établissement d'enseignement est tenu de fournir au Directeur général de la DGRNE ou à son délégué tous les renseignements et documents complémentaires demandés dans le cadre de cette reconnaissance.

**6. Signature**

Pour l'établissement d'enseignement/le centre de formation, signature de la personne dirigeante, date.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe XIV : Formulaire d'introduction d'un recours  
contre les décisions visées aux articles 4 § 5, 7, 27 § 5, 30 § 1<sup>er</sup>, 50, 51, 53 et 57

<b>Cadre réservé aux services administratifs de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement</b>	
<i>Date d'envoi du recours</i>	
<i>Date de réception du recours à la DGRNE-DPA</i>	
<b>Recours introduit par :</b>	
Technicien frigoriste spécialisé Entreprise en technique frigorifique spécialisée	
Centre d'examen des compétences environnementales	
Centre d'examen des compétences énergétiques	
Centre de formation continuée	
Etablissement d'enseignement ou centre de formation visé à l'article 37	
<b>Motif du recours :</b>	
Délivrance d'un agrément ou d'une reconnaissance	
Décision de suspension ou de retrait d'un agrément, d'une reconnaissance ou d'un certificat	
<b>Références :</b>	

**Formulaire à renvoyer à l'adresse suivante :**

Ministère de la Région wallonne  
Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement  
Division de la Prévention et des Autorisations  
avenue Prince de Liège 15n, à 5100 NAMUR (Jambes)

**1. Identification de l'auteur du recours**

Dénomination :

Adresse

Rue : n° boîte

Code postal : Commune :

☎ : Fax :

Courriel : @

Personne dirigeante

NOM : Prénom :

Qualité :

**2. Objet et références de l'acte attaqué (\*)**

<i>Recours introduit par :</i>
Technicien frigoriste spécialisé Entreprise en technique frigorifique spécialisée
Centre d'examen des compétences environnementales
Centre d'examen des compétences énergétiques
Centre de formation continuée
Etablissement d'enseignement ou centre de formation visé à l'article 37
<b>Motif du recours :</b>
Délivrance d'un agrément ou d'une reconnaissance
Décision de suspension ou de retrait d'un agrément, d'une reconnaissance ou d'un certificat
<i>Référence du courrier transmis par la DGRNE notifiant le refus d'agrément /de reconnaissance :</i> .....

(\*) Cocher la case convenable.

**3. Moyens développés (liste non limitative)**

**3.1. EN DROIT**

**3.2. EN FAIT**

**3. Audition du requérant par le Directeur Général de la DGRNE ou par son délégué dans le cadre d'une décision de suspension ou de retrait d'un agrément ou d'une reconnaissance**

Souhaitez-vous être convoqué par le Directeur général de la DGRNE ou par son délégué en vue d'une audition (\*)

oui

non

(\*) Cocher la case convenable.

**4. Signature de la personne dirigeante**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.  
Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe XV : Modèles de certificat environnemental en technique frigorifique  
et de certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation

## I. Certificat environnemental en technique frigorifique

LOGO	"Coordonnées du centre d'examen, du centre de formation ou de l'établissement d'enseignement" : - dénomination; - numéro de reconnaissance par la Région wallonne; - adresse; - numéro de téléphone; - numéro de télécopie; - courriel.
<b>Certificat environnemental en technique frigorifique</b> Délivrée en application de l'article 34. de l'arrêté du ... du Gouvernement wallon tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation. Numéro du Certificat : (1)/(2) Délivré à M..... Né le ...../...../..... à ..... Délivré à ....., le ..... Pour le Jury, Le titulaire, Le Directeur,  (*) Barrer la mention inutile 1. Numéro de reconnaissance par la Région wallonne du centre d'examen, du centre de formation ou de l'établissement d'enseignement. 2. Numérotation du certificat effectuée dans un ordre croissant.	

## II. Certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation

LOGO	"Coordonnées du centre d'examen, du centre de formation ou de l'établissement d'enseignement" : - dénomination; - numéro de reconnaissance par la Région wallonne; - adresse; - numéro de téléphone; - numéro de télécopie; - courriel.
<b>Certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation</b> Délivrée en application de l'article 55 de l'arrêté du ... du Gouvernement wallon tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation. Numéro du Certificat : (1)/(2) Délivré à M..... Né le ...../...../..... à ..... Délivré à ....., le ..... Pour le Jury, Le titulaire, Le Directeur,  (*) Barrer la mention inutile 1. Numéro de reconnaissance par la Région wallonne du centre d'examen, du centre de formation ou de l'établissement d'enseignement. 2. Numérotation du certificat effectuée dans un ordre croissant.	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

## Annexe XVI : Modèle de certificat de formation continuée

LOGO	"Coordonnées du centre de formation ou de l'établissement d'enseignement" : - dénomination; - numéro de reconnaissance par la Région wallonne; - adresse;
	- numéro de téléphone; - numéro de téléfax; - courriel.
<p><b>Certificat de formation continuée</b></p> <p>Délivrée en application l'article 48 de l'arrêté du .... du Gouvernement wallon tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.</p> <p>Numéro du certificat : (1)/(2)  Délivré à M .....  Né le ...../...../..... à .....</p>	
<p>Numéro de certificat environnemental en technique frigorifique .....</p> <p>Certificat environnemental en technique frigorifique délivré le .....</p> <p>Délivré à ....., le .....</p> <p>Pour le Jury, Le titulaire, Le Directeur,</p> <p>(*) Barrer la mention inutile</p> <p>1. Numéro de reconnaissance par la Région wallonne du centre de formation continuée.  2. Numérotation du certificat effectuée dans un ordre croissant.</p>	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Annexe XVII : HCFC visés par l'article 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 3958

[2007/202868]

**12. JULI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 10;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Regionalexekutive vom 9 April 1992 über die gefährlichen Abfälle;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Regionalexekutive vom 9 April 1992 über Altöle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen;

Aufgrund des am 23. Mai 2007 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 30. Mai 2007 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung der Richtlinie 2002/91 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2002 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden, insbesondere der Artikel 9 "Inspektion von Klimaanlage" und 10 "Unabhängiges Fachpersonal";

In der Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 2037/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. Juni 2000 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen;

In der Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2006 über bestimmte fluorierte Treibhausgase;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus und des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen und allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Kühlanlage: jegliche Anlage zur Erzeugung von Kälte oder Wärme, die mittels eines Kälteprozesses durch Dampfkompensation, Absorption oder Adsorption oder durch jegliches Verfahren, das aus einer Entwicklung der diesbezüglichen Technik resultiert, funktioniert;

2° ortsfeste Kühlanlage: jegliche Kühlanlage, die normalerweise nicht in Bewegung ist, wenn in Betrieb ist;

3° Kühlanlage mit hermetischem Kreislauf: jegliche Kühlanlage, in der alle Kühlmittel enthaltenden Teile durch Schweißen, Lötten oder eine vergleichbare Technik, durch welche ein nachhaltiger Zusammenbau entsteht, hermetisch gemacht werden, wobei Letzterer überdeckte Ventile und überdeckte Auslassöffnungen aufweisen kann, die eine fachgerechte Reparatur oder Fehlerbeseitigung ermöglichen und eine geprüfte Leckrate unter 3 Gramm pro Jahr unter einem Druck von mindestens einem Viertel des maximalen Drucks aufweisen;

4° Kühlmittel: die für die Übertragung von Wärme in einer Kühlanlage verwendete Flüssigkeit, die Wärme bei niedriger Temperatur und niedrigem Druck aufnimmt und Wärme bei hoher Temperatur und hohem Druck abgibt, was einen Zustandswechsel dieser Flüssigkeit bewirkt;

5° fluoriertes Kühlmittel: das teilweise oder völlig (...) aus H-FCKW oder FCK bestehende und in der Anlage XVII erwähnte Kühlmittel;

6° spezialisierter Betrieb für Kältetechnik: jede juristische oder natürliche Person, die gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassen ist;

7° spezialisierter Kältetechniker: jede natürliche Person, die auf die Verwendung von fluorierten Kühlmitteln spezialisiert ist und die Inhaberin der in Artikel 25 erwähnten Umweltbescheinigung für Kältetechnik ist;

8° Klimatisierungssystem: eine Kombination sämtlicher Bauteile, die für eine Form der Luftbehandlung erforderlich sind, bei der die Temperatur, eventuell gemeinsam mit der Belüftung, der Feuchtigkeit und der Luftreinheit, geregelt wird oder gesenkt werden kann;

9° Sachverständiger im Bereich Energie-Klimatisierung: jede natürliche Person, die Inhaberin der in Artikel 54 erwähnten Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme ist;

10° teilhalogenierter Fluorchlorkohlenwasserstoff (H-FCKW): eine organische Verbindung, die nur aus Kohlenstoff, Wasserstoff, Chlor und Fluor besteht und in deren Molekül sich nicht mehr als drei Kohlenstoffatome befinden;

11° Fluorchlorkohlenstoff (CFK): eine organische Verbindung, die nur aus Kohlenstoff, Chlor und Fluor besteht und in deren Molekül sich nicht mehr als drei Kohlenstoffatome befinden;

12° Nennmasse von Kühlmittel: Masse von Kühlmittel, die eine Kühlanlage enthält, um unter den Bedingungen, für die sie entworfen ist, zu funktionieren. Dieser Wert:

a) entspricht entweder der bei der ersten Inbetriebnahme zugeführten Menge; wenn die Gesamtheit des Kühlmittels oder ein Teil davon bereits beim Hersteller geladen worden ist, wird dieser Anteil bei der Schätzung der Nennmasse von Kühlmittel berücksichtigt;

b) oder er wird bestimmt, indem die Kühlanlage entleert und wieder aufgefüllt wird, wobei die das Gas enthaltenden Flaschen vor und nach dem Vorgang gewogen werden;

13° relativer Verlust von Kühlmittel: der Anteil der Nennmasse von Kühlmittel, der während eines auf ein Jahr herabgesetzten Zeitraums infolge der Emissionen verloren wurde. Der relative Verlust von Kühlmittel wird auf der Grundlage der Mengen von Kühlmittel gerechnet, die einer Kühlanlage hinzugefügt bzw. entnommen wurden, welche im Kontrollbuch schriftlich niedergelegt sind. Die bei einer Kontrolle, die gleichzeitig mit der Feststellung des relativen Verlusts von Kühlmittel durchgeführt wird, zugefügte Menge wird berücksichtigt;

14° Emissionen: die Emissionen von Kühlmittel, Öl oder Sekundärflüssigkeit aus den Kühlanlagen;

15° eingestufte Anlagen: die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Anlagen;

16° Kontrollbuch: das Dokument, das zur schriftlichen Niederlegung der in Anwendung von Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren, erforderlichen Daten bestimmt ist;

17° Abfall: jeder Abfall, wie er im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle definiert wird;

18° Abfälle von elektrischen und elektronischen Ausrüstungen: die Abfälle, so wie in Artikel 1, 18° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung definiert;

19° Sammlung: die Sammeltätigkeit, so wie in Artikel 2, 14° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle definiert;

20° Transport: die Transporttätigkeit, so wie in Artikel 2, 15° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle definiert;

21° Rückgewinnung von Kühlmitteln, Ölen und Wärme- bzw. Kälteflüssigkeiten: an Kühlanlagen bei deren Wartung oder vor deren Entsorgung vorgenommene Arbeit, die darin besteht, die in diesen Anlagen enthaltenen Kühlmittel, Öle und Wärme- bzw. Kälteflüssigkeiten in geeignete Behälter zu bringen;

22° DGRNE: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

23° Generaldirektor: der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder dessen Beauftragter;

24° Minister: der Minister der Umwelt;

25° mit der Überwachung beauftragte Beamte: die Bediensteten, die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, bestimmt werden, um die Verstöße gegen das Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung zu ermitteln und festzustellen;

**Art. 2 -** Der vorliegende Erlass hat Folgendes zum Zweck: 1° der Umweltverschmutzung, die bei oder infolge von folgenden Handlungen entstehen kann, vorzubeugen:

a) die Installation der Teile einer ortsfesten Kühlanlage, die fluoridiertes Kühlmittel enthalten bzw. enthalten können,

b) die Inbetrieb- und die Außerbetriebsetzung, einschließlich der Zerlegung, einer unter Punkt a) erwähnten Kühlanlage;

c) jeder Eingriff an den unter Punkt a) erwähnten Teilen einer Kühlanlage, dies außer Notfällen, wenn der Eingriff notwendig ist, um die Sicherheit der Personen zu gewährleisten;

d) die Handhabung von fluoridierten Kühlmitteln im Rahmen der unter den Punkten a) bis c) erwähnten Vorgänge;

e) die Vorgänge zur Entsorgung der Abfälle, die aus den unter den Punkten a) bis c) erwähnten Vorgängen resultieren;

2° die Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme mittels einer energietechnischen Inspektion zu sichern, die eine Bewertung der Leistung der Klimatisierungsanlage und ihrer Dimensionierung im Verhältnis zu den Anforderungen in Sachen Kühlung des Gebäudes enthält. Die Kühlanlagen mit hermetischem Kreislauf, die weniger als drei kg fluoridiertes Kühlmittel enthalten, sind aus dem Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses ausgeschlossen.

§ 2. Die in § 1, 1°, a) bis d) erwähnten Vorgänge dürfen nur von einer Person vorgenommen werden,

1° die die Eigenschaft eines spezialisierten Kältetechnikers besitzt;

2° und die im Namen und für Rechnung von einem spezialisierten Betrieb für Kältetechnik arbeitet, dies außer wenn der spezialisierte Kältetechniker diese Arbeiten im Betrieb, zu dessen Personal er gehört, durchführt.

In Abweichung von Absatz 1 kann der in § 1 erwähnte Vorgang von Personen durchgeführt werden, die nicht die Eigenschaft als spezialisierte Kältetechniker besitzen, unter der Bedingung, dass die Installation unter der Verantwortung eines solchen Technikers stattfindet. Die in § 1, 1°, e) erwähnten Vorgänge werden durchgeführt: 1° von Personen, die über die für die Entsorgung der betroffenen Abfälle erforderlichen Genehmigungen, Zulassungen oder Einregistrierungen verfügen; 2° oder von spezialisierten Betrieben für Kältetechnik, wenn besagte Vorgänge darin bestehen, die sich aus den Eingriffen der spezialisierten Kältetechniker, die sie beschäftigen, ergebenden Abfälle zu transportieren oder vorläufig zu lagern. § 3. Die in § 1, 2° erwähnte Inspektion kann nur von einer Person, die die Eigenschaft eines Sachverständigen im Bereich Energie-Klimatisierung besitzt, vorgenommen werden,

## KAPITEL II — Die Zulassung der Betriebe für Kältetechnik

### Abschnitt 1 — Zulassungsbedingungen

**Art. 3 -** Um zugelassen zu werden, muss der Betrieb für Kältetechnik folgenden Bedingungen genügen:

1° unter seinen Verwaltern oder unter den Personen, die sich für den Betrieb verpflichten dürfen, nur Personen zählen, die im Besitz ihrer bürgerlichen und politischen Rechte sind;

2° unter seinen Verwaltern oder unter den Personen, die sich für den Betrieb verpflichten dürfen, keine Personen zählen, die durch einen rechtskräftigen Beschluss wegen eines Verstoßes gegen Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, gegen das Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, gegen das Gesetz vom 22. Juli 1974 über giftige Abfälle, gegen das Gesetz vom 9. Juli 1984 über die Einfuhr, die Ausfuhr und die Durchfuhr von Abfällen, gegen das Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, gegen das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, gegen die Verordnung 259/93/EWG des Rates vom 1. Februar 1993 zur Überwachung der Kontrolle der Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Union, gegen das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, gegen das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, gegen ihre Durchführungserlasse oder gegen jede andere gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft verurteilt worden sind;

3° nicht Gegenstand eines Entzugs der Zulassung innerhalb der drei Jahre vor dem Antrag auf Zulassung gewesen sein;

4° in seinem Personal über mindestens einen Kältetechniker verfügen, der Inhaber der in Artikel 25 erwähnten Umweltbescheinigung für Kältetechnik ist;

5° die finanziellen Garantien vorweisen können, und über die technischen Mittel verfügen (bzw. sich dazu verpflichten), die es möglich machen, die Aktivitäten, für die die Zulassung beantragt wird, gewährleisten zu können; 6° durch einen Versicherungsvertrag gedeckt sein oder sich verpflichten, einen Versicherungsvertrag abzuschließen, der die zivilrechtliche Haftung, die aus den Aktivitäten, für die die Zulassung beantragt wird, resultiert, deckt.

Im Versicherungsvertrag ist mindestens Folgendes enthalten:

a) eine Vertragsbestimmung zugunsten eines jeden benachteiligten Dritten, wobei die Vertragsbestimmung die Unwirksamkeit der Ausnahmen, Nichtigkeiten und Aberkennungen bewirkt;

b) eine Klausel, in der vorgesehen ist, dass die Aufhebung oder die Auflösung des Vertrags erst nach dem Ablauf einer Frist von sechs Monaten ab dem Zeitpunkt, zu dem die Ursache der Aufhebung oder der Auflösung der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zugestellt worden ist, wirksam wird.

#### *Abschnitt 2 — Verfahren zur Gewährung der Zulassung*

**Art. 4 -** Der Antrag auf Zulassung wird dem Generaldirektor per Einschreiben zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt. Er wird mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage I steht, eingereicht.

§ 2. Der Generaldirektor stellt dem Antragsteller seinen Beschluss über den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Eingangs dieses Antrags zu.

Falls erforderliche Auskünfte oder Dokumente fehlen, gilt der Antrag als unvollständig.

§ 3. Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt der Generaldirektor dem Antragsteller per Einschreiben mit, welche Auskünfte oder Dokumente fehlen. Der Antragsteller verfügt dann über dreißig Tage ab dem Eingang des Einschreibebriefes, um dem Generaldirektor die fehlenden Auskünfte oder Dokumente per Einschreiben zukommen zu lassen oder sie ihm gegen Empfangsbestätigung auszuhändigen. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der zusätzlichen Auskünfte bzw. Dokumente stellt der Generaldirektor dem Antragsteller seinen Beschluss über den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags zu.

§ 4. Der Antrag ist nicht zulässig, wenn:

1) er unter Verstoß gegen § 1 eingereicht worden ist;

2) er zweimal als unvollständig betrachtet wird;

3° der Antragsteller die zusätzlichen Informationen nicht innerhalb der in § 3 erwähnten Frist übermittelt.

Ist der Antrag nicht zulässig, so teilt der Generaldirektor dem Antragsteller die Gründe für die Unzulässigkeit mit.

§ 5. Der Generaldirektor stellt dem Antragsteller seinen Beschluss über die Gewährung bzw. Ablehnung der Zulassung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem er seinen den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags bestätigenden Beschluss zugestellt hat, zu.

#### *Abschnitt 3 — Einspruch*

**Art. 5 -** Ein Einspruch gegen die in Artikel 4, § 5 erwähnten Beschlüsse kann vom Antragsteller beim Minister eingereicht werden. Der Einspruch wird dem Generaldirektor innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des angefochtenen Beschlusses per Einschreiben zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt. Er wird mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage XIV steht, eingereicht.

Der Minister stellt dem Antragsteller seinen Beschluss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs zu.

#### *Abschnitt 4 — Durchführung der Zulassung*

**Art. 6 -** Außer wenn eine Kopie des in Artikel 3, 6° erwähnten Versicherungsvertrags in der Akte bezüglich des Zulassungsantrags steht, unterliegt die Durchführung der Zulassung dem Einsenden der besagten Kopie an die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt per Einschreibebrief oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht.

#### *Abschnitt 5 — Aufhebung und Entzug der Zulassung*

**Art. 7 -** Der Generaldirektor kann die Zulassung aufheben bzw. entziehen, wenn der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik:

1° den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zuwiderhandelt;

2° die Kontrolle seiner Aktivitäten durch die mit der Überwachung beauftragten Beamten behindert.

**Art. 8 - § 1.** Wenn der Generaldirektor vorhat, die Zulassung aufzuheben bzw. zu entziehen, teilt er dies dem betroffenen spezialisierten Betrieb für Kältetechnik per Einschreibebrief mit. In dem Aufhebungs- bzw. Entzugsvorschlag sind die Gründe dafür angeführt.

Der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Aufhebungs- bzw. Entzugsvorschlags, um dem Generaldirektor seine schriftlichen Bemerkungen zu übermitteln.

Der Betrieb wird auf seinen Antrag hin ebenfalls angehört.

§ 2. Der Generaldirektor befindet innerhalb einer Frist von dreißig Tagen:

1° entweder ab dem Eingang der in § 1, Absatz 2 erwähnten Bemerkungen oder in Ermangelung davon ab dem Ablauf der in demselben Absatz erwähnten Frist von dreißig Tagen;

2° oder ab der in § 1, Absatz 3 erwähnten Anhörung, wenn sie stattfindet;

Der Beschluss wird dem betroffenen spezialisierten Betrieb für Kältetechnik per Einschreibebrief zugestellt.

§ 3. Im Falle eines Entzugs der Zulassung muss der Betrieb für Kältetechnik der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt das Original und die etwaigen als gleichlautend genehmigten Kopien der besagten Zulassung innerhalb von vierzehn Tagen nach der Zustellung des Beschlusses abgeben.

§ 4. Der Generaldirektor kann in speziell begründeten Notfällen die Zulassung sofort aufheben.

**Art. 9** - Ein Einspruch gegen die Beschlüsse bezüglich der Zulassungsaufhebung bzw. des Zulassungsentzugs kann vom betroffenen spezialisierten Betrieb für Kältetechnik beim Minister eingereicht werden.

Der Einspruch wird dem Generaldirektor innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des angefochtenen Beschlusses per Einschreiben zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt. Er wird mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage XIV steht, eingereicht.

Der Beschluss des Ministers wird dem Antragsteller per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs zugestellt.

Außer wenn die in Artikel 8, § 4 angeführte Hypothese zutrifft, ist der Einspruch aufschiebend.

### KAPITEL III — Verpflichtungen bei einem Eingriff an den Kälteanlagen

#### Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

**Art. 10** - Um die Emissionen von Kühlmittel zu verringern, werden die in Artikel 2, § 1 erwähnten Arbeiten unter Einhaltung der folgenden Empfehlungen vorgenommen:

1° Norm NBN EN 378: Kühlsysteme und Wärmepumpen - Anforderungen bezüglich der Sicherheit und der Umwelt oder jede sie ersetzende oder vervollständigende Norm;

2° oder jede ausländische Norm oder Regel der guten fachlichen Praxis, die von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt anerkannt ist.

Für diese Anerkennung übermittelt der Betrieb der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt die Informationen, die beweisen, dass diese ausländische Norm oder Regel der guten fachlichen Praxis ein Umweltschutzniveau verschafft, das der Norm NBN EN 378 entspricht. Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt erkennt die ausländische Norm oder Regel der guten fachlichen Praxis innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der Informationen an.

Die Arbeiten werden vom spezialisierten Kältetechniker gemäß folgender Nomenklatur durchnummeriert: „Nummer der Umweltbescheinigung für Kältetechnik / Kalenderjahr / in einer wachsenden, am Anfang eines jeden Kalenderjahres erneuerten Ordnung vorgenommene Durchnummerierung“.

**Art. 11** - Die spezialisierten Betriebe für Kältetechnik versorgen ihre spezialisierten Kältetechniker mit einer in gutem Betriebszustand befindlichen technischen Ausrüstung. Die technische Ausrüstung entspricht mindestens dem in der Anlage II aufgelisteten Material.

Die Messausrüstungen werden vor der ersten Benutzung und wenigstens einmal im Jahr gemäß international anerkannten Normen oder in Ermangelung davon gemäß den von deren Hersteller bzw. Importeur gelieferten Angaben geeicht.

Die Wartungs- und Eichungsbescheinigungen der Messausrüstungen werden den mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gestellt.

**Artikel 12** - § 1. Die spezialisierten Betriebe für Kältetechnik halten in einem für jedes Kalenderjahr gehaltenen Register die in der Anlage III, a bis n erwähnten Mindestbestimmungen schriftlich fest.

§ 2. Spätestens am 1. Dezember wird das Format des Registers, das für das folgende Jahr gültig ist, den spezialisierten Betrieben für Kältetechnik auf der Webseite der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Verfügung gehalten.

§ 3. Das Register wird der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt spätestens am 31. Januar des auf das betroffene Jahr folgenden Jahres in Form eines elektronischen Rechenblatts oder in Ermangelung davon auf einem Papierträger per Einschreibebrief oder durch Aushändigung mit Empfangsbestätigung übermittelt.

Das Register wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

§ 4. Parallel zur Übermittlung des Registers übermittelt der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik eine aktualisierte Liste der durch ihn beschäftigten spezialisierten Techniker. In diesem Dokument wird die Nummer der Umweltbescheinigung für Kältetechnik angegeben.

§ 5. Der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik teilt innerhalb eines Monats per dem Generaldirektor zugeschickten Einschreibebrief jede Abänderung mit, die ihn betrifft und die mit den auf dem in Artikel 4, § 1 erwähnten Formular stehenden Daten verbunden ist.

**Art. 13** - Die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts sind auf die Betriebe anwendbar, die über Kühlanlagen verfügen, für die in Artikel 2, § 1 erwähnten Arbeiten von spezialisierten Kältetechnikern, die zu ihrem Personal gehören, durchgeführt werden.

#### Abschnitt 2 — Auf die Kühlanlagen der eingestuften Anlagen anwendbare Sonderbestimmungen

**Art. 14** - Bei einem Eingriff an einer eingestuften Anlage schreibt der spezialisierte Kältetechniker die in Artikel 19 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren, bestimmten Daten in das Kontrollbuch der Ausrüstung.

**Art. 15** - Wenn auf der Grundlage der Daten in Bezug auf die Kühlmittel zum Vorschein kommt, dass die Kühlanlage einer eingestuften Anlage relative Verluste von Kühlmitteln aufweist, die die in Artikel 13 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren, überschreiten, teilt der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik dies dem Betreiber schriftlich mit. In diesem Schreiben wird die Art und Weise, wie dies zu beheben ist, angegeben. Jede Partei behält eine Kopie dieses Schreibens.

Absatz 1 ist nicht anwendbar, wenn der relative Verlust von Kühlmitteln von einem spezialisierten Kältetechniker im Betrieb, zu dessen Personal er gehört, festgestellt wird.

**Art. 16** - Die Kontrolle der Dichtigkeit, so wie sie in den Artikeln 22, § 3 und 23, § 2, Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren, erwähnt wird, wird gemäß den in der Anlage IV beschriebenen Modalitäten durchgeführt.

**Art. 17** - Wenn der spezialisierte Kältetechniker an der Kühlanlage einer eingestuften Anlage, für die keine Genehmigung vorhanden ist, oder an einer Ausrüstung die den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren, der Verordnung (EG) Nr. 2037/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. Juni 2000 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, oder der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2006 über bestimmte fluorierte Treibhausgase nicht entspricht, zu arbeiten hat, darf er nur folgenden Arbeiten durchführen:

- 1° die technische Anpassung an die Vorschriften;
- 2° die Verringerung bzw. Vorbeugung der Verluste von Kühlmitteln;
- 3° die Stilllegung und die darauf folgende Zerlegung.

Der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik teilt dem Betreiber mit, dass er die Lage fristlos in Ordnung bringen muss.

Absatz 2 ist nicht anwendbar, wenn der Eingriff von einem spezialisierten Kältetechniker im Betrieb, zu dessen Personal er gehört, vorgenommen wird.

#### KAPITEL IV — *Verwaltung der Abfälle*

**Art. 18** - § 1. Der spezialisierte Kältetechniker ist befugt, folgende Arbeiten, die Abfälle erzeugen können, durchzuführen:

- 1° die in den Kühlanlagen enthaltenen Kühlmittel sammeln:
  - a) indem eine teilweise bzw. völlige Entleerung der in der Ausrüstung enthaltenen Kühlmittel, einschließlich der Öle, die Kühlmittel enthalten können, vorgenommen wird, und indem sie in angepasste Behälter gebracht werden;
  - b) indem in einer ortsfesten Linie gearbeitet wird, die der Behandlung von Kühlanlagen gewidmet ist;
- 2° die Einschließung des Kühlmittels sowie der Öle, die Kühlmittel enthalten können, auf undurchlässige Weise in einem Teil der Kühlanlage vornehmen, wenn dieser Vorgang im Rahmen der Wartung, einer Reparatur oder vor dem Abbau der Ausrüstung stattfindet;
- 3° den Abbau einer Ausrüstung nach der Einschließung vornehmen;
- 4° einen eingeschlossenen Teil einer Ausrüstung gemäß Punkt 2° vom Rest der Ausrüstung abtrennen;
- 5° die Öle, die kein Kühlmittel enthalten, sowie die in der Kühlanlage enthaltenen Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeiten sammeln, indem sie in angepasste Behälter gebracht werden.

§ 2. Der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik ist befugt:

1° die folgenden Abfälle, die ausschließlich aus den Eingriffen stammen, die von vom Betrieb beschäftigten spezialisierten Kältetechnikern an Kühlanlagen, einschließlich der Ausrüstungen mit geschlossenem Kreislauf, die weniger als drei kg fluoriertes Kühlmittel enthalten, durchgeführt werden, zu transportieren:

- a) gefährliche Abfälle, nämlich:
  - die Kühlmittel, einschließlich der Öle, in denen Kühlmittel gelöst sind;
  - die unter dem vorigen Strich nicht erwähnten Altöle;
  - die Ölfilter;
  - die Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeiten, die gefährliche Stoffe enthalten;
  - die Teile von Ausrüstungen, die Kühlmittel, Öle, Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeiten enthalten, insofern diese so eingeschlossen sind, dass jedes Leckrisiko vermieden wird;
  - die Rückstände aus der Reinigung und der Entkalkung, die gefährliche Stoffe enthalten;
  - jeder andere Abfall, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs als gefährlich bestimmt wird;
- b) nicht gefährliche Abfälle, nämlich:
  - die Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeiten, die keine gefährlichen Stoffe enthalten;
  - die Rückstände aus der Reinigung und der Entkalkung, die keine gefährlichen Stoffe enthalten;
  - die verschmutzten Ausrüstungen und Teile von Ausrüstungen, d.h. die Ausrüstungen und Teile von Ausrüstungen, die keine Kühlmittel, Öle oder anderen gefährlichen Stoffe enthalten;
  - die fehlerhaften Teile;
  - die Metallabfälle;
  - die Rückstände von Isoliermaterial;
  - die Kunststoffrückstände;
  - jeder andere Abfall, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs als nicht gefährlich bestimmt wird;

2° die unter Punkt 1° erwähnten Abfälle vorläufig zu lagern.

**Art. 19 - § 1.** Wenn die Abfälle auf den Eingriff, den der spezialisierte Kältetechniker an einer Kühlanlage durchgeführt hat, zurückzuführen sind, händigt dieser dem Betreiber dieser Anlage oder seinem Beauftragten eine Bescheinigung aus, deren Muster in der Anlage V bestimmt wird. Wenn es sich um eine mit einem Kontrollbuch versehene Anlage handelt, gilt die Eintragung der in der Anlage V erwähnten Informationen in dieses Kontrollbuch als Bescheinigung.

Der Kältetechniker füllt ein zweites Exemplar dieser Bescheinigung aus oder macht eine Kopie davon.

Der spezialisierte Kältetechniker händigt dem ihn beschäftigenden spezialisierten Betrieb für Kältetechnik dieses zweite Exemplar aus, wenn alle auf den Eingriff zurückzuführenden Abfälle:

1° entweder von einem ordnungsgemäß zugelassenen bzw. registrierten Sammler sofort gesammelt werden;

2° oder sofort vom einem zugelassenen bzw. registrierten Transportunternehmer zu einer zugelassenen Anlage gefahren werden;

3° oder auch wenn sie am Standort der Kühlanlage gemäß den Bestimmungen von § 2 zurückgelassen werden.

Wenn alle diese Abfälle oder ein Teil davon von dem spezialisierten Betrieb für Kältetechnik, der den Kältetechniker beschäftigt, der den Eingriff durchgeführt hat, zurückgenommen werden, gilt das zweite Exemplar der Bescheinigung als allgemeines Kontrolldokument für diese Abfälle. Wenn diese Abfälle, mit Ausnahme der Flaschen zum Sammeln der Kühlmittel, die noch nicht zu 80% gefüllt sind, in die zugelassenen Anlagen abgeladen worden sind, wird das Kontrolldokument für diese Abfälle vom spezialisierten Betrieb für Kältetechnik aufbewahrt.

Dieselbe Bescheinigung oder dasselbe allgemeine Kontrolldokument darf nicht für Abfälle benutzt werden, die auf Eingriffe an unterschiedlichen Standorten zurückzuführen sind.

§ 2. Der spezialisierte Kältetechniker kann die aus seinem Eingriff stammenden Abfälle vor Ort zurücklassen, wenn diese Abfälle später von zugelassenen Sammlern gesammelt oder von zugelassenen Transportunternehmern zu Anlagen transportiert werden, die sie aufnehmen dürfen. Als zugelassener Sammler bzw. Transportunternehmer gilt ein Sammler bzw. Transportunternehmer, der über die erforderlichen Zulassungen und Registrierungen verfügt, um die Sammlung bzw. den Transport der gefährlichen Abfälle, Altöle und nicht gefährlichen Abfälle durchzuführen.

Der spezialisierte Kältetechniker erstellt eine Auflistung dieser Abfälle, die für den Sammler oder den Transportunternehmer bestimmt ist, und fügt ihr alle nützlichen Anweisungen bei, um jedem Risiko von Emissionen aus diesen Abfällen in die Umwelt bei deren Lagerung, deren Transport und der Behandlung vorzubeugen. Diese Auflistung, deren Muster unter den Punkten 5 und 6 der Anlage V festgelegt ist, wird vom spezialisierten Kältetechniker und vom Betreiber der Kühlanlage oder seinem Beauftragten datiert und unterzeichnet.

Die Identität und die Frist für den Eingriff der Sammler und Transportunternehmer müssen am Ende des Eingriffs des spezialisierten Kältetechnikers gekannt sein und in der im zweiten Absatz erwähnten Auflistung erwähnt werden.

Der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik sorgt dafür, dass die Sammler und Transportunternehmer oder die Betreiber der die Abfälle aufnehmenden Anlagen ihm eine Bescheinigung übermitteln, deren Muster unter Punkt 6 der Anlage V bestimmt ist, und dass sie dem Betreiber der Kühlanlage eine Kopie davon übermitteln. Diese Bescheinigung kann nach jedem anderen Muster erstellt werden, das mit den Bestimmungen der Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle und die Altöle und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen übereinstimmt.

**Art. 20 - § 1.** Im Falle eines Eingriffs an einer Kühlanlage und insbesondere beim Sammeln der Kühlmittel ist jede Entgasung verboten, es sei denn, sie ist notwendig, um die Sicherheit der Personen oder die Betriebssicherheit der Ausrüstungen zu sichern.

§ 2. Wenn die Kühlanlage mit einer Ölsumpfeheizung oder mit jeder anderen Vorrichtung zum Desorbieren des im Öl gelösten Kühlmittels versehen ist, verwendet der spezialisierte Kältetechniker dieses System, bevor er die Anlage entleert.

§ 3. Die Kühlmittel werden mittels einer zu diesem Zweck vorgesehenen Sammelanlage gesammelt.

Während des Auffüllens wird der Behälter dauernd auf einer angepassten Waage gewogen, damit er nicht überfüllt wird. Ein Füllfaktor in Höhe von 80 % darf nicht überschritten werden.

§ 4. Insofern dies keine mit der Benutzung der Sammelanlagen verbundenen Emissionen in die Umwelt zur Folge hat, sorgt der spezialisierte Kältetechniker dafür, dass folgende Produkte in spezifischen Behältern gelagert werden:

1° jeder Typ von Kühlmittel, der recycelt werden kann

2° alle Flüssigkeiten, die zerstört werden müssen, oder die nicht identifizierten Flüssigkeiten.

§ 5. Vor jeder Zerlegung oder Demontage einer Kühlanlage muss der spezialisierte Kältetechniker die Arbeiten zum Sammeln der folgenden Produkte durchgeführt haben:

1° Kühlmittel gemäß § 3;

2° Öle, die Kühlmittel enthalten können;

3° die Öle, die nicht unter 2° erwähnt werden;

4° die Wärme- und Kälteflüssigkeiten.

In Abweichung vom ersten Absatz, Punkte 1° und 2° kann der spezialisierte Kältetechniker die Einschließung so wie in Artikel 18, § 1, 2° vorgesehen vornehmen und den eingeschlossenen Teil der Anlage vom Rest der Anlage trennen.

Nachdem er die Arbeiten zum Sammeln der im ersten Absatz erwähnten Flüssigkeiten oder die im zweiten Absatz erwähnten Arbeiten in Bezug auf die Einschließung und die Trennung durchgeführt hat, erstellt der Techniker die Entschmutzungsbescheinigung, deren Muster in der Anlage VI steht, in drei Ausfertigungen.

Eine Ausfertigung wird dem Kontrollbuch beigelegt, eine Ausfertigung wird an der Kühlanlage sichtbar angebracht, die letzte Ausfertigung wird fristlos der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt übermittelt.

Die Öle und die Wärme- und Kälteflüssigkeiten werden gesammelt und in hermetische Behälter gebracht.

Die Kühlanlagen oder Teile davon, die kein Kühlmittel, kein Öl, keine Wärme- und Kälteflüssigkeit mehr enthalten und die mit der in Absatz 1 erwähnten Bescheinigung versehen sind, können von einer anderen Person als einem spezialisierten Kältetechniker demontiert werden.

**Art. 21 - § 1.** Die von dem spezialisierten Kältetechniker für das Sammeln der Kühlmittel und von den spezialisierten Betrieben für Kältetechnik für deren Transport verwendeten Flaschen genügen mindestens den folgenden Vorschriften:

1° die Flaschen entsprechen den europäischen Normen, denen die Flaschen, die dazu bestimmt sind, ungebrauchte Kühlmittel zu enthalten, genügen müssen, insbesondere was den Druckwiderstand, den Schlagwiderstand und die Widerstandsfähigkeit der Ventile betrifft;

2° das Innere der Flaschen ist frei von Rost, Verunreinigungen, Feuchtigkeit oder Ölrückständen;

3° vor ihrer ersten Verwendung werden die Flaschen luftleer gemacht;

4° die Flaschen werden mit einer unzerstörbaren Nummer und mit einem Kontrolldokument, dessen Muster in der Anlage VII bestimmt ist, versehen. Dieses Dokument wird jeder Flasche mittels eines Systems, das es wirksam schützt und dessen Lesbarkeit sichert, beigefügt. Wenn es aus mehreren Seiten besteht, werden diese lückenlos durchnummeriert, wobei die Nummer der Flasche auf jeder Seite angegeben wird.

Der Betrieb für Kältetechnik lässt dieses Dokument mitunterzeichnen und nimmt sich eine Kopie davon, wenn die Flasche den Betrieb verlässt. Das Originaldokument bleibt mit der wiederverwendeten Flasche.

Der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik trifft die notwendigen vertraglichen Bestimmungen, damit die Anlage zur Endbehandlung der Abfälle von Kühlmitteln ihm eine Kopie des ausgefüllten und unterschriebenen Dokuments, dem eine Beseitigungs- bzw. Verwertungsbescheinigung beigefügt wird, zurückschickt.

§ 2. Die von dem spezialisierten Kältetechniker für das Sammeln der anderen Flüssigkeiten und von den spezialisierten Betrieben für Kältetechnik für deren Transport verwendeten Behälter machen das Vorbeugen von jedem Leckrisiko möglich.

§ 3. Die von dem spezialisierten Kältetechniker für das Sammeln der festen Stoffe, insbesondere der pulverigen Elemente, und von den spezialisierten Betrieben für Kältetechnik für deren Transport verwendeten Behälter machen das Vorbeugen von jedem Verbreitungsrisiko möglich.

**Art. 22 - § 1.** Unbeschadet der Anwendung der Rubriken 63.12.05, 90.21, 90.22, 90.23 und 90.24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten kann die vorläufige Lagerung der in Artikel 18 erwähnten Abfälle außerhalb ihres Erzeugungsortes nur in einem spezialisierten Betrieb für Kältetechnik erfolgen.

§ 2. Der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik, der die in § 1 erwähnte Lagerung vornimmt, führt ein Register der gelagerten Abfälle, dessen Muster in der Anlage VIII bestimmt wird. Dieses Register wird jedes Mal aktualisiert, wenn Abfall an den Lagerungsstandort ankommt oder aus diesem entfernt wird.

Dieses Register kann mittels EDV geführt werden. In diesem Fall wird es regelmäßig und mindestens einmal im Monat ausgedruckt. Die einander folgenden Fassungen werden datiert, lückenlos durchnummeriert und zusammen aufbewahrt. Spätestens am 1. Dezember wird ein für das folgende Jahr gültiges Registerformat den spezialisierten Betrieben für Kältetechnik auf der Webseite der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Verfügung gestellt.

Diesem Register werden folgende Dokumente beigefügt:

1° die Kopien der in Artikel 19, § 1, Absatz 2 erwähnten Bescheinigungen;

2° die allgemeinen Kontrolldokumente für die Abfälle nach Artikel 19, § 1, Absatz 4;

3° die Kontrolldokumente der Flaschen zum Sammeln von Kühlmitteln nach Artikel 22, wenn diese Sammlern von gefährlichen Abfällen oder Anlagen zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen, die über eine angemessene Betriebsgenehmigung verfügen, übergeben worden sind;

4° die in § 5 erwähnten Bescheinigungen für die Übernahme der Abfälle;

5° die Bescheinigungen in Bezug auf die Beseitigung oder die Verwertung der Abfälle.

Die unter Punkt 4 der Anlage VIII erwähnte Auflistung der gelagerten Abfälle wird regelmäßig und mindestens einmal im Monat erstellt. Die auf einander folgenden Auflistungen werden datiert, lückenlos durchnummeriert und zusammen aufbewahrt.

§ 3. Der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik übergibt die von ihm gelagerten gefährlichen Abfälle und Altöle:

1° entweder einem Sammler von gefährlichen Abfällen und Altölen, der gemäß den Bestimmungen der Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle und die Altöle zugelassen ist;

2° oder einer Anlage zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen, die über eine angemessene Betriebsgenehmigung verfügt. In diesem Fall vertraut er den Transport einem zugelassenen Transportunternehmer an.

§ 4. Der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik übergibt die von ihm gelagerten nicht gefährlichen Abfälle:

1° entweder einem Sammler von nicht gefährlichen Industrieabfällen, der gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen registriert ist;

2° oder einer Anlage zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen, die über eine angemessene Betriebsgenehmigung verfügt. In diesem Fall vertraut er den Transport einem registrierten Transportunternehmer an.

§ 5. In den in §§ 3 und 4 erwähnten Fällen füllen der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik und der betroffene Sammler bzw. Transportunternehmer das in der Anlage IX erwähnte Dokument in doppelter Ausfertigung aus.

Ein Exemplar wird vom spezialisierten Betrieb für Kältetechnik aufbewahrt und gilt als Bescheinigung für die Übernahme der Abfälle. Diese Bescheinigung wird dem in der Anlage VIII erwähnten Register beigefügt. Ein Exemplar wird vom Sammler oder vom Transportunternehmer aufbewahrt und gilt als Begleitdokument für die Abfälle.

Falls die Abfälle einer Anlage zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen zugeführt werden, wird das Exemplar, das als Begleitdokument gedient hat, oder eine Kopie davon vom Betreiber dieser Anlage ausgefüllt und unterschrieben und dem spezialisierten Betrieb für Kältetechnik zurückgeschickt.

**Art. 23** - Der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik übermittelt jährlich der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt die in Anlage X erwähnten Informationen enthaltende Erklärung.

Spätestens am 1. Dezember werden die Formate der für das folgende Jahr gültigen Erklärungen den spezialisierten Betrieben für Kältetechnik und den Betreibern von ortsfesten, mit der Behandlung von Kühlanlagen verbundenen Linien auf der Webseite der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Verfügung gestellt.

Die Erklärung wird der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle), spätestens am 1. März des auf das betroffene Jahr folgenden Jahres in Form eines elektronischen Rechenblatts oder in Ermangelung davon auf einem Papierträger per Einschreibebrief oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittelt.

**Art. 24** - Die Betriebe, die Kühlanlagen direkt bewirtschaften und deren spezialisierte Kältetechniker nur an diesen Anlagen Eingriffe durchführen, sind von den in Artikel 19, § 1, Absätze 2 bis 5 und Artikel 22 stehenden Verpflichtungen befreit. In diesem besonderen Fall und wenn Bestimmungen des vorliegenden Erlasses auferlegen, dass ein Dokument in mehreren Ausfertigungen erstellt wird, von denen eine für den Betreiber der Kühlanlage und eine andere für den spezialisierten Kältetechniker oder den spezialisierten Betrieb für Kältetechnik bestimmt ist, können außerdem die vorerwähnten Ausfertigungen in einer einzelnen Ausfertigung gesammelt sein.

## KAPITEL V — Umweltbescheinigung für Kältetechnik

### Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmung

**Art. 25** - Unbeschadet der Anwendung der Artikel 37 und 40 wird die Umweltbescheinigung für Kältetechnik durch eine vom Generaldirektor anerkannte Prüfstelle ausgestellt.

Sie bestätigt die Absolvierung einer mit den Bestimmungen der Anlage XI, I übereinstimmenden Prüfung. Der Minister kann zusätzliche Bestimmungen festsetzen.

Sie ist auf unbestimmte Zeit gültig.

### Abschnitt 2 — Anerkennung der Prüfstellen

**Art. 26** - Um anerkannt zu werden, muss die Prüfstelle folgende Bedingungen erfüllen:

- 1° einen Prüfungsausschuss gemäß den Bestimmungen der Anlage XII, I, A einrichten;
- 2° über Verfahren für die Organisation der Prüfungen verfügen, die die in der Anlage XI, I beschriebenen Stoffe betreffen, gemäß den Bestimmungen der Anlage XII, I, B.

Zusätzlich zu den in der Anlage XII, I, B vorgesehenen Verfahrensmodalitäten kann der Minister andere Modalitäten beschließen;

- 3° über eine technische Infrastruktur gemäß den Bestimmungen der Anlage XII, I, C verfügen;

**Art. 27** - § 1. Der Antrag auf Anerkennung wird per Einschreibebrief oder durch Aushändigung mit Empfangsbestätigung beim Generaldirektor eingereicht. Er wird mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage XIII steht, eingereicht.

§ 2. Der Generaldirektor stellt dem Antragsteller seinen über den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags entscheidenden Beschluss innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags zu.

Der Antrag gilt als unvollständig, wenn erforderliche Auskünfte bzw. Dokumente fehlen.

§ 3. Ist der Antrag unvollständig, so teilt der Generaldirektor dem Antragsteller mit, welche Auskünfte bzw. Dokumente fehlen. Der Antragsteller verfügt dann über dreißig Tage ab dem Eingang des Einschreibebriefes, um dem Generaldirektor die angeforderten Auskünfte oder Dokumente per Einschreibebrief oder durch Aushändigung mit Empfangsbestätigung zu übermitteln. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der zusätzlichen Auskünfte bzw. Dokumente stellt der Generaldirektor dem Antragsteller seinen Beschluss über den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags zu.

§ 4. Der Antrag ist nicht zulässig, wenn:

- 1° er unter Verstoß gegen § 1 eingereicht worden ist;
- 2° er zweimal als unvollständig betrachtet wird;
- 3° der Antragsteller die zusätzlichen Informationen nicht innerhalb der in § 3 erwähnten Frist übermittelt.

Ist der Antrag nicht zulässig, so teilt der Generaldirektor dem Antragsteller die Gründe für die Unzulässigkeit mit.

§ 5. Der Generaldirektor stellt dem Antragsteller seinen Anerkennungs- bzw. Ablehnungsbeschluss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem er seinen den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags bestätigenden Beschluss zugestellt hat, zu. Wenn die Anerkennung gewährt wird, wird der Prüfstelle eine Anerkennungsnummer erteilt.

**Art. 28** - Die Anerkennung der Prüfstelle wird für einen Zeitraum von fünf Jahren gewährt.

**Art. 29** - Ein Einspruch gegen die in Artikel 27, § 5 erwähnten Beschlüsse kann vom Antragsteller beim Minister eingereicht werden. Der Einspruch wird dem Generaldirektor innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des angefochtenen Beschlusses per Einschreiben zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt. Er wird mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage XIV steht, eingereicht.

Der Minister stellt dem Antragsteller seinen Beschluss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs zu.

**Art. 30** - § 1. Der Generaldirektor kann die Anerkennung aufheben bzw. entziehen, wenn die Prüfstelle:

- 1° den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zuwiderhandelt;
- 2° die Kontrolle ihrer Aktivitäten durch die mit der Überwachung beauftragten Beamten behindert.

§ 2. Wenn der Generaldirektor vorhat, die Anerkennung aufzuheben bzw. zu entziehen, teilt er dies dem Verantwortlichen der betroffenen Prüfungsstelle per Einschreibebrief mit. In dem Aufhebungs- bzw. Entzugsvorschlag sind die Gründe dafür angeführt.

Der Verantwortliche der Prüfungsstelle verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Aufhebungs- bzw. Entzugsvorschlags, um dem Generaldirektor seine schriftlichen Bemerkungen zu übermitteln.

Der Verantwortliche der Prüfungsstelle wird ebenfalls auf seinen Antrag angehört.

§ 3. Der Generaldirektor befindet innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab:

1° entweder dem Eingang der in § 2, Absatz 2 erwähnten Bemerkungen oder in Ermangelung davon ab dem Ablauf der Frist von dreißig Tagen;

2° oder der in § 2, Absatz 3 erwähnten Anhörung.

Der Beschluss wird dem Verantwortlichen der Prüfungsstelle per Einschreibebrief zugestellt.

§ 4. Im Fall eines Entzugs muss der Verantwortliche der Prüfungsstelle der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt das Original und alle gleichlautend genehmigten Kopien der Anerkennung innerhalb von vierzehn Tagen nach der Zustellung des Beschlusses zurückgeben.

**Art. 31** - Ein Einspruch gegen die Beschlüsse zur Aufhebung bzw. zum Entzug der Anerkennung kann von der Prüfungsstelle beim Minister eingereicht werden. Der Einspruch wird dem Generaldirektor innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des angefochtenen Beschlusses per Einschreiben zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt. Er wird mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage XIV steht, eingereicht.

Der Beschluss des Ministers wird dem Antragsteller per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs zugestellt.

**Art. 32** - Die anerkannte Prüfungsstelle teilt innerhalb eines Monats per dem Generaldirektor zugeschickten Einschreibebrief jede sie betreffende Änderung mit, die die auf dem in Artikel 27, § 1 erwähnten Formular stehenden Daten betreffen.

### Abschnitt 3

Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt und Ausstellung der Umweltbescheinigung für Kältetechnik

**Art. 33** - Die Prüfungsstelle teilt dem Generaldirektor per Einschreibebrief oder durch Aushändigung gegen Empfangsbestätigung mindestens fünfzehn Tage vor der Prüfung die für Letztere vorgesehenen Daten mit.

Der Generaldirektor oder der mit der Überwachung beauftragte Beamte kann der Prüfung beiwohnen.

Um einen gutem Verlauf der Prüfung zu sichern, kann er ebenfalls zu jeder Zeit die Übereinstimmung der technischen Infrastruktur mit den Bestimmungen der Anlage XII, I, C überprüfen. Die Prüfungsstelle gibt ihm jede Auskunft über jedes Dokument, die bzw. das er erhalten möchte.

**Art. 34** - Innerhalb von fünfzehn Werktagen nach der Prüfung händigt die Prüfungsstelle den Kandidaten, die die Prüfung absolviert haben, die Umweltbescheinigung für Kältetechnik aus.

Die Bescheinigung wird gemäß dem in der Anlage XV stehenden Muster ausgestellt.

**Art. 35** - Innerhalb von dreißig Werktagen nach der Prüfung wird dem Generaldirektor ein Bericht über die Prüfungssitzung per Einschreiben zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt.

Dieser Bericht enthält mindestens die nachstehenden Elemente:

1° die Liste der Mitglieder des Prüfungsausschusses, die den Prüfungen beigewohnt haben;

2° die von den Kandidaten unterschriebene Anwesenheitsliste,

3° den Inhalt der Prüfungen;

4° die Liste der Kandidaten, die die Umweltbescheinigung für Kältetechnik erhalten haben;

5° die von den verschiedenen Kandidaten für die verschiedenen Teile der Prüfung erhaltenen Prozentsätze.

Der Bericht wird von allen Mitgliedern des Prüfungsausschusses, die den Prüfungen beigewohnt haben, unterschrieben;

§ 2. Dem Bericht wird eine Kopie oder ein Duplikat der Umweltbescheinigungen in Kältetechnik beigefügt.

**Art. 36** - Um die durch das Organisieren der Prüfungsverfahren verursachten Kosten zu decken, kann die Prüfungsstelle eine Anmeldegebühr von den Kandidaten verlangen.

Der Minister kann den Höchstbetrag der Anmeldegebühr festsetzen.

### Abschnitt 4

Titel und Diplome, die Anrecht auf die Gewährung einer Umweltbescheinigung für Kältetechnik geben

**Art. 37** - Die Erlangung eines von den Unterrichtseinrichtungen oder Ausbildungszentren, die vom Generaldirektor anerkannt sind und die Absolvierung einer Ausbildung in den in der Anlage XI, I bestimmten Lernstoffen bestätigen, ausgestellten Titels oder Diploms gibt Anrecht auf die Gewährung einer Umweltbescheinigung für Kältetechnik.

**Art. 38** - Um anerkannt zu werden, müssen die Unterrichtseinrichtungen oder die Ausbildungszentren über eine technische Infrastruktur gemäß den Bestimmungen der Anlage XII, I, C verfügen.

**Art. 39** - Die Artikel 27 bis 32 sind *mutatis mutandis* auf die Anerkennung der Unterrichtseinrichtungen oder der Ausbildungszentren anwendbar.

**Art. 40** - Die Umweltbescheinigung für Kältetechnik wird durch die anerkannte Unterrichtseinrichtung bzw. das anerkannte Ausbildungszentrum ausgestellt, dies parallellaufend zu der Ausstellung des in Artikel 37 erwähnten Titels oder Diploms oder gegebenenfalls einer vorläufigen Absolvierungsbescheinigung.

Sie wird gemäß dem in der Anlage XV stehenden Muster ausgestellt.

Eine Kopie davon wird fristlos dem Generaldirektor übermittelt.

**Art. 41** - Der Generaldirektor oder der mit der Überwachung beauftragte Beamte kann zu jeder Zeit die Übereinstimmung der technischen Infrastruktur mit den Bestimmungen der Anlage XII, I, C überprüfen. Die Prüfstelle oder das Ausbildungszentrum übermittelt ihm jede Information oder jedes Dokument, die bzw. das er haben möchte.

#### Abschnitt 5 - Weiterbildung

**Art. 42** - Alle fünf Jahre ab der Ausstellung der in Artikel 25 erwähnten Bescheinigung nimmt der spezialisierte Kältetechniker an einer mindestens acht Stunden dauernden Weiterbildung teil, die die in Artikel 43, Absatz 2, 1° und 2° erwähnten Lernstoffe betrifft.

§ 2. Der Generaldirektor kann den spezialisierten Kältetechniker, der an einer vergleichbaren Weiterbildung in der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union teilgenommen hat, von der in § 1 erwähnten Weiterbildung befreien.

**Art. 43** - Die in Artikel 42, § 1 erwähnte Weiterbildung wird durch die vom Generaldirektor anerkannten Weiterbildungszentren erteilt.

Ihr Inhalt wird vom Minister festgesetzt, dies auf der Grundlage:

1° der gesetzlichen Bestimmungen in Verbindung mit der Zertifizierung der spezialisierten Kältetechniker;

2° der Techniken und Methoden im Bereich der Kältetechnik, die zur Verringerung der aus den Kühlanlagen stammenden Emissionen beitragen können;

**Art. 44** - Das Weiterbildungszentrum muss folgende Bedingungen erfüllen, um anerkannt zu werden:

1° über in Kältetechnik spezialisierte Ausbilder verfügen, die Inhaber einer gültigen Umweltbescheinigung für Kältetechnik sind und die unter der Verantwortung eines Zivilingenieurs, eines Industrieingenieurs oder eines technischen Ingenieurs oder auch einer Person, die belegen kann, dass sie über eine dreijährige Erfahrung im Erteilen von Ausbildungen in Kältetechnik verfügen, stehen;

2° eine mit Artikel 43, Absatz 2, 1° und 2° übereinstimmende, acht Stunden dauernde Weiterbildung erteilen.

**Art. 45** - Die Artikel 27 bis 32 sind *mutatis mutandis* auf die Anerkennung der Weiterbildungszentren anwendbar.

**Art. 46** - Um die durch das Organisieren der Weiterbildung verursachten Kosten zu decken, kann das Weiterbildungszentrum eine Anmeldegebühr von den Kandidaten verlangen.

Der Minister kann den Höchstbetrag der Anmeldegebühr festsetzen.

**Art. 47** - Das Weiterbildungszentrum übermittelt den für einen Weiterbildungsmodul angemeldeten spezialisierten Kältetechnikern ein Dokument, das als Lernmaterial für diese Weiterbildung dient. Ein Exemplar wird ebenfalls dem Generaldirektor übermittelt.

**Art. 48** - Am Ende der Weiterbildung stellt das Weiterbildungszentrum den spezialisierten Kältetechnikern, die an der Weiterbildung teilgenommen haben, eine gemäß dem in der Anlage XVI stehenden Muster Weiterbildungsbescheinigung aus.

**Art. 49** - Das Weiterbildungszentrum meldet quartalsweise der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt die Namen und Bescheinigungsnummern der spezialisierten Kältetechniker, die an einer Weiterbildung teilgenommen haben, in elektronischer Form. Diese Meldung wird spätestens einen Monat nach dem Ende des betroffenen Quartals vorgenommen.

Das EDV-Format wird den Weiterbildungszentren auf der Webseite der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Verfügung gestellt.

#### Abschnitt 6 — Die Aufhebung und der Entzug der Umweltbescheinigung für Kältetechnik

**Art. 50** - Der Generaldirektor kann die Umweltbescheinigung für Kältetechnik aufheben bzw. entziehen, wenn der spezialisierte Kältetechniker den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zuwiderhandelt.

**Art. 51** - Wenn aufgrund der in Anwendung des Artikels 12 übermittelten Daten hervorgeht, dass ein spezialisierter Kältetechniker seit mindestens zwei Jahren in der Wallonischen Region keinen Eingriff mehr vorgenommen hat, entzieht ihm der Generaldirektor die Umweltbescheinigung für Kältetechnik, es sei denn der Techniker beweist, dass er eine gleichwertige Tätigkeit während desselben Zeitraums außerhalb der Wallonischen Region ausgeübt hat.

**Art. 52** - § 1. Wenn der Generaldirektor vorhat, die Umweltbescheinigung für Kältetechnik aufzuheben bzw. zu entziehen, teilt er dies dem betroffenen spezialisierten Kältetechniker per Einschreibebrief mit. Im Aufhebungs- bzw. Entzugsvorschlag werden die Gründe dafür angegeben.

Der spezialisierte Kältetechniker verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Aufhebungs- bzw. Entzugsvorschlags, um dem Direktor seine Bemerkungen schriftlich zukommen zu lassen.

Der spezialisierte Kältetechniker wird ebenfalls auf seinen Antrag angehört.

§ 2. Der Generaldirektor befindet innerhalb einer Frist von dreißig Tagen:

1° entweder ab dem Eingang der in § 1, Absatz 2 erwähnten Bemerkungen oder in Ermangelung davon ab dem Ablauf der Frist von dreißig Tagen;

2° oder ab der in § 1, Absatz 3 erwähnten Anhörung, wenn sie stattfindet.

Der Beschluss wird dem spezialisierten Kältetechniker oder seinem etwaigen Arbeitgeber per Einschreibebrief zugestellt.

§ 3. Im Falle eines Entzugs muss der spezialisierte Kältetechniker der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt das Original und die etwaigen gleichlautend genehmigten Kopien der Bescheinigung innerhalb von vierzehn Tagen nach der Zustellung des Beschlusses zurückgeben.

§ 4. Der Generaldirektor kann im besonders begründeten Notfall die Bescheinigung fristlos aufheben.

**Art. 53** - Ein Einspruch gegen die Beschlüsse zur Aufhebung bzw. zum Entzug der Umweltbescheinigung für Kältetechnik kann vom spezialisierten Kältetechniker beim Minister eingereicht werden. Der Einspruch wird dem Generaldirektor innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des angefochtenen Beschlusses per Einschreiben zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt. Er wird mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage XIV steht, eingereicht.

Der Beschluss des Ministers wird dem Antragsteller innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt.

Außer in dem in Artikel 52, § 4 erwähnten Fall hat der Einspruch aufhebende Wirkung.

#### KAPITEL VI — Bestimmungen in Bezug auf die Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme

**Art. 54** - § 1. Unbeschadet des Artikels 56 wird die Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme von einer vom Generaldirektor anerkannten Prüfstelle ausgestellt.

Sie bestätigt die Absolvierung einer den Bestimmungen der Anlage XI, II entsprechenden Prüfung; Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, kann zusätzliche Bestimmungen festsetzen.

Sie ist auf unbestimmte Zeit gültig.

§ 2. Das Prüfzentrum muss folgende Bedingungen erfüllen, um anerkannt zu werden:

- 1° einen Prüfungsausschuss gemäß den Bestimmungen der Anlage XII, II, A einrichten;
- 2° über Verfahren für das Organisieren der Prüfungen, die die in der Anlage XI, II beschriebenen Themen betreffen, gemäß den Bestimmungen der Anlage XII, II, B verfügen;
- 3° über eine technische Infrastruktur, wie sie vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, bestimmt ist, verfügen.

Zusätzlich zu den in der Anlage XII, II, B vorgesehenen Verfahrensmodalitäten kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, zusätzliche Modalitäten festsetzen.

Die Artikel 27 bis 32 sind mutatis mutandis auf die Anerkennung der Prüfzentren anwendbar.

**Art. 55** - Die Artikel 33, Absatz 1 und 2 bis 36 finden mutatis mutandis Anwendung auf die Bewertungsprüfung der Fähigkeiten im Energiebereich und auf die Ausstellung der Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, kann den Höchstbetrag der Anmeldegebühr festsetzen.

**Art. 5** - Die Erlangung eines von den Unterrichtseinrichtungen oder den Ausbildungszentren, die vom Generaldirektor anerkannt sind und die Absolvierung einer Ausbildung in den in der Anlage XI, II bestimmten Lernstoffen bestätigen, ausgestellten Titels oder Diploms gibt Anrecht auf eine Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme.

Die Artikel 38 bis 40 finden mutatis mutandis Anwendung auf die Titel und Diplome, die Anrecht auf die Gewährung einer Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme geben.

**Art. 57** - Die Artikel 50 bis 53 finden mutatis mutandis Anwendung auf die Aufhebung und den Entzug der Energiebescheinigung für Klimatisierungssysteme.

**Art. 58** - § 1. Jeder Betrieb, der Sachverständige für Energie-Klimatisierung beschäftigt, hält die in der Anlage III, Punkte o und p erwähnten Mindestbestimmungen in einem für jedes Kalenderjahr geführten Register fest.

Artikel 12, § 2 und 3 ist auf das in Absatz 1 erwähnte Register anwendbar.

§ 2. Parallellaufend zur Übermittlung des Registers an die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt übermittelt der Betrieb Letzterer eine aktualisierte Liste der Sachverständigen für Energie-Klimatisierung, die er beschäftigt. In diesem Dokument wird die Nummer der Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme angegeben.

#### KAPITEL VII — Abänderungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 59** - § 1. Unbeschadet der Anwendung von § 2 entspricht der Besitz eines der folgenden Dokumente dem Besitz der in Artikel 25 erwähnten Umweltbescheinigung für Kältetechnik:

1° das Befähigungs- und Weiterbildungszeugnis, das in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 1974 zur Bestimmung der Bedingungen für die Ausübung der beruflichen Tätigkeit als Kühlanlageninstallateur in den kleinen und mittleren Handels- und Handwerksbetrieben ausgestellt wird.

Dieses Zeugnis muss spätestens ein Jahr nach dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses erhalten worden sein.

2° die Bescheinigung, das Zeugnis oder das Diplom in Bezug auf eine Ausbildung in Kältetechnik, die bzw. das spätestens ein Jahr nach dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses erhalten worden ist.

3° eine gültige Bescheinigung oder jedes sie ersetzende Dokument, die bzw. das in der Region Brüssel-Hauptstadt, in der Flämischen Region oder in jedem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union in Anwendung der aufgrund der Artikel 16 und 17 der Europäischen Verordnung 2037/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. Juni 2000 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, erforderlich gemachten minimalen Qualifikationsanforderungen oder in Anwendung des Artikels 5 der Verordnung 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2006 über bestimmte fluorierte Treibhausgase erhalten worden ist;

4° eine ehrenwörtliche, vom Verantwortlichen des betroffenen Betriebs unterschriebene Erklärung, insofern:

a) in dieser Erklärung angegeben wird, dass der Techniker die im ersten Modul der Anlage I erwähnten Fachkompetenzen besitzt;

b) der Zeitpunkt der Anstellung des besagten Technikers vor dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* liegt.

§ 2. Der Generaldirektor teilt den in § 1 erwähnten spezialisierten Kältetechnikern die Frist mit, innerhalb welcher sie die in Artikel 25 erwähnte Umweltbescheinigung für Kältetechnik erhalten müssen. In Ermangelung der Erhaltung dieser Bescheinigung innerhalb dieser Frist wird die in § 1 erwähnte vorläufige Gleichstellung hinfällig.

**Art. 60 - § 1.** Unbeschadet des § 2 wird jeder Betrieb, der am Inkrafttretensdatum des vorliegenden Erlasses bereits besteht und dessen Kältetechniker die in Artikel 2, § 1 erwähnten Arbeiten völlig oder teilweise verrichten, während der auf das Inkrafttreten des besagten Erlasses folgenden sechs Monate als zugelassen betrachtet.

§ 2. Jeder in § 1 erwähnte Betrieb wird bis zum Datum des vom Generaldirektor in Anwendung des Artikels 4, § 4 oder § 5 gefassten Beschlusses als zugelassen betrachtet, wenn er einen mit Artikel 4, § 1 übereinstimmenden Antrag innerhalb der auf das Inkrafttreten des besagten Erlasses folgenden sechs Monate einreicht.

**Art. 61 -** Die Betriebe, die über Kühlanlagen verfügen, für welche die in Artikel 2, § 1 erwähnten Arbeiten von deren Personal angehörenden Kältetechnikern verrichtet werden, schicken der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt die Liste ihrer Kältetechniker, der die in Artikel 59, § 1 erwähnten Dokumente beigelegt werden, innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses.

**Art. 62 -** In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle wird eine zweiter, wie folgt verfasster Absatz hinzugefügt:

«Die Zulassung als spezialisierter Betrieb für Kältetechnik, die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme erhalten worden ist, gilt im Sinne des vorliegenden Erlasses als Zulassung für den Transport der gefährlichen Abfälle, die ausschließlich von den von den spezialisierten Kältetechnikern, die in diesem Betrieb beschäftigt sind, an Kühlanlagen vorgenommenen Eingriffen stammen.»

**Art. 63 -** In Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle wird eine dritter, wie folgt verfasster Absatz hinzugefügt:

«Die Zulassung als spezialisierter Betrieb für Kältetechnik, die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme erhalten worden ist, gilt im Sinne des vorliegenden Erlasses als Zulassung für den Transport der Altöle, die ausschließlich von den von den spezialisierten Kältetechnikern, die in diesem Betrieb beschäftigt sind, an Kühlanlagen vorgenommenen Eingriffen stammen.»

**Art. 64 - § 1.** In der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs:

1° wird die Überschrift des Kapitels 14 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«14 Abfälle von organischen Lösungsmitteln, von Kühl- und Treibmitteln (außer den Kapiteln 07 und 08) und Abfälle, die von an Kühlanlagen vorgenommenen Eingriffen stammen.»;

2° wird die Überschrift des Abschnitts 14.06 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Abfälle von Lösungsmitteln und von Treibmitteln von Aerosolen/organischen Schäumen.»;

3° wird ein Abschnitt 14.07 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

<u>14 07</u>	<u>Abfälle von Kühlmitteln und andere Abfälle, die von an Kühlanlagen vorgenommenen Eingriffen stammen (außer den Kapiteln 13 und 16.02).</u>			
14.07.01	R 11	X		
14.07.02	R 12	X		
14.07.03	R 502	X		
14.07.04	Andere Fluorchlorkohlenwasserstoffe und Fluorchlorkohlenwasserstoffe enthaltende Mischungen	X		
14.07.04	R 22	X		
14.07.05	R 401A	X		
14.07.06	R 402A	X		
14.07.07	R 408A	X		
14.07.08	R 409A	X		
14.07.09	Andere teilhalogenierte Fluorchlorkohlenwasserstoffe und teilhalogenierte Fluorchlorkohlenwasserstoffe enthaltende Mischungen, mit Ausnahme der unter 14.07.04 erwähnten Abfälle	X		
14.07.10	R 134a	X		
14.07.11	R 404A	X		
14.07.12	R 407C	X		
14.07.13	R 410A	X		
14.07.14	R 413A	X		
14.07.15	R 507	X		
14.07.16	Andere Fluorkohlenwasserstoffe und Fluorkohlenwasserstoffe enthaltende Mischungen, mit Ausnahme der unter 14.07.04 und 14.07.09 erwähnten Abfälle	X		
14.07.17	Perfluorierte Kohlenwasserstoffe, u.a. R218 und RC 318, und perfluorierte Kohlenwasserstoffe enthaltende Mischungen, mit Ausnahme der unter 14.07.04, 14.07.09 und 14.07.16 erwähnten Abfälle	X		
14.07.18	Als Kühlmittel verwendete Kohlenwasserstoffe: Methan (R50), Ethan (R170), Propan (R290), Pentan, Isopentan, Isobuten (R600a), Propylen (R1270), ... sowie ihre etwaigen Mischungen	X		
14.07.19	Als Kühlmittel verwendetes Ammoniak (R717)	X		

14.07.20	Als Kühlmittel verwendetes CO2 (R744)			
14.07.21	Nicht anderswo erwähnte Kühlmittel, die gefährlichen Stoffe enthalten	X		
14.07.22	Nicht anderswo erwähnte Kühlmittel, die nicht der Rubrik 14.08.21 angehören			
14.07.23	Gefährliche Stoffe enthaltende Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeiten	X		
14.07.24	Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeiten, die nicht der Rubrik 14.07.23 angehören			
14.07.25	Gefährliche Stoffe enthaltende Rückstände aus der Reinigung und der Entkalkung	X		
14.07.26	Rückstände aus der Reinigung und der Entkalkung, die nicht der Rubrik 14.07.25 angehören			
14.07.27	Ölfilter	X		
14.07.28	Sonstige Filter	X		
14.07.29	Isoliermaterialrückstände			

**Art. 65** - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen wird ein vierter, wie folgt verfasster Absatz hinzugefügt:

«Die Zulassung als spezialisierter Betrieb für Kältetechnik, die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme erhalten worden ist, gilt im Sinne des vorliegenden Erlasses als Registrierung für den Transport von anderen als gefährlichen Abfälle, die ausschließlich von den von dem spezialisierten Kältetechnikern, die in diesem Betrieb beschäftigt sind, an Kühlanlagen vorgenommenen Eingriffen stammen.»

**Art. 66** - Der vorliegende Erlass tritt zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme:

1° der Artikel 12 und 58, die am 1. Januar 2009 in Kraft treten;

2° der Anlage XI, Modul II, die am von der Regierung festgesetzten Datum in Kraft tritt.

**Art. 67** - Der Minister der Umwelt und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, sind mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Anlage I: Muster für das Formular zum Antrag auf Zulassung eines Betriebs für Kältetechnik

**Wozu dient dieses Formular?**

Mit diesem Formular reichen Sie einen Antrag auf Zulassung als spezialisierter Betrieb für Kältetechnik in der Wallonischen Region ein.

**Anschrift, an die dieses Formular zu übermitteln ist:**

Ministerium der Wallonischen Region

Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt

15 avenue Prince de Liège

5100 NAMUR (Jambes)

Name des Betriebs:

Anschrift:

Postleitzahl/Gemeinde:

Rufnummer:

Faxnummer:

Betriebsnummer: MwSt:

RJP(\*) :

(\*) Ausschließlich für die als juristische Person gegründeten Betriebe

E-Mail-Adresse:

Auskünfte über den/die Inhaber der Umweltbescheinigung für Kältetechnik und/oder der Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme, der/die in Ihrem Betrieb beschäftigt ist/sind (oder der/die über ein gleichwertiges Dokument in Anwendung von Artikel 59 § 1 verfügt/verfügen).

Bemerkung: Falls Artikel 59 § 1 anwendbar ist (Übergangsbestimmungen, während deren der Besitz von bestimmten Dokumenten dem Besitz einer Umweltbescheinigung entspricht), tragen Sie bitte für jeden Techniker, der noch nicht über die Umweltbescheinigung für Kältetechnik verfügt, „gegenstandslos“ als Antwort auf die Frage „Nummer der in der Wallonischen Region erhaltenen Umweltbescheinigung für Kältetechnik“ ein und fügen Sie diesem Formular eine Kopie des gleichwertigen Dokumentes bei.

Wenn die Anzahl der in Ihrem Betrieb arbeitenden Inhaber dieser Bescheinigung zu groß ist, um sie alle auf diesem Formular anzugeben, bitten wir Sie, eine Photokopie dieser Seite zu machen und die ausgefüllte Kopie dem Formular beizufügen.

Anzahl der beigefügten Dokumente:

Vorname:

Name:

Nummer der Umweltbescheinigung für Kältetechnik (wenn relevant):

Nummer der Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme (wenn relevant):

Angestellt (\*): am Hauptsitz

an einer Nebenstelle

(\*): Das zutreffende Kästchen bitte ankreuzen

Anschrift des Hauptsitzes oder der Nebenstelle:

Vorname:

Name:

Nummer der Umweltbescheinigung für Kältetechnik (wenn relevant):

Nummer der Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme (wenn relevant):

Angestellt (\*): am Hauptsitz

an einer Nebenstelle

(\*): Das zutreffende Kästchen bitte ankreuzen

Anschrift des Hauptsitzes oder der Nebenstelle:

Vorname:

Name:

Nummer der Umweltbescheinigung für Kältetechnik (wenn relevant):

Nummer der Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme (wenn relevant):

Angestellt (\*): am Hauptsitz

an einer Nebenstelle

(\*): Das zutreffende Kästchen bitte ankreuzen

Anschrift des Hauptsitzes oder der Nebenstelle:

Vorname:

Name:

Nummer der Umweltbescheinigung für Kältetechnik (wenn relevant):

Nummer der Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme (wenn relevant):

Angestellt (\*): am Hauptsitz

an einer Nebenstelle

(\*): Das zutreffende Kästchen bitte ankreuzen

Anschrift des Hauptsitzes oder der Nebenstelle:

Zu übermittelnde Belege:

1. Für die Verwaltungsratsmitglieder und die Personen, die befugt sind, um Verpflichtungen für den Betrieb einzugehen: ein rezenter Auszug aus dem Strafregister.
2. Folgende Dokumente, die die Finanzmittel, über welche der Betrieb verfügt, belegen:
  - eine Bescheinigung der zuständigen Verwaltung, dass der Antragsteller seinen Verpflichtungen in Sachen soziale Sicherheit genügt;
  - eine Bescheinigung der zuständigen Verwaltung, dass der Antragsteller seinen Verpflichtungen in Sachen direkte Steuern genügt;
  - eine Bescheinigung der zuständigen Verwaltung, dass der Antragsteller seinen Verpflichtungen in Sachen MwSt genügt;  
Was die Betriebe mit Gesellschaftssitz in Belgien betrifft, die Bescheinigung der zuständigen Verwaltung, dass die Erfüllung der Verpflichtungen des Antragstellers in Sachen soziale Sicherheit durch eine von einem Mitglied des Verwaltungsrats des Betriebs ausgestellte Bescheinigung ersetzt werden kann, in der ehrenwörtlich erklärt wird, dass der Betrieb seinen Verpflichtungen in Sachen soziale Sicherheit ordnungsgemäß nachgegangen ist.

1. Eine Erklärung in Bezug auf die Verfügbarkeit des in gutem Zustand befindlichen und richtig geeichten notwendigen Materials, das mindestens die in der Anlage II erwähnten Geräte enthält.
2. Eine Kopie des in Artikel 3, 6° des vorliegenden Erlasses erwähnten und vom betroffenen Betrieb abgeschlossenen Versicherungsvertrags oder in Ermangelung davon eine ausdrückliche Verpflichtung, einen solchen Vertrag vor jeder Umsetzung der Zulassung abzuschließen.
3. Der Name und die Anschrift der Sammler von gefährlichen Abfällen oder der Anlagen zur Zusammenstellung, Vorbehandlung oder Verwertung von gefährlichen Abfällen, denen der Antragsteller die auf seine Tätigkeiten zurückzuführenden Abfälle von Kühlmitteln übergeben wird.

<p>VERSICHERUNGSVERTRAG: MUSTERBOGEN FÜR DIE VERPFLICHTUNG, EINEN VERTRAG ZUR DECKUNG DER HAFTPFLICHT ABZUSCHLIESSEN</p>
--

Der Unterzeichnete, .....,

Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft .....,

verpflichtet sich dazu, im Namen der o.g. Gesellschaft einen Versicherungsvertrag abzuschließen, der die Haftpflicht deckt, die sich aus den durch Arbeitnehmer der Gesellschaft an Kühlanlagen vorgenommenen Arbeiten und aus den Arbeiten, die mit der Sammlung und dem Transport durch Arbeitnehmer der Gesellschaft der aus deren Tätigkeiten stammenden Abfälle verbunden sind, ergibt, und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt eine Kopie dieses Vertrags vor jeglicher Umsetzung der Zulassungsakte zu übermitteln, wobei im Vertrag angegeben werden muss,

- dass keine Nichtigkeit, Ausnahme oder Aberkennung den geschädigten Dritten entgegengehalten werden kann;
- dass dessen Aufhebung bzw. Auflösung nur nach dem Ablauf einer Frist von sechs Monaten ab dem Datum, zu dem die Ursache der Aufhebung oder der Auflösung der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt mitgeteilt worden ist, wirksam wird.

Ausgefertigt in ....., am .....

Unterschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

## Anlage II: Technische Mindestausrüstung für die spezialisierten Kältetechniker

Der spezialisierte Kältetechniker muss mindestens über folgende Ausrüstungen verfügen, um Arbeiten an Anlagen, die das Risiko einer Emission von fluorierten Kältemitteln aufweisen, vorzunehmen:

- Flasche zum Sammeln von Kältemittel;
- mit neuem (oder recyceltem) Kältemittel gefüllte Flasche;
- mit Inertgas gefüllte Flasche (trockener Stickstoff, Argon, Helium) zur Spülung, die mit einem Druckregler und einem Durchflussmesser versehen ist;
- Vorrichtung zum Sammeln der Inertgase, die so gebaut ist, dass das Totvolumen des Kältemittels, das nach dem Sammeln in der Vorrichtung bleibt oder in die Atmosphäre entweicht, weitgehendst verringert wird und die es möglich macht, die Kühlanlage einem 0,5 bar erreichenden Unterdruck zu unterziehen;
- zweistufige Vakuumpumpe;
- Waage für Kältemittel (mit einer Genauigkeit von mindestens 10 g für die Flaschen, deren Kältemittelfassung weniger als 30 kg beträgt, mit einer Genauigkeit von mindestens 100 g für die Flaschen, deren Kältemittelfassung zwischen 30 kg und 300 kg liegt und mit einer Genauigkeit von mindestens 0,3% der Kältemittelfassung für die Flaschen, deren Kältemittelfassung mehr als 300 kg beträgt);
- Lötvorrichtung mit Druckregler für das Treibgas und den Sauerstoff; mit Rückschlagventilen und flexiblen Schläuchen versehene Leitungen;
- elektronisches Vakuummeter;
- Sammelstück ("manifold") mit vier Durchläufen
- elektronischer Leckanzeiger;
- Seifenlauge oder gleichwertiges Produkt;
- Digitalthermometer mit Kontaktfühler oder Infrarotthermometer
- elektrisches Universalmessgerät;
- Amperemeter;
- (...)
- Testkit für Ölsäure.  
Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kältemittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigelegt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Anlage III: Mindestbestimmungen, die in dem durch die spezialisierten Betriebe für Kältetechnik erstellten Register einzutragen sind

- a) die Nummer des Eingriffs, so wie in Artikel 10, Absatz 4 bestimmt;
- b) der Name des Betreibers;
- c) die Anschrift des Standorts;
- d) das Datum, zu dem der Eingriff stattgefunden hat;
- e) für die eingestuftten Anlagen der Kenncode der Kühlanlage, so wie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren, bestimmt;
- f) für die Anlagen, die nicht eingestuft sind, die Nutzkältenennleistung der Kühlanlage;
- g) für die Anlagen, die nicht eingestuft sind, die elektrische Leistung der Kühlanlage;
- h) die Menge des gesammelten Kühlmittels, das mittels seines Kühlmittelcodes äR-...“ angegeben wird, in Übereinstimmung mit der Norm ISO 817 oder mit jeder sie ergänzenden oder vervollständigenden Norm;
- i) die Menge des eingeführten Kühlmittels, das mittels seines Kühlmittelcodes äR-...“ angegeben wird, in Übereinstimmung mit der Norm ISO 817 oder mit jeder sie ergänzenden oder vervollständigenden Norm;
- j) die Nennlast des Kühlmittels (in kg ausgedrückt);
- k) eine Schätzung der unfallbedingten Emissionen (in kg ausgedrückt);
- l) der geschätzte relative Verlust von Kühlmittel (in % /Jahr ausgedrückt);
- n) die geschätzte jährliche Emission (in kg/Jahr ausgedrückt), die gerechnet wird, indem man die Nennleistung in Kühlmittel mit dem geschätzten relativen Verlust (kg/Jahr) multipliziert;
- n) die Art des Eingriffs;
- o) die Leistung des Klimatisierungssystems;
- p) die Notifizierung der Durchführung und des Ergebnisses der Bewertung der Dimensionierung des Klimatisierungssystems im Verhältnis zu den Anforderungen in Sachen Kühlung des Gebäudes.

Für jedes vollständige Kalenderjahr wird eine Summierung der unter h), i), j), k), m) gesammelten Daten vorgenommen.

In diesem informatisierten Register sind zwei Diagramme zur Präsentation der folgenden Daten enthalten:

- das erste Diagramm zeigt auf der Abszisse die Nummer des Eingriffs, so wie sie in Artikel 10, Absatz 4 bestimmt ist, und auf der Ordinate den geschätzten jährlichen relativen Verlust pro Leck (%/Jahr);

- das zweite Diagramm zeigt auf der Abszisse die Nummer des Eingriffs, so wie sie in Artikel 10, Absatz 4 bestimmt ist, und auf der Ordinate die geschätzten jährlichen Emissionen (kg/Jahr).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

## Anlage IV: Modalitäten in Bezug auf die Überprüfung der Dichtigkeit

a) Die nach der Beseitigung eines Lecks vorgenommene Überprüfung der Dichtigkeit (in Anwendung von (...) Artikel 23, § 2, Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren) wird mittels der unten beschriebenen direkten Methode vorgenommen.

b) Die im Rahmen einer Dichtigkeitskontrolle vorgenommene Überprüfung der Dichtigkeit (in Anwendung von (...) Artikel 23, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren) wird entweder mittels der direkten Methode oder der unten beschriebenen indirekten Methode vorgenommen.

Wird nach der Durchführung einer Überprüfung der Dichtigkeit mittels der indirekten Methode ein Leck vermutet, so wird dieses mittels Einsatzes der direkten Methode geortet.

Direkte Methode:

Die zu überprüfenden Elemente sind:

- im Rahmen einer nach der Beseitigung eines Lecks vorgenommenen Überprüfung der Dichtigkeit die Elemente, die Gegenstand einer Reparatur gewesen sind.
- im Rahmen einer Dichtigkeitskontrolle jede potentielle Leckmöglichkeit.  
Die Überprüfung der Dichtigkeit wird vorgenommen, indem ein handbedienter Leckanzeiger vor jedes zu prüfende Element gestellt wird.

Der Leckanzeiger reagiert bei einer minimalen Empfindlichkeitsschwelle von 4 ppm oder 5 g pro Jahr. In Abweichung davon beträgt während fünf Jahren nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses die minimale Schwelle 5 ppm oder 7 g/Jahr für die vor besagtem Inkrafttreten angeschafften Anlagen. Die Verwendung von Flammendektoren ist verboten. Die Kontrollen an unter niedrigen Druck befindlichen Teilen der Kühlanlage werden bei stillgelegter Anlage vorgenommen. Bei den am unter Hochdruck befindlichen Teil der Anlage durchgeführten Kontrollen bleibt die Kühlanlage in Betrieb, es sei denn deren Betrieb kann Luftströme verursachen, die das Aufspüren von etwaigen Lecken stören können. In diesem Fall werden die an dem unter Hochdruck befindlichen Teil vorgenommenen Kontrollen ebenfalls bei stillgelegter Anlage durchgeführt.

Eine andere direkte Methode, mittels deren die gute Dichtigkeit der Kühlanlage mit einer wenigstens vergleichbaren Empfindlichkeit kontrolliert werden kann, kann als Alternative verwendet werden, nachdem der mit der Überwachung beauftragte Beamte sich damit einverstanden erklärt hat. Der Betrieb für spezialisierte Kältetechnik übermittelt ihm die Elemente, die beweisen, dass die vorgeschlagene Methode es möglich macht, die gute Dichtigkeit der Kühlanlage zu prüfen oder gegebenenfalls die Stelle, an der ein Leck besteht, mit einer Empfindlichkeit auszumachen, die mindestens derjenigen entspricht, die für die empfohlene direkte Methode vorgeschrieben ist.

Indirekte Methode:

Die Überprüfung der Dichtigkeit wird vorgenommen, indem man sich davon vergewissert, dass das Niveau des relativen Verlusts von Kühlmittel, das auf der Grundlage der hinzugefügten Ladungen von Kühlmittel bestimmt und im Kontrollbuch eingetragen wird, die Niveaus nicht überschreitet, die in Artikel 13, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren, vorgesehen sind.

Eine andere indirekte Methode, mittels deren die gute Dichtigkeit der Kühlanlage mit einer wenigstens vergleichbaren Empfindlichkeit kontrolliert werden kann, kann als Alternative verwendet werden, nachdem der mit der Überwachung beauftragte Beamte sich damit einverstanden erklärt hat. Der Betrieb für spezialisierte Kältetechnik übermittelt ihm die Elemente, die beweisen, dass die vorgeschlagene Methode es möglich macht, die gute Dichtigkeit der Kühlanlage mit einer genügenden Empfindlichkeit zu kontrollieren.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigelegt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Anlage V: Bescheinigung, in der die Informationen bezüglich der aus den durch den spezialisierten Betrieb für Kältetechnik vorgenommenen Eingriffen stammenden Abfälle angeführt werden

Allgemeines Dokument zur Begleitung der Abfälle

**Wozu dient dieses Dokument?**

Dieses in zwei Ausfertigungen ausgefüllte Dokument stellt die im ersten Absatz von Artikel 19, § 1 des Erlasses erwähnte Bescheinigung dar.

Wenn der spezialisierte Kältetechniker (oder der ihn beschäftigende spezialisierte Betrieb für Kältetechnik) aus dem Eingriff stammende Abfälle teilweise oder völlig übernimmt und befördert, stellt das zweite Exemplar das allgemeine Dokument zur Begleitung der im vierten Absatz desselben Artikels erwähnten Abfälle dar.

Außerdem müssen die Flaschen zum Sammeln von Kühlmitteln mit dem in der Anlage VII erwähnten spezifischen Dokument versehen sein.

**Wem muss es übergeben werden?**

Das erste Exemplar muss dem Betreiber der Kühlanlage ausgehändigt werden.

Wenn die Kühlanlage mit einem Kontrollbuch versehen ist, werden die angeforderten Informationen entweder direkt dort notiert (in diesem Fall dient das Kontrollbuch als Bescheinigung) oder ihm beigefügt oder auch dem durch die Bestimmungen von Artikel 59 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 09. April 1992 über die gefährlichen Abfälle oder durch jede sie ersetzende bzw. vervollständigende verordnungsmäßige Bestimmung betroffenen Register der Abfälle beigefügt.

Ist die Kühlanlage nicht mit einem Kontrollbuch versehen, so werden die Informationen dem Betreiber, der sie dem vorerwähnten Register beifügt, schriftlich auf einem freien Träger übergeben.

Wenn dieses Dokument aus mehreren Seiten besteht, werden diese lückenlos durchnummeriert und beziehen sie sich alle auf die in Rahmen Nr. 4 des Dokuments bestimmte Nummer des Eingriffs.

Wenn die Gesamtheit der aus seinem Eingriff stammenden Abfälle direkt von einem zugelassenen oder registrierten Sammler gesammelt, von einem zugelassenen oder registrierten Transportunternehmer zu einer zugelassenen Anlage befördert oder gemäß den Bestimmungen von Artikel 19, § 2 am Standort der Kühlanlage zurückgelassen worden sind, übergibt der Kältetechniker ebenfalls eine Kopie dieses Dokuments dem ihn beschäftigenden Betrieb für Kältetechnik, damit dieser diese Informationen in den Abschnitt Nr. 3 der in der Anlage X erwähnten jährlichen Erklärung eintragen kann.

Das allgemeine Dokument zur Begleitung der Abfälle muss die aus jedem von einem spezialisierten Kältetechniker vorgenommenen Eingriff stammenden Abfälle begleiten, wenn diese Abfälle von diesem Techniker oder dem ihn beschäftigenden spezialisierten Betrieb für Kältetechnik befördert werden. Auf deren Antrag wird dieses Dokument den mit der Überwachung beauftragten Beamten vorgelegt.

Wenn die Abfälle vom spezialisierten Kältetechniker befördert werden, wird das allgemeine Dokument zur Begleitung der Abfälle dem spezialisierten Betrieb für Kältetechnik ausgehändigt, wenn die Gesamtheit der Abfälle den zugelassenen Anlagen zugeführt worden sind, dies mit Ausnahme der Flaschen zum Sammeln von Kühlmitteln, die vom Kältetechniker aufbewahrt werden können, bis sie gemäß den Bestimmungen von Artikel 20 optimal gefüllt sind.

**Bemerkungen**

Unter „azugelassene Anlage“ versteht man einen Standort zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen, der durch eine Umweltgenehmigung gedeckt ist, oder einen Standort zur vorläufigen Lagerung, der durch den spezialisierten Betrieb für Kältetechnik gemäß den Bestimmungen des Artikels 22 verwaltet wird.

Die Informationen in Bezug auf die Daten und Orte des Abladens der Abfälle müssen nur auf dem zweiten Exemplar eingetragen werden.

Der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik verwendet die auf diesem Dokument befindlichen Informationen, um die in der Anlage X erwähnte jährliche Erklärung aufzustellen.

**1. Identifizierung der Kühlanlage**

1. Wenn diese Informationen bereits im Kontrollbuch der Anlage stehen, ist es nicht notwendig, sie erneut zu übertragen.

**1. Angaben zur Anlage.**

Wenn es sich um eine eingestufte Anlage handelt, bitte den Kenncode der Kühlanlage angeben, so wie er im Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren, bestimmt ist.

In Ermangelung davon: Name des Herstellers, Modell und Seriennummer, Baujahr.

**2. Standort**

**1. Stadt Postleitzahl**

Straße Nr. Postfach

Raum (falls mehrere Kühlanlagen am selben Standort installiert sind)

**1. Art der Anlage**

1. Kühlung Gefrieren

**1. Klimatisierung Wärmepumpe**

Sonstiges (bitte näher angeben)

**1. Kühlmittel:**

Art (R-...)

Nennleistung der Anlage:

2. Etwaige Sekundärflüssigkeiten (Kälte- und Wärmeträgerflüssigkeiten):

Art(en) Menge(n)

3. Wirkleistungen

Nutzkältenennleistung

**1. Elektrische Nutzennleistung**

**1. Identifizierung des Betreibers der Kühlanlage**

1.

2. Wenn diese Informationen bereits im Kontrollbuch der Anlage stehen, ist es nicht notwendig sie erneut zu übertragen.

1. Wenn der Betreiber eine Gesellschaft/juristische Person ist.

1. Bezeichnung und Gesellschaftsname

Anschrift des Gesellschaftssitzes:

Verantwortliche Person/Kontaktperson (Name, Vorname, Funktion und Rufnummer, E-Mail-Adresse)

2.2. Wenn der Betreiber eine natürliche Person ist.

**1. Name, Vorname, Anschrift, Rufnummer, E-Mail-Adresse**

**1. Identifizierung des spezialisierten Betriebs für Kältetechnik und des spezialisierten Kältetechnikers**

Name des Kältetechnikers

Vorname

Nr. der Umweltbescheinigung für Kältetechnik

1.

2. Wenn die folgenden Informationen bereits im Kontrollbuch der Anlage stehen, ist es nicht notwendig sie erneut zu übertragen.

Name des Betriebs

Nummer oder Datum der Zulassung

Anschrift

Telefon:

E-Mail

**1. Informationen in Bezug auf den vorgenommenen Eingriff**

Datum des Eingriffs (TT/MM/JJJJ)

Nummer des Eingriffs, so wie in Artikel 10, Absatz 4 erwähnt.

1. Wenn die folgenden Informationen bereits im Kontrollbuch der Anlage stehen, ist es nicht notwendig, sie erneut zu übertragen.

Art des Eingriffs

Montage

Inbetriebnahme

Wartung

Reparatur

Wechsel des Kühlmittels (die Arten und Mengen bitte angeben)

Nachfüllen mit Kühlmittel (die Arten und Mengen bitte angeben)

Wechsel oder Nachfüllen von Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeit (bitte die Arten und Mengen angeben)

Dekontaminierung vor Demontage

**1. Demontage**

Sonstiges (bitte näher angeben):

**1. Informationen in Bezug auf die Arten und Mengen der erzeugten Abfälle**

**1. Gefährliche Abfälle.**

Bezeichnung	Code	Menge	Verpackungsart	Datum des Ablagens	Ort des Ablagens	Betreiber	Frist für den Abtransport	Bestimmung
Kühlmittel	R- R- R-	14.07.01 à 14.07.22						
Öle, in denen Kühlmittel gelöst sind		13.02						
Sonstige Altöle		13.02						
Ölfilter		14.07.27						

Bezeichnung	Code	Menge	Verpackungsart	Datum des Abladens	Ort des Abladens	Betreiber	Frist für den Abtransport	Bestimmung
Sonstige Filter		14.07.28						
Gefährliche Stoffe enthaltende Kälte- und Wärmeträgerflüssigkeiten		16.10.01						
Nicht dekontaminierte Anlagen oder Teile von Anlagen		16.02.11 16.02.13 16.02.15						
Gefährliche Stoffe enthaltende Rückstände aus der Reinigung und der Entkalkung		06.01 06.02						
Sonstige, nicht woanders erwähnte, gefährliche Abfälle (genau beschreiben)								

#### Zusätzliche Informationen

#### 1. Arten und Schätzung der Mengen von Kühlmitteln, Ölen und Kälte- und Wärmeträgerflüssigkeiten, die sich noch in den nicht dekontaminierten Anlagen oder Teilen von Anlagen befinden.

Anweisungen, um jedem Leck- bzw. Emissionsrisiko bei der Lagerung, dem Transport und der Behandlung der am Standort zurückgelassenen Abfälle gemäß den Bestimmungen des Artikels 19, § 2 vorzubeugen.

#### Bemerkungen

##### A. Allgemeines

Wenn die Tabelle handschriftlich ausgefüllt wird, schreibt der Techniker in Großbuchstaben mit Ausnahme der Zahlen und der Einheiten, die gewöhnlich kleingeschrieben werden.

Die mit den Mengen verbundenen Einheiten werden wie folgt angegeben (l, kg, m<sup>3</sup>,...).

Um zu schätzen, ob Abfälle gefährliche Stoffe enthalten, wird man die Kriterien des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10.07.1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs verwenden. Im Zweifelsfall erkundigt sich der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik bei dem "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle), (Avenue Prince de Liège 15 in 5100 Jambes, Tel. 081-33 65 75, Fax 081-33 65 22, E-Mail owd.dgrme@mrw.wallonie.be);

Die zu verwendenden Codenummern sind die im Katalog der Abfälle in seiner abgeänderten Fassung stehenden Nummern.

Die Listen der zugelassenen Sammler und Transportunternehmer befinden sich auf der Webseite [www.environnement.wallonie.be](http://www.environnement.wallonie.be).

##### B. Bestimmte Spalten betreffende Bemerkungen

Das Datum und der Ort des Abladens werden nur im Exemplar angegeben, das als allgemeines Dokument zur Begleitung von Abfällen dient, d.h. für die vom spezialisierten Kältetechniker oder vom spezialisierten Betrieb für Kältetechnik beförderten Abfälle.

Der Betreiber und das Datum des Abtransports werden nur für die Abfälle angegeben, die nicht vom spezialisierten Kältetechniker oder vom spezialisierten Betrieb für Kältetechnik abgeführt werden, d.h. die Abfälle, die sofort von einem zugelassenen Sammler gesammelt worden sind, die Abfälle, die sofort von einem zugelassenen Transportunternehmer zu einer zugelassenen Anlage befördert worden sind oder die Abfälle, die gemäß den Bestimmungen von Artikel 19, § 2 am Standort zurückgelassen worden sind.

Der spezialisierte Kältetechniker schreibt in der Spalte "Betreiber" den Namen des Sammlers oder des Transportunternehmers und in der Spalte "Frist für den Abtransport" die Frist, innerhalb deren dieser Betreiber versprochen hat, diese Abfälle zurückzunehmen (sind die Abfälle sofort zurückgenommen worden, so schreibt er das Datum, an dem sie zurückgenommen worden sind).

In der Spalte "Bestimmung" schreibt er den Namen und die Anschrift (mindestens die Ortschaft) des Betriebs, zu dem die Abfälle gefahren werden. Wenn die Abfälle von einem Sammler abtransportiert werden, wird der Techniker das Wort "SAMMLER" in diese Spalte eintragen.

##### C. Bestimmte Zeilen betreffende Bemerkungen

Für die die Kühlmittel betreffende Zeile:

- wird der spezialisierte Kältetechniker die Überschrift vervollständigen, indem er die Art gemäß dem Verzeichnis "R-..." in Übereinstimmung mit der Norm ISO 817 oder jeder anderen sie ersetzenden Norm angibt oder indem er den passenden Abfallcode, der unter den Codes 14.07.01 bis 14.07.22 liegt, verwendet.
- im die Verpackungsart betreffenden Feld wird/werden die Identifizierungsnummer(n) der Sammelflasche(n) angegeben;
- solange der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik die Sammelflasche behält, weil sie noch nicht zu 80% gefüllt ist, wird der Techniker den Wortlaut "NOCH NICHT GEFÜLLTE FLASCHE" in die das Datum und den Ort der Lagerung betreffende Felder eintragen.

Für die die nicht dekontaminierten Anlagen oder Teile von Anlagen betreffende Zeile entspricht der Abfallcode 16.02.11 den "Gebrauchten Geräten, die FCK, H-FCKW oder FCKW enthalten", entspricht der Abfallcode 16.02.13 den "Gefährliche Bestandteile enthaltenden gebrauchten Geräten" und der Abfallcode 16.02.15 den "Aus gebrauchten Geräten entfernten gefährlichen Bestandteilen".

**1. Abfälle, die keine gefährlichen Abfälle sind**

<i>Bezeichnung</i>	<i>Code</i>	<i>Menge</i>	<i>Verpackungsart</i>	<i>Datum des Abladens</i>	<i>Ort des Abladens</i>	<i>Betreiber</i>	<i>Frist für den Abtransport</i>	<i>Bestimmung</i>
Keine gefährlichen Stoffe enthaltende Kälte- und Wärmeträgerflüssigkeiten	16.10.02							
Dekontaminierte Anlagen oder Teile von Anlagen und fehlerhafte Teile	16.02.16							
Keine gefährlichen Stoffe enthaltende Rückstände aus der Reinigung und der Entkalkung	14.07.26							
Rückstände von Isoliermaterial	14.07.29							
Sonstige, nicht woanders erwähnte, nicht gefährliche Abfälle Metallrückstände, Kunststoffrückstände, ...								

**Bemerkungen****A. Allgemeines**

Sich auf die allgemeine, die Tabelle 5.1. betreffenden Bemerkungen beziehen, wobei das Wort "zugelassenen" durch das Wort "registrierte" ersetzt wird.

**B. Bestimmte Spalten betreffende Bemerkungen**

Sich auf die allgemeinen, die Tabelle 5.1. betreffenden Bemerkungen beziehen, wobei das Wort "zugelassen" durch das Wort "registriert" ersetzt wird.

**C. Bestimmte Linien betreffende Bemerkungen**

Für die anderen nicht gefährlichen oder inerten Abfälle ist es nicht notwendig den Abfallcode anzugeben. Für diese Abfälle sowie für die Rückstände von Isoliermaterial genügt eine Schätzung der Mengen.

**1. Rückverfolgbarkeit der Eingriffe der verschiedenen Betreiber.**

<i>Betreiber</i>	<i>Name des Betriebs + Name des Betreibers (in Großbuchstaben)</i>	<i>Angabe</i>	<i>Datum und Unterschrift</i>	<i>Name und Unterschrift des Betreibers der Kühlanlage oder seines Beauftragten</i>
Spezialisierte Betrieb für Kältetechnik:		Die unten stehenden Informationen sind vollständig, ehrlich und richtig.		
Zugelassener Sammler von gefährlichen Abfällen		Die gesammelten Abfälle entsprechen den in der Tabelle 5.1. stehenden Informationen		
Zugelassener Transportunternehmer für gefährliche Abfälle		Die transportierten Abfälle entsprechen den in der Tabelle 5.1. stehenden Informationen		
Registrierter Sammler von Abfällen, die keine gefährlichen Abfälle sind		Die gesammelten Abfälle entsprechen den in der Tabelle 5.2. stehenden Informationen		
Registrierter Transportunternehmer von Abfällen, die keine gefährlichen Abfälle sind		Die transportierten Abfälle entsprechen den in der Tabelle 5.2. stehenden Informationen		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoridiertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

## Anlage VI: Bescheinigung für die Entschmutzung einer Kühlanlage

**Wozu dient dieses Dokument?**

Dieses Dokument macht es möglich, zu beweisen, dass eine endgültig außer Betrieb gesetzte Kühlanlage vor deren Abbau ordnungsgemäß entschmutzt worden ist, d.h. dass ein spezialisierter Kältetechniker alle Kühlmittel, Öle und Kälte- und Wärmeträgerflüssigkeiten aus der Anlage entnommen hat.

Der spezialisierte Kältetechniker kann gegebenenfalls die Kühlmittel und die Öle, die Kühlmittel enthalten können, in einem Teil der Anlage, der auf undurchlässige Weise abgetrennt werden kann, isoliert haben und diesen isolierten Teil vom Rest der Anlage abgetrennt haben. Er muss sich jedoch davon vergewissern, dass der Rest der Anlage keine anderen Flüssigkeiten wie Öle, Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeiten enthält.

**Wem muss es übergeben werden?**

Der spezialisierte Kältetechniker erstellt dieses Dokument in drei Ausfertigungen:

- er bringt eine von ihnen gut sichtbar auf die entschmutzte Anlage an;
- er fügt eine andere dem Kontrollbuch bei;
- er übermittelt eine der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt.

**Bemerkungen**

Wenn im Kontrollbuch der Anlage bereits eine das Muster der Bescheinigung enthaltende Seite enthalten ist, kann der Kältetechniker diese, die als dem Kontrollbuch beigefügte Bescheinigung dient, ausfüllen. Kopien dieser Seite und derjenigen, auf denen die in den Rahmen 1, 2 und 3 stehen, können als auf die entschmutzte Anlage anzubringende und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zu übermittelnde Bescheinigung dienen.

Es ist nicht notwendig, die Mengen der aus diesem Entschmutzungsvorgang stammenden Abfälle anzugeben, da diese Information bereits in den in der Anlage V erwähnten Informationen stehen muss.

Das der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt übermittelte Exemplar kann in elektronischer Form geschickt werden.

**Bescheinigung**

Der Unterzeichnete, ....., spezialisierter Kältetechniker, bescheinigt, dass die unten erwähnte Kühlanlage im Hinblick auf deren späteren Abbau entschmutzt worden ist. Sie enthält keine Kühlmittel, Öle oder Wärme- bzw. Kälteflüssigkeiten mehr.

Datum:

Unterschrift:

**1. Identifizierung der Kühlanlage****1. Angaben zur Anlage.**

Wenn es sich um eine eingestufte Anlage handelt, bitte den Kenncode der Kühlanlage angeben, so wie er im Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren, bestimmt ist.

In Ermangelung davon: Name des Herstellers, Modell und Seriennummer, Baujahr.

**2. Standort****1. Stadt Postleitzahl**

Straße Nr. Postfach

Raum (falls mehrere Kühlanlagen am selben Standort installiert sind)

**1. Identifizierung des Betreibers der Kühlanlage****1.**

1. Wenn der Betreiber eine Gesellschaft/juristische Person ist.

**1. Bezeichnung und Gesellschaftsname**

Verantwortliche Person/Kontaktperson (Name, Vorname, Funktion und Rufnummer, E-mail-Adresse)

**2.2. Wenn der Betreiber eine natürliche Person ist.****1. Name, Vorname, Anschrift, Rufnummer, E-mail-Adresse****1. Identifizierung des spezialisierten Betriebs für Kältetechnik und des spezialisierten Kältetechnikers**

Name des Betriebs

Nummer oder Datum der Zulassung

Anschrift

Telefon

E-Mail

Name des Kältetechnikers

Vorname

Nr. der Umweltbescheinigung für Kältetechnik

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

ANTOINE



3.

**4. Rückverfolgbarkeit der Flasche zum Sammeln der Flüssigkeiten nach deren Verwendung durch den Betrieb für Kältetechnik**

<i>Handlungsträger</i>	<i>Name des Betriebs + Name des Betreibers</i>	<i>Angabe</i>	<i>Datum Unterschrift:</i>
Spezialisierte Betrieb für Kältetechnik:		Gesamtmenge in der Flasche	
Zugelassener Sammler von gefährlichen Abfällen			
Zugelassener Transportunternehmer für gefährliche Abfälle			
Anlage zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung			
Betreiber der Kühlanlage.			

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Anlage VIII: Register der vorläufig vom spezialisierten Unternehmen für Kältetechnik gelagerten Abfälle

**Wozu dient dieses Dokument?**

Gemäß Artikel 22, § 2 müssen die Betriebe für Kältetechnik, die Abfälle aus von ihren Technikern an Kühlanlagen vorgenommenen Eingriffen vorläufig lagern möchten, ein Register der gelagerten Abfälle führen.

**Wo muss es aufbewahrt werden?**

Dieses Register muss am Standort der vorläufigen Lagerung aufbewahrt werden.

Dieses Dokument wird den mit der Überwachung beauftragten Beamten auf deren Antrag vorgelegt.

**Bemerkungen**

Dieses Register kann mittels EDV geführt werden. In diesem Fall wird es regelmäßig und mindestens einmal im Monat ausgedruckt. Die einander folgenden Fassungen werden datiert, lückenlos durchnummeriert und zusammen aufbewahrt.

Ein Registerformat wird den spezialisierten Betrieben für Kältetechnik auf der Internet-Webseite der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Verfügung gestellt.

**1. Nähere Angaben zum Betrieb für Kältetechnik und zum Lagerungsstandort** Name des Betriebs

Nummer oder Datum der Zulassung

Anschrift

Telefon

E-Mail

Gegebenenfalls die Bezugszeichen der Umweltgenehmigung oder der diesen Lagerungsstandort betreffenden Erklärung.

**2. Register der Eingänge.**

Das Register enthält einen Abschnitt je Abfalltyp sowie ein Inhaltsverzeichnis, in dem alle Abschnitte aufgelistet sind.

Jeder Abschnitt enthält einerseits einen Rahmen für die allgemeine Präsentation und andererseits eine Tabelle.

Der Rahmen für die allgemeine Präsentation enthält die Informationen, die die Identifizierung des Betreibers des Lagerungsstandortes und die Identifizierung des Abfalls ermöglichen (für die Kühlmittel werden der im wallonischen Katalog der Abfälle bestimmte Code sowie der Kühlmittelcode "R-..." in Übereinstimmung mit der Norm ISO 817 oder jeder sie ersetzenden oder vervollständigenden Norm verwendet). Dort wird ebenfalls die Höchstmenge, die aufgrund der Gesetzgebung bezüglich der Umweltgenehmigung und der in Anwendung dieser den Lagerungsstandort betreffenden Gesetzgebung gefassten Bestimmungen gelagert werden kann, wiederholt.

Die Tabelle enthält folgende Spalten:

- Eingangsdatum;
- Menge;
- Name und Nummer der Umweltbescheinigung für Kältetechnik des spezialisierten Kältetechnikers (fakultative Angabe, wenn der Standort nur von einem einzigen spezialisierten Kältetechniker verwendet wird);
- Nummer des Eingriffs, der den Abfall, so wie in Artikel 10, Absatz 4 erwähnt, verursacht hat;
- Verpackungsart (für die Kühlmittel Angabe der Nummer der Flasche) und Lagerungsart.  
Dem Register werden folgende Dokumente beigelegt:
- die Kopien der in Artikel 19, § 1, Absatz 2 erwähnten Bescheinigungen,
- die allgemeinen Kontrolldokumente für die Abfälle nach Artikel 19, § 1, Absatz 4;

#### 1. Register der Ausgänge.

Das Register enthält einen Abschnitt je Abfalltyp sowie ein Inhaltsverzeichnis, in dem alle Abschnitte aufgelistet sind.

Jeder Abschnitt enthält einerseits einen allgemeinen Präsentationsrahmen und andererseits eine Tabelle.

Der Rahmen für die allgemeine Präsentation enthält die Informationen, die die Identifizierung des Betreibers des Lagerungsstandortes und die Identifizierung des Abfalls ermöglichen (für die Kühlmittel werden der im wallonischen Katalog der Abfälle bestimmte Code sowie der Kühlmittelcode "R-..." in Übereinstimmung mit der Norm ISO 817 oder jeder sie ersetzenden oder vervollständigenden Norm verwendet). Dort wird ebenfalls die Höchstmenge, die aufgrund der Gesetzgebung bezüglich der Umweltgenehmigung und der in Anwendung dieser den Lagerungsstandort betreffenden Gesetzgebung gefassten Bestimmungen gelagert werden kann, wiederholt.

Die Tabelle enthält folgende Spalten:

- Ausgangsdatum;
- Menge;
- nähere Angaben zum Sammler und/oder Transportunternehmer und Bezugsnummer seiner Zulassung und/oder seiner Registrierung;
- Bezugsnummern der vom Sammler ausgestellten Bescheinigung für die Übernahme des Abfalls oder des Begleitdokuments des Transports (CMR);
- Bestimmung des Abfalls;

Dem Register der Ausgänge werden folgende Dokumente beigelegt:

- die Kontrolldokumente der Flaschen zum Sammeln von Kühlmitteln nach Artikel 22, wenn diese Sammlern von gefährlichen Abfällen oder Anlagen zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen, die über eine angemessene Betriebsgenehmigung verfügen, übergeben worden sind;
- die Bescheinigungen für die Übernahme von Abfällen oder gegebenenfalls die Kopien der CMR-Dokumente,
- die Bescheinigungen in Bezug auf die Beseitigung oder die Verwertung der Abfälle.

#### 1. Lagerbestandsbericht.

Das Register enthält ein Inventar, das in Form einer Tabelle mit folgenden Spalten vorgelegt wird:

- Datum;
- Art des Abfalls;
- gelagerte Menge;
- Verpackungsart;
- zugelassene Höchstmenge.

Dieses Inventar wird regelmäßig und mindestens einmal im Monat erstellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigelegt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Anlage IX: Bescheinigung für die Übernahme von am vom spezialisierten Betrieb für Kältetechnik verwalteten Lagerungsort stehenden Abfällen

**Wozu dient dieses Dokument?**

Diese Bescheinigungen beweisen, dass die Abfälle, die vom spezialisierten Betrieb für Kältetechnik vorläufig gelagert worden sind, danach qualifizierten Betreibern wie z.B. für gefährliche Abfälle und Altöle zugelassenen Sammlern, registrierten Sammlern für nicht gefährliche Abfälle oder zugelassenen Anlagen mit vorherigem Transport durch einen ordnungsgemäß zugelassenen oder registrierten Transportunternehmer übergeben worden sind.

**Wo muss es aufbewahrt werden?**

Diese Bescheinigungen werden dem in der Anlage VIII erwähnten Register beigelegt.

Auf deren Antrag werden sie den mit der Überwachung beauftragten Beamten vorgelegt.

**1. Allgemeine Auskünfte.**

Gesellschaftsname und Anschrift des spezialisierten Betriebs für Kältetechnik

Nummer oder Datum der Zulassung:

Gesellschaftsname, Anschrift und Eigenschaft des Sammlers-Transportunternehmers für Abfälle, der als:

- Sammler von gefährlichen Abfällen zugelassen ist
- Sammler von Altölen zugelassen ist
- Sammler von Abfällen, die keine gefährlichen Abfälle sind, zugelassen ist
- Transportunternehmer für gefährliche Abfälle zugelassen ist
- Transportunternehmer für Altöle zugelassen ist
- Transportunternehmer für Abfälle, die keine gefährlichen Abfälle sind, registriert ist

Unzutreffendes bitte streichen; die Daten der Zulassungen oder die Registrierungsnummern angeben.

Bezeichnung und Anschrift der Anlage zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen

Datum der Übernahme der Abfälle:

Besondere Anweisungen im Hinblick auf die Verringerung von jeder Emission in die Umwelt bei dem Transport, der Zusammenstellung oder der Endbehandlung.

	Spezialisierte Betrieb für Kältetechnik:	Sammler	Transportunternehmer	Anlage zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung
Name der Gesellschaft				
Name der verantwortlichen Person				
Datum				
Unterschrift:				

**1. Informationen in Bezug auf die Arten und Mengen der übernommenen Abfälle**

Die mit den Mengen verbundenen Einheiten werden wie folgt angegeben (l, kg, m<sup>3</sup>,...). Was die Rückstände von Metallen, Kunststoffen und Isoliermaterial betrifft, genügt eine Schätzung der Mengen.

Für die Kühlmittel wird der zutreffende Abfallcode aus der Serie 14.07.01 bis 14.07.22 gewählt

**1. Gefährliche Abfälle.**

Code	Bezeichnung	Menge	Verpackungsart	Berücksichtigter Behandlungsweg
14.07.01 à 14.07.22	Kühlmittel			
13.02	Öle, in denen Kühlmittel gelöst sind			
13.02	sonstige Altöle			
14.07.27	Ölfiler			
14.07.28	Sonstige Filter			
14.07.23	Gefährliche Stoffe enthaltende Kälte- und Wärmeträgerflüssigkeiten			
14.07.25	Gefährliche Stoffe enthaltende Rückstände aus der Reinigung und der Entkalkung			
	Sonstige, nicht woanders erwähnte, gefährliche Abfälle (genau beschreiben)			

Zusätzliche Informationen bezüglich der Kühlmittel:

1. Art(en): R-

Identifizierungsnummer(n) des (der) Rückgewinnungsbehälter(s):

**1. Abfälle, die keine gefährlichen Abfälle sind**

Code	Bezeichnung	Menge	Verpackungsart	Berücksichtigter Behandlungsweg
14.07.24	Keine gefährliche Stoffe enthaltende Kälte- und Wärmeträgerflüssigkeiten			
16.02.16	Dekontaminierte Anlagen oder Teile von Anlagen und fehlerhafte Teile			
14.07.26	Keine gefährliche Stoffe enthaltende Rückstände aus der Reinigung und der Entkalkung			
14.07.29	Rückstände von Isoliermaterial			
	Sonstige, nicht woanders erwähnte, nicht gefährliche Abfälle Metallrückstände, Kunststoffrückstände			

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Anlage X: Vom spezialisierten Betrieb für Kältetechnik eingereichte jährliche Erklärung

**Wozu dient dieses Dokument?**

Dieses Dokument stellt die jährliche Erklärung dar, durch die der spezialisierte Betrieb für Kältetechnik der Wallonischen Verwaltung die Synthese der Informationen übermittelt, die einerseits die Arten und Mengen der von seinen Kältetechnikern bei deren Eingriffen an Kühlanlagen erzeugten Abfälle und andererseits die Art und Weise, wie diese Abfälle verwaltet worden sind, betreffen.

**Wem muss es übergeben werden?**

Ministerium der Wallonischen Region  
Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt  
"Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)  
Avenue Prince de Liège 15  
5100 Jambes  
[owd.dgrne\@mrw.wallonie.be](mailto:owd.dgrne\@mrw.wallonie.be)

**Bemerkungen**

Diese Erklärung kann mittels EDV ausgefüllt und übermittelt werden.

Ein Erklärungsformat wird den spezialisierten Betrieben für Kältetechnik auf der Internet-Webseite der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Verfügung gestellt.

**Teil 1: Identifizierung der Erklärung des spezialisierten Betriebs für Kältetechnik und der durch ihn beschäftigten spezialisierten Techniker.**

Die Erklärung hat als Überschrift:

Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme.

Jährliche Erklärung in Bezug auf die Abfälle des Unternehmens XXX als spezialisierter Betrieb für Kältetechnik."

Name und Anschrift des Unternehmens.

Nähere Angaben zur verantwortlichen Person oder Kontaktperson (Name, Vorname, Funktion, Rufnummer, E-mail-Adresse)

Zeitraum, den die Erklärung betrifft

Name(n), Vorname(n) und Nummer(n) der Umweltbescheinigung(en) für Kältetechnik des (der) spezialisierten Kältetechniker(s)

Wenn ein Techniker nur während eines Teils des Jahres für den Betrieb gearbeitet hat oder wenn er nur während eines Teils des Jahres über die Umweltbescheinigung für Kältetechnik verfügt hat, muss dies angegeben werden.

**Teil 2: Informationen über die Abfälle, die Gegenstand einer durch den spezialisierten Betrieb für Kältetechnik verwalteten vorläufigen Lagerung gewesen sind.**

Anschrift des Lagerungsstandorts

Zu kontaktierende Person + direkte Rufnummer

Synthese der im in der Anlage VIII erwähnten Register stehenden Angaben.

Eingänge.

Total je Abfall

Ausgänge.

Total je Abfall + Angaben über die Bestimmungen (Identifizierungen der Sammler, Transportunternehmer und Anlagen zur Zusammenstellung bzw. Behandlung)

Stand der Abfalllager

Am 1. Januar des Bezugsjahres

Am 31. Dezember des Bezugsjahres

**Teil 3: Informationen über die Abfälle, die aus den Eingriffen des(der) spezialisierten Kältetechniker(s) stammen und die nicht am vom spezialisierten Betrieb für Kältetechnik verwalteten Standort für vorläufige Lagerung gelegen haben.**

Hier wird man die Abfälle angeben, die:

- gemäß den Bestimmungen von Artikel 19, § 2 an den Standorten der Kühlanlagen zurückgelassen worden sind;
- sofort nach dem Eingriff des Kältetechnikers von einem zugelassenen oder registrierten Sammler-Transportunternehmer für Abfälle übernommen worden sind;
- von dem Kältetechniker direkt zu einer Anlage zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung befördert worden sind.

Total je Abfall + Angaben über die Verwaltungsweisen (Identifizierung der Sammler, Transportunternehmer und Anlagen zur Zusammenstellung bzw. Behandlung)

**Teil 4: Angabe von jedem Vorfall in Verbindung mit dem Umweltschutz.**

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigelegt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Anlage XI: Prüfungen zur Bewertung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt  
und zur Bewertung der Fachkenntnisse in Sachen Energie

**I: BEWERTUNG DER FACHKENNTNISSE IN SACHEN UMWELT**

A. Vorhergehende Bestimmungen.

1° Die Bewerber, die über eine gültige Bescheinigung oder jegliches sie ersetzende Dokument, das in der Region Brüssel-Hauptstadt, in der Flämischen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union gewährt wurde, verfügen, unterliegen

- in Anwendung der minimalen Qualifikationsanforderungen, die durch die Artikel 16 und 17 der Verordnung 2037/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. Juni 2000 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, erforderlich gemacht werden, oder,
- in Anwendung von Artikel 5 der Verordnung 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2006 über bestimmte fluorierte Treibhausgase, ausschließlich dem Titel I der Stoffe der theoretischen Prüfung.

2° Wenn die Prüfung aus einem schriftlichen theoretischen Teil und einem praktischen Teil besteht,

a) muss der praktische Teil einen die Handhabung der als Kühlmittel verwendeten fluorierten Gase betreffenden Teil und eine Lötaufgabe enthalten;

b) wird jeder Teil getrennt bewertet. Die Prüfung ist bestanden, wenn 50% der Punkte für jeden Teil und 60% der Punkte für die gesamte Prüfung erreicht werden.

3° Wenn die Prüfung nur aus einem theoretischen Teil besteht, ist sie bestanden, wenn 60% der Punkte erreicht werden.

## B. Theoretische Prüfung.

Stoffe		Niveau der Kenntnisse
Titel	Themen	
1) Wallonische Regelungen in Bezug auf die Umwelt	Relevante Elemente des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle Relevante Elemente des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung Erlasse der Wallonischen Regierung über die Kühlanlagen, die in Anwendung der Verordnungen 2037/2000/EG und 842/2006/EG verabschiedet wurden.	Gute Kenntnis
2) Regelungen mit internationaler Tragweite	Relevante Elemente der Protokolle von Montreal und Kyoto, EG-Verordnung 2037/2000, Verordnung 842/2006	Gute Kenntnis
3) Normen und Regel der guten fachlichen Praxis	NBN-EN 378 Teile 1-4 Regel der guten fachlichen Praxis der UBF-ACA	Gute Kenntnis
4) Mit der Verwendung der Kühlanlagen verbundene Auswirkungen auf die Umwelt	Emissionen von die Ozonschicht zerstörenden Verbindungen Direkte und indirekte Emissionen von Verbindungen von Treibhausgasen, Grundkenntnisse über TEWI Mit der Verwendung von Ölen verbundene Gefahren (reines Öl und gelöste Kühlmittel) Mit der Verwendung von Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeiten verbundene Gefahren Mit der Verwendung von (in FCK, H-FCKW oder FCKW enthaltenen) Isolierschäumen verbundene Gefahren	Gute Kenntnis
5) Kühlmittel	Durch eine Verordnung betroffene Stoffe, erlaubte Kühlmittel und Öle, Wahl des Kühlmittels, Wahl des Öls, Wahl der Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeit	Sehr gute Kenntnis der Merkmale der Flüssigkeiten und der sie betreffenden Regelung
6) Dichtigkeit	Bestimmung der Dichtigkeit, Proben, verwendete Gasetektoren Kenntnis der technischen Maßnahmen, die die Verringerung der Emissionen bei dem Entwurf, der Wartung und der Instandhaltung der Anlagen ermöglichen Kenntnis der für bestimmte Komponenten (z.B. Verbindungsteile, je nach dem Typ, Kompressoren, je nach dem Typ, usw.) spezifischen Gefahren (Emissionsgefahren) für die Umwelt Ortsfeste Detektoren (Kenntnis der Prinzipien, Bestimmungen ihrer Lage, oberer und unterer Schwellenwert, etc.)	Sehr gute Kenntnis

## C. Praktische Prüfung

Stoffe		Niveau der Kenntnisse
Titel	Themen	
Die Montage	das Löten der verschiedenen Komponenten: Kupferrohre (mit Kupfer, mit Stahl, mit Messing), Schieber, Druckregler, ...Überprüfung der Dichtigkeit Überprüfung der Lötstellen mittels Abtrennen Techniken zum Falten von Kupfer und Stahl, Befestigungs- und Isoliertechnik	Ausgezeichnete praktische Ausführungen
Die Inbetriebnahme	der Druckaufbau mit Inertgas die Überprüfung der Dichtigkeit; Vakuumerzeugung mit einer zweistufigen Vakuumpumpe und Kontrolle mit einem Vakuummeter Auffüllen der Anlage. Wiegen und Notieren der verwendeten Mengen Starten, Justieren und Kontrollen des richtigen Funktionierens	Ausgezeichnete praktische Ausführungen
Wartung	Kontrolle der Dichtigkeit mit einem elektronischen Leckdetektor Überprüfungen des richtigen Funktionierens	Ausgezeichnete praktische Ausführungen
Das Sammeln der Kühlmittel	das Sammeln das Wiegen und die Registrierung der gesammelten Mengen das Auffüllen derselben Anlage mit dem gesammelten Kühlmittel. Wiederholung dieses Sammelns mit einem maximalen Verlust von 20 Gramm Kühlmittel	Ausgezeichnete praktische Ausführungen
Die periodische Kontrolle	Alle mit der periodischen Kontrolle verbundenen Überprüfungen	Sehr gute Kenntnis der durchzuführenden Überprüfungen

**II: BEWERTUNG DER FACHKENNTNISSE IN SACHEN UMWELT****A. Vorhergehende Bestimmungen.**

Jeder Teil wird getrennt bewertet. Die Prüfung ist bestanden, wenn 50% der Punkte für jeden Teil und 60% der Punkte für die gesamte Prüfung erreicht werden.

**B. Theoretische Prüfung.**

Stoffe		Niveau der Kenntnisse
Titel	Themen	
1) Bewertung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme	Bewertung der Effizienz des Klimatisierungssystems und seiner Dimensionierung im Verhältnis zu den Anforderungen des Gebäudes in Sachen Kühlung.	Gute Kenntnis
2) Regelungen	Richtlinie EG 2002/91V und Erlasse der Wallonische Regierung, die sie in internes Recht übertragen.	Gute Kenntnis

**C. Praktische Prüfung**

Stoffe		Niveau der Kenntnisse
Titel	Themen	
Bewertung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme	Praktische Bewertung der Effizienz der Klimatisierung Praktische Bewertung der Anforderungen in Sachen Kühlung des Gebäudes Praktische Überprüfung der Anpassung der Dimensionierung eines Klimatisierungssystems im Verhältnis zu den Anforderungen in Sachen Kühlung des Gebäudes	Ausgezeichnete praktische Ausführung

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Anlage XII: Bedingungen für die Anerkennung der Zentren für die Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt und für die Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Energie

**I. ANERKENNUNG DER ZENTREN FÜR DIE PRÜFUNG DER FACHKENNTNISSE IN SACHEN UMWELT****A. Prüfungsausschuss**

Das Prüfungszentrum muss einen Prüfungsausschuss unter Einhaltung der folgenden Bedingungen bilden:

- der Ausschuss besteht aus mindestens drei Fachleuten im Bereich der Kühltechnik, die unter dem Vorsitz eines Zivilingenieurs, eines Industrieingenieurs oder eines technischen Ingenieurs oder auch einer Person, die belegen kann, dass sie über eine dreijährige Erfahrung im Bereich der Prüfungen in Sachen Kühltechnik verfügt, stehen;
- mindestens ein Mitglied des Ausschusses gehört nicht dem Prüfungszentrum an.
- mindestens drei Mitglieder des Ausschusses sind Inhaber einer gültigen Umweltbescheinigung in Kältetechnik. Diese Bestimmung wird erst ein Jahr, nachdem das erste Prüfungszentrum anerkannt worden ist, anwendbar.

**Organisation der Prüfungen**

Das Prüfungszentrum muss mit den Prüfungen verbundene Verfahren anwenden können, in denen Folgendes enthalten ist:

- das Verfahren für die Auswahl der Fragen und praktischen Übungen für die Prüfungen,
- die Liste aller möglichen Fragen, die den Kandidaten bei der theoretischen Prüfung gestellt werden können; diese Liste wird so oft wie möglich aktualisiert, dies unter Berücksichtigung der Entwicklung der Gesetzgebung in Verbindung mit der Umweltbescheinigung für Kältetechnik und der Techniken bzw. Methoden, die mit der Ausübung des Berufs des Kältetechnikers, die zur Verringerung der Emissionen aus Kühlanlagen beitragen könnten, verbunden sind;
- die Liste aller praktischen Übungen, die den Kandidaten bei der praktischen Prüfung vorgeschlagen werden können,
- ein mit Zahlen belegter Bewertungsraster bezüglich der Bewertung der Kandidaten, der den Fragen der theoretischen und der praktischen Prüfung entspricht.

**A. Technische Infrastruktur**

Für die praktische Organisation der Prüfungen zur Bewertung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt muss das Prüfungszentrum mindestens über die folgende technische Ausrüstung verfügen:

Komponenten der Kühlanlage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Kompressor, der mit Absperrventilen sowohl gegen das Saugen als auch gegen das Zurückdrängen sowie mit Verbindungsstücken, an die Sammelstücke angeschlossen werden können, versehen ist,</li> <li>• Kondensator,</li> <li>• Kühlmittelbehälter,</li> <li>• wasserentziehende Filtereinsätze,</li> <li>• Magnetventil,</li> <li>• Flüssigkeitsanzeiger,</li> <li>• thermostatischer Druckregler,</li> <li>• Verdampfer,</li> <li>• Absperrventile,</li> <li>• Sicherheits-, Mess- und Regelungskomponenten: &gt;Manometer, Druckregler, Thermostate.</li> </ul>
Ausrüstungen des Kältetechnikers	<p><u>Sammeln und Auffüllen</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Flasche zum Sammeln von Kühlmittel,</li> <li>• mit neuem (oder recyceltem) Kühlmittel gefüllte Flasche,</li> <li>• Vorrichtung zum Sammeln der Inertgase, die so gebaut ist, dass das Totvolumen des Kühlmittels, das nach dem Sammeln in der Vorrichtung bleibt oder in die Atmosphäre entweicht, weitgehendst verringert wird,</li> <li>• zweistufige Vakuumpumpe.</li> </ul> <p><u>Messinstrumente</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Waage zum Abwiegen der Kühlmittel (Mindestgenauigkeit von 0,01 kg),</li> <li>• Digitalthermometer mit Kontaktfühler oder Infrarotthermometer,</li> <li>• Sammelstück und Schläuche,</li> <li>• elektronisches Universalmessgerät,</li> <li>• Amperemeter.</li> <li>• Vorrichtung zum Messen der elektrischen Isolierung (Megger),</li> <li>• Testkit für Ölsäure.</li> </ul> <p><u>Für die Lecksuche</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• elektronischer Leckanzeiger,</li> <li>• Seifenlauge oder vergleichbares Produkt,</li> <li>• elektronisches Vakuummeter,</li> <li>• Inertgasflasche zum Druckaufbau mit Druckminderer.</li> </ul> <p><u>Für die Reparatur und die Montage der Leitungen</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Verbindungsstücke, Rohre, Absperrsysteme,...</li> <li>• mit Rückschlagventilen und flexiblen Anschlüssen versehene Rohre,</li> <li>• Material zum Schneiden von Kupferrohren,</li> <li>• Entgranner,</li> <li>• Biegemaschine,</li> <li>• Lötanlage mit Druckregler für das Treibgas und Sauerstoffregler,</li> <li>• Lötgas,</li> <li>• mit Inertgas gefüllte Flasche (trockener Stickstoff, Argon, Helium) zur Spülung, die mit einem Druckregler und einem Durchflussregler versehen ist,</li> <li>• Zusatzmetall für starres Lötten (30% Silber),</li> <li>• phosphorhaltiges Zusatzmetall (5% Silber),</li> <li>• Abbeiz- bzw. Reinigungsprodukt,</li> <li>• Röhreneinwalzapparat,</li> <li>• Kleinmaterial: Schlüssel, Schraubenzieher, den Ventilen des Kompressors angepassten Knarrenschlüssel,</li> <li>• Werkbank mit Schraubenstock für Lötprüfungen,</li> <li>• Eisenzange und Kantenzange zum Inspizieren der Lötstelle;</li> <li>• Röhrenaufweiter.</li> </ul>

**II. ANERKENNUNG DER ZENTREN FÜR DIE PRÜFUNG DER FACHKENNTNISSE IN SACHEN ENERGIE****A. Prüfungsausschuss**

Das Prüfungszentrum muss einen Prüfungsausschuss unter Einhaltung der unter Punkt I. A. bestimmten Kriterien bilden oder aus Fachleuten im Bereich der mit Klimatisierungssystemen verbundenen Energetik zusammengesetzt sein, die unter dem Vorsitz eines Zivilingenieurs, eines Industriingenieurs oder eines technischen Ingenieurs oder auch einer Person, die belegen kann, dass sie über eine dreijährige Erfahrung im Bereich der mit den Klimatisierungssystemen verbundenen Energetik verfügt, stehen.

Die Mitglieder des Ausschusses sind Inhaber einer gültigen Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme. Diese Bestimmung wird erst ein Jahr, nachdem das erste Prüfungszentrum anerkannt worden ist, anwendbar.

**B. Organisation der Prüfungen**

Das Prüfungszentrum muss mit den Prüfungen verbundene Verfahren anwenden können, in denen Folgendes enthalten ist:

- das Verfahren für die Auswahl der Fragen und praktischen Übungen für die Prüfungen,
- die Liste aller möglichen Fragen, die den Kandidaten bei der Prüfung gefragt werden können,
- ein mit Zahlen belegter Bewertungsraster bezüglich der Bewertung der Kandidaten, der den Fragen der Prüfung entspricht.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigelegt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Anlage XIII: Formular zur Beantragung der Anerkennung eines Prüfungs- bzw. Ausbildungszentrums,  
einer Unterrichtseinrichtung

Den Verwaltungsdiensten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt vorbehaltenes Feld	
Einsenddatum des Antrags	
Eingangsdatum des Antrags bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen	
Anerkennung als Zentrum für die Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt	
Anerkennung als Zentrum für die Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Energie	
Anerkennung als Fort- und Weiterbildungszentrum	
Anerkennung als Unterrichtseinrichtung oder Ausbildungszentrum, die/das befugt ist, Eignungsbescheinigungen in Sachen Umwelt auszustellen	
Anerkennung als Unterrichtseinrichtung oder Ausbildungszentrum, die/das befugt ist, Bescheinigungen in Sachen energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme auszustellen	
Referenzen:	

**Das Formular ist an folgende Anschrift zu richten:**

Ministerium der Wallonischen Region  
Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt  
Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen  
Avenue Prince de Liège 15 - 5100 NAMUR (Jambes)

**1. Identifizierung des Prüfungs- bzw. Ausbildungszentrums/Der Unterrichtseinrichtung**

Offizielle Bezeichnung des Ausbildungs- bzw. Prüfungszentrums, der Unterrichtseinrichtung:

Anschrift des Gesellschaftssitzes

Straße: Nr. Briefkasten .....

Postleitzahl: Gemeinde:

☎ : Fax:

E-Mail: [ \ ]@

Webseite:

Leitende Person

NAME: Vorname:

Eigenschaft:

**2. GEGENSTAND DES ANTRAGS AUF ANERKENNUNG(\*)**

(1) Anerkennung eines Zentrums für die Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt

(2) Anerkennung eines Zentrums für die Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Energie

(3) Anerkennung einer Unterrichtseinrichtung oder eines Ausbildungszentrums, die/das befugt ist, Eignungsbescheinigungen in Sachen Umwelt auszustellen

(4) Anerkennung einer Unterrichtseinrichtung oder eines Ausbildungszentrums, die/das befugt ist, Bescheinigungen in Sachen energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme auszustellen

(5) Anerkennung eines Fort- und Weiterbildungszentrums

(\*) Nur ein Kästchen darf angekreuzt werden. Wenn dasselbe Zentrum/dieselbe Einrichtung mehrere Anerkennungen erhalten möchte, bitte für jeden Antrag ein anderes Formular benutzen.

**3. ZU ÜBERMITTELNDE AUSKÜNFTE(\*)**

(1)(2)(3)(4)(5) Für das Prüfverfahren oder die durch die Anerkennung betroffene Ausbildung verantwortliche Person:

NAME: Vorname:

(1)(2)(3)(4) Für die technische Kühlinfrastruktur verantwortliche Person:

NAME: Vorname:

(1)(2)(3)(4)(5) Zusammenstellung des Prüfungsausschusses [(1)(2)] oder Lehrpersonals [(3) (\*\*) (4) (\*\*) (5)]:

NAME: Vorname:

Diplom oder Erfahrung:

Unterrichteter Stoff [nur für (3) und (4)]:

NAME: Vorname:

Diplom oder Erfahrung:

Unterrichteter Stoff [nur für (3) und (4)]:

NAME: Vorname:

Diplom oder Erfahrung:

Unterrichteter Stoff [nur für (3) und (4)]:

(1)(2) Vorsitzender des Prüfungsausschusses:

NAME: Vorname:

(3)(4) Genaue Bezeichnung der Ausbildung:

(\*) Vor jedem Antrag auf Auskünfte steht eine Nummer, die dem Gegenstand des Antrags auf Anerkennung entspricht (s. Punkt 2). Steht vor dem Antrag nicht die Nummer, die der Anerkennung entspricht, für welche dieses Formular eingereicht wird, schreiben Sie bitte nichts.

(\*\*) Nur das Personal, das die in Verbindung mit den in der Anlage vorgestellten Themen stehenden Stoffe unterrichtet:

• XI, I für (3)

• XI, II für (4)

#### 4. Unterlagen, die beizufügen sind

(1)(2) Mitglieder des Prüfungsausschusses: Lebenslauf, Kopien von Diplomen, Umweltbescheinigung in Kältetechnik [nur für (1)], Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme [nur für (2)].

(1)(2) In der Anlage XII,I, B und XII,II, B vorgesehene Prüfungsverfahren.

(1)(2)(3)(4) Beschreibung der technischen Infrastruktur.

(3)(4) Ein Bericht, in dem die Übereinstimmung zwischen dem Programm der in der Unterrichtseinrichtung oder dem Ausbildungszentrum unterrichteten Stoffe und den Themen, die in folgenden Anlagen vorgestellt werden, belegt wird:

• XI, I für (3)

• XI, II für (4)

(5) Eine Kopie des Dokumentes, das als Grundlage für die Weiterbildung dient.

(\*) Vor jedem Antrag steht eine Nummer, die dem Gegenstand des Antrags auf Anerkennung entspricht (s. Punkt 2). Bitte fügen Sie nur die Dokumente bei, vor denen die Nummer steht, die der Anerkennung entspricht, für welche dieses Formular eingereicht wird.

#### 5. ANTRAG AUF ZUSÄTZLICHE AUSKÜNFTE

Das Ausbildungs- bzw. Prüfungszentrum/die Unterrichtseinrichtung muss dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinem Beauftragten alle im Rahmen dieser Anerkennung angeforderten zusätzlichen Auskünfte und Dokumente übermitteln.

#### 6. Unterschrift

Für die Unterrichtseinrichtung/das Ausbildungszentrum, Unterschrift der leitenden Person, Datum.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Anlage XIV: Formular zur Einreichung eines Einspruchs gegen die in den Artikeln 4 § 5, 7, 27 § 5, 30 § 1, 50, 51, 53 und 57 erwähnten Beschlüsse

<b>Für die Verwaltung der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt vorbehaltener Rahmen</b>	
<i>Versanddatum des Einspruchs</i>	
<i>Eingangsdatum des Antrags bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen</i>	
<i>Person oder Anstalt, die den Einspruch einreicht:</i>	
Spezialisierte Kältetechniker: Spezialisierte Betrieb für Kühltechnik:	
Zentrum für die Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt	
Zentrum für die Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Energie	
Fort- und Weiterbildungszentrum	
In Artikel 37 erwähnte(s) Unterrichtseinrichtung bzw. Ausbildungszentrum	
<i>Grund des Einspruchs</i>	
Ausstellen einer Zulassung oder einer Anerkennung	
Beschluss zur Aufhebung oder zum Entzug einer Zulassung, einer Anerkennung oder einer Bescheinigung	
<i>Referenzen:</i>	

**Das Formular ist an folgende Anschrift zu richten:**

Ministerium der Wallonischen Region

Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt

Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen  
Avenue Prince de Liège 15 - 5100 NAMUR (Jambes)

**1. IDENTIFIZIERUNG DER DEN EINSPRUCH EINREICHENDEN PERSON**

Bezeichnung

Anschrift

Straße: Nr. Briefkasten .....

Postleitzahl: Gemeinde:

☎; : Fax:

E-Mail: [ \ ]@

Leitende Person

NAME: Vorname:

Eigenschaft:

**2. Gegenstand und Bezugsdaten der angefochtenen Akte(\*)**

<i>Person oder Anstalt, die den Einspruch einreicht:</i>
Spezialisierte Kältetechniker Spezialisierte Betrieb für Kältetechnik:
Zentrum für die Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt
Zentrum für die Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Energie
Fort- und Weiterbildungszentrum
In Artikel 37 erwähnte(s) Unterrichtseinrichtung bzw. Ausbildungszentrum
<i>Grund des Einspruchs:</i>
Ausstellen einer Zulassung oder einer Anerkennung
Beschluss zur Aufhebung oder zum Entzug einer Zulassung, einer Anerkennung oder einer Bescheinigung
<i>Bezugszeichen des von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt geschickten Briefes, durch den die Zulassung/Anerkennung abgelehnt wird:</i> .....

(\*) Zutreffendes bitte ankreuzen

**3. Eingesetzte Mittel (nicht erschöpfende Auflistung)**

**3.1. IN RECHTLICHER BEZIEHUNG**

**3.2. IN TATSÄCHLICHER BEZIEHUNG**

**3. Anhörung des Antragstellers durch den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinen Beauftragten im Rahmen eines Beschlusses zur Aufhebung oder zum Entzug einer Zulassung oder einer Anerkennung**

Möchten Sie vom Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinem Beauftragten im Hinblick auf eine Anhörung vorgeladen werden?

ja

nein

(\*) Das zutreffende Kästchen bitte ankreuzen.

**4. Unterschrift der leitenden Person**

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Anlage XV: Muster der Umweltbescheinigung für die Kältetechnik und der Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme

I. Umweltbescheinigung für Kältetechnik

<i>ZEICHEN</i>	<p>“Nähere Angaben zum Prüfungs- bzw. Ausbildungszentrum oder zur Unterrichtseinrichtung“:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bezeichnung;</li> <li>- Nummer der Anerkennung durch die Wallonische Region;</li> <li>- Anschrift;</li> <li>- Rufnummer;</li> <li>- Faxnummer;</li> <li>- E-Mail-Adresse;</li> </ul>
<p><b>Umweltbescheinigung für Kältetechnik</b></p> <p>Ausgestellt in Anwendung des Artikels 34 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme.</p> <p>Nummer der Bescheinigung: (1)/(2)</p> <p>Ausgestellt an Hn/Fr. ....</p> <p>Geboren am ...../...../..... in .....</p> <p>Ausgestellt in ....., am .....</p> <p>Für den Ausschuss, Der Inhaber, Der Direktor,</p> <p>(*Unzutreffendes bitte streichen)</p> <p>1. Nummer der Anerkennung des Prüfungs- bzw. Ausbildungszentrums oder der Unterrichtseinrichtung durch die Wallonische Region.</p> <p>2. In einer wachsenden Ordnung vorgenommene Durchnumerierung der Bescheinigung.</p>	

II. Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme

<i>ZEICHEN</i>	<p>“Nähere Angaben zum Prüfungs- bzw. Ausbildungszentrum oder zur Unterrichtseinrichtung“:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bezeichnung;</li> <li>- Nummer der Anerkennung durch die Wallonische Region;</li> <li>- Anschrift;</li> <li>- Rufnummer;</li> <li>- Faxnummer;</li> <li>- E-Mail-Adresse.</li> </ul>
<p><b>Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme</b></p> <p>Ausgestellt in Anwendung des Artikels 55 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme.</p> <p>Nummer der Bescheinigung: (1)/(2)</p> <p>Ausgestellt an Hn/Fr. ....</p> <p>Geboren am ...../...../..... in .....</p> <p>Ausgestellt in ....., am .....</p> <p>Für den Ausschuss, Der Inhaber, Der Direktor,</p> <p>(*Unzutreffendes bitte streichen)</p> <p>1. Nummer der Anerkennung des Prüfungs- bzw. Ausbildungszentrums oder der Unterrichtseinrichtung durch die Wallonische Region.</p> <p>2. In einer wachsenden Ordnung vorgenommene Durchnumerierung der Bescheinigung.</p>	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

## Anlage XVI: Muster für die Bescheinigung für Fort- und Weiterbildung

ZEICHEN	"Nähere Angaben zum Ausbildungszentrum oder zur Unterrichtseinrichtung": - Bezeichnung; - Nummer der Anerkennung durch die Wallonische Region; - Anschrift; - Telefonnummer; - Faxnummer; - E-Mail-Adresse.
<b>Bescheinigung für die Fort- und Weiterbildung</b> Ausgestellt in Anwendung des Artikels 48 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme. Nummer der Bescheinigung: (1)/(2) Ausgestellt an Hn/Fr ..... Geboren am ...../...../..... in ..... Nummer der Umweltbescheinigung für Kältetechnik ..... Umweltbescheinigung für Kältetechnik ausgestellt am ..... Ausgestellt in ....., am ..... Für den Ausschuss, Der Inhaber, Der Direktor (*)Unzutreffendes bitte streichen 1. Nummer der Anerkennung des Fort- und Weiterbildungszentrums durch die Wallonische Region. 2. In einer wachsenden Ordnung vorgenommene Durchnummerierung der Bescheinigung.	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigelegt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

---

 Anlage XVII: Durch Artikel 1, 10° betroffene H-FCKW

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme beigelegt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3958

[2007/202868]

**12 JULI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van de ophalers en vervoerders van andere afval dan gevaarlijke afval;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 23 januari 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 mei 2007, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op Richtlijn nr. 2002/91/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 betreffende de energieprestatie van gebouwen, inzonderheid op de artikelen 9 "Keuring van airconditioningssystemen" en 10 "Onafhankelijke deskundige";

Gelet op Verordening (EG) nr. 2037/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2000 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 inzake bepaalde gefluoreerde broeikasgassen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme en de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving en algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° koelvoorziening : elke voorziening voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus met dampcompressie, met absorptie of adsorptie of elk proces dat resulteert uit een evolutie van de techniek op dat vlak;

2° vaste koelvoorziening : koelvoorziening die normaal gezien niet in beweging is tijdens de werking ervan;

3° koelvoorziening met hermetisch circuit : koelvoorziening waarin alle delen die koelmiddelen bevatten hermetisch gemaakt worden door lassen, hardsolderen of door een gelijkaardige techniek die een duurzame assemblage mogelijk maakt, waarbij de assemblage voorzien kan worden van bedekte kleppen en uitgangsoeningen die een herstel of een verwijdering volgens de regels mogelijk maken en waarvan het lekpercentage (na uittesten) onder een druk van minstens één vierde van de toegelaten maximumdruk minder dan 3 gram per jaar bedraagt;

4° koelmiddel : koelvloeistof die dient voor het vervoer van warmte in een koelvoorziening die de warmte bij lage temperatuur en lage druk absorbeert en warmte bij hoge temperatuur en hoge druk loost, waarbij de toestand van die vloeistof verandert;

5° gefluoreerd koelmiddel : koelmiddel dat voor een gedeelte of voor het geheel ervan uit HCFK of CFK bestaat en bedoeld in de bijlage XVII;

6° gespecialiseerd koeltechniekbedrijf : elke natuurlijke of rechtspersoon die erkend is overeenkomstig de bepalingen van dit besluit;

7° gespecialiseerde koeltechnicus : elke natuurlijke persoon die gespecialiseerd is in het gebruik van gefluoreerde koelmiddelen en die houder is van het milieucertificaat inzake koeltechnieken bedoeld in artikel 25;

8° airconditioningssysteem : een combinatie van alle bestanddelen die nodig zijn om de lucht te behandelen zodat de temperatuur gecontroleerd wordt of verlaagd kan worden, eventueel in samenvoeging met een controle op de verluchting, de vochtigheid of de zuiverheid van de lucht;

9° deskundige energie-airconditioning : elke natuurlijke persoon die houder is van het certificaat voor energie-inspectie van de airconditioningssystemen bedoeld in artikel 54;

10° Chloorfluorkoolwaterstof (HCFK) : organische verbinding die enkel uit koolstof, waterstof, chloor en fluor bestaat en in de moleculen waarvan niet meer dan drie chlooratomen aanwezig zijn;

11° chloorfluorkoolstof (CFK) : organische verbinding die enkel uit koolstof, chloor en fluor bestaat en in de moleculen waarvan niet meer dan drie koolstofatomen aanwezig zijn;

12° nominale koelmiddelmasse : koelmiddelmasse die een koelvoorziening bevat om te functioneren in de omstandigheden waarvoor ze ontworpen is.

Deze waarde :

a) hetzij is de hoeveelheid ingebracht bij de eerste inbedrijfstelling. Als de koelvoorziening in de fabriek voorzien wordt van het geheel of van een gedeelte van het koelmiddel, wordt dat deel in aanmerking genomen bij de raming van de nominale koelmiddelmasse;

b) hetzij wordt bepaald na lediging en vervolgens vulling van de koelvoorziening, waarbij de gasflessen vóór en na de handeling gewogen worden;

13° relatief koelmiddelverlies : het deel van de nominale koelmiddelmasa die over een periode van één jaar verloren gaat ingevolge de uitstoten. Het relatieve koelmiddelverlies wordt berekend op basis van de koelmiddelhoeveelheden die toegevoegd worden aan of verwijderd worden van een koelvoorziening; die hoeveelheden worden in het controleboek geregistreerd. De vulling toegevoegd tijdens een controle die uitgevoerd wordt terwijl het relatieve koelmiddelverlies bepaald wordt, wordt in aanmerking genomen;

14° emissies : de emissies van koelmiddel, olie of secundaire vloeistof afkomstig uit koelvoorzieningen;

15° ingedeelde installaties : de installaties bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

16° controleboek : document waarin de informatie wordt opgenomen die vereist wordt overeenkomstig artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus;

17° afval : alle afval zoals omschreven in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

18° afval van elektrische of elektronische uitrustingen : de afvalstoffen zoals omschreven in artikel 1, 18, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan;

19° inzameling : de inzamelactiviteit zoals omschreven in artikel 2, 14° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

20° vervoer : de transportactiviteit zoals omschreven in artikel 2, 15° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

21° recuperatie van koelmiddelen, oliën en warmtegeleidende of koudedragende vloeistoffen : handeling uitgevoerd op de koelvoorzieningen bij het onderhoud of vóór de verwijdering ervan en waarbij de koelmiddelen, oliën en warmtegeleidende of koudedragende vloeistoffen die deze voorzieningen bevatten naar aangepaste recipiënten worden overgebracht.

22° DGRNE : "la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

23° directeur-generaal : de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn gemachtigde;

24° Minister : de Minister van Leefmilieu;

25° toezichthoudende ambtenaar : de ambtenaren aangewezen overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de leefmilieubescherming, om overtredingen van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging op te sporen en vast te stellen.

**Art. 2.** § 1. Dit besluit beoogt :

1° de preventie van verontreiniging die zich tijdens of na de volgende handelingen zou kunnen voordoen :

a) de installatie van delen van een vaste koelvoorziening die een gefluoreerde koelmiddel bevat of zou kunnen bevatten;

b) de in- of buitenbedrijfstelling, afbraak inbegrepen, van een koelvoorziening bedoeld in punt a;

c) elke interventie op de delen van een vaste koelvoorziening bedoeld in punt a, behalve in geval van nood als de interventie noodzakelijk is voor de veiligheid van personen;

d) de hantering van gefluoreerde koelmiddelen in het kader van de handelingen bedoeld in de punten a tot c;

e) de handelingen inzake afvalbeheer voortvloeiend uit de handelingen bedoeld in de punten a tot c;

2° de energieprestatie van de airconditioningssystemen waarborgen via een energie-inspectie die een evaluatie omvat van het rendement van de airconditioning en de afmetingen ervan ten opzichte van de eisen inzake afkoeling van het gebouw.

De koelvoorzieningen met hermetisch circuit die minder dan drie kg gefluoreerde koelmiddel bevatten worden uit het toepassingsveld van dit besluit uitgesloten.

§ 2. De handelingen bedoeld in § 1, 1°, a tot d, kunnen enkel uitgevoerd door een persoon :

1° die de hoedanigheid van gespecialiseerde koeltechnicus heeft;

2° en die in naam en voor rekening van een gespecialiseerd koeltechniekbedrijf werkt, behalve als de gespecialiseerde koeltechnicus deze handelingen uitvoert in het bedrijf waarvan hij personeelslid is.

In afwijking van het eerste lid kan de handeling bedoeld in § 1, 1°, a, worden uitgevoerd door personen die geen gespecialiseerde koeltechnicus zijn op voorwaarde dat de installatie onder de verantwoordelijkheid van een dergelijke technicus plaats vindt.

De handelingen bedoeld in § 1, 1°, e) worden uitgevoerd :

1° door personen die over de vereiste vergunningen, erkenningen of registraties beschikken voor het beheer van bedoelde afval;

2° of door gespecialiseerde koeltechniekbedrijven als bedoelde handelingen bestaan in het vervoeren van de afval voortvloeiend uit de interventies van de gespecialiseerde koeltechnici die zij tewerkstellen of uit het voorlopig opslaan van deze afval.

§ 3. De inspectie bedoeld in § 1, 2°, kan alleen door een deskundige energie-airconditioning worden uitgevoerd.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van gespecialiseerde koeltechniekbedrijven**Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden*

**Art. 3.** Om erkend te worden moet het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° onder de bestuurders of personen die de vennootschap kunnen binden, enkel personen tellen die hun politieke en burgerlijke rechten genieten;

2° onder de bestuurders of personen die de vennootschap kunnen binden, geen enkele persoon tellen die veroordeeld is bij een beslissing die in kracht van gewijsde is getreden wegens een inbreuk op titel I van het Algemeen Reglement van de arbeidsbescherming, op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, op de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen, het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op afvalstoffen in het Waalse Gewest, Verordening 259/93/EEG van de Raad van 1 februari 1993 met betrekking tot de overbrenging van afvalstoffen bij de invoer in, de uitvoer uit en binnen de Europese Gemeenschap, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de uitvoeringsbesluiten ervan of iedere andere gelijkwaardige wetgeving van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap;

3° geen intrekking van de erkenning hebben ondergaan binnen de drie jaar die voorafgaan aan de erkenningsaanvraag;

4° onder zijn personeelsleden minstens een gespecialiseerde koeltechnicus tellen die houder is van het milieucertificaat in koeltechnieken bedoeld in artikel 25;

5° over financiële garanties beschikken en beschikken over of zich ertoe verbinden over de technische middelen te beschikken die de activiteiten waarvoor een erkenning wordt aangevraagd mogelijk maken;

6°. door een verzekeringsovereenkomst gedekt zijn of zich ertoe verbinden om een verzekeringsovereenkomst te sluiten ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid voortvloeiend uit de activiteiten waarvoor een erkenning wordt aangevraagd.

De verzekeringsovereenkomst bevat minstens :

a) een bepaling ten gunste van elke benadeelde derde, waarbij de excepties, nietigheden of vervallen niet tegengeworpen kunnen worden;

b) een clausule waarbij bepaald is dat de schorsing of de verbreking van het contract slechts uitwerking heeft na het verstrijken van een termijn van zes maanden vanaf de datum waarop de oorzaak van de schorsing of de verbreking aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu werd betekend.

*Afdeling 2. — Procedure tot toekenning van de erkenning*

**Art. 4.** § 1. De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven verzonden of tegen ontvangstbewijs aan de directeur-generaal afgegeven aan de hand van een formulier waarvan het model in bijlage I vastligt.

§ 2. De directeur-generaal stuurt zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevindt binnen vijftien dagen aan de aanvrager, te rekenen van de datum van ontvangst ervan.

De aanvraag is onvolledig als vereiste gegevens of stukken ontbreken.

§ 3. Indien de aanvraag onvolledig is, wijst de directeur bij aangetekend schrijven op de ontbrekende gegevens of stukken. De aanvrager beschikt vervolgens over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het schrijven, om de gevraagde ontbrekende gegevens of stukken bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs aan de directeur-generaal over te maken. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvullende gegevens en stukken richt de directeur-generaal zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevindt aan de aanvrager.

§ 4. De aanvraag is onontvankelijk :

1° als ze in overtreding van § 1 wordt ingediend;

2° als ze tweemaal onvolledig wordt bevonden;

3° als de aanvrager de ontbrekende gegevens en stukken niet verstrekt binnen de termijn bedoeld in § 3.

Indien de aanvraag onontvankelijk is, wijst de directeur-generaal op de motieven van de onontvankelijkheid.

§ 5. De directeur-generaal richt zijn beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager binnen een termijn van vijftienviering dagen, te rekenen van de datum van verzending van zijn beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk is bevonden.

*Afdeling 3. — Beroep*

**Art. 5.** De aanvrager kan bij de Minister een beroep indienen tegen de beslissing bedoeld in artikel 4, § 5. Het beroep wordt bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs aan de directeur-generaal gericht binnen twintig dagen na ontvangst van de betwiste beslissing. Het wordt ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model in bijlage XIV vastligt.

De Minister stuurt zijn beslissing bij ter post aangetekend schrijven binnen vijftienviering dagen aan de aanvrager, te rekenen van de ontvangst van het beroep.

*Afdeling 4 — Tenuitvoerlegging van de erkenning.*

**Art. 6.** Behalve als een afschrift van de verzekeringsovereenkomst bedoeld in artikel 3, 6°, in het dossier van erkenningsaanvraag is opgenomen, is de tenuitvoerlegging van deze erkenning onderworpen aan de verzending van dit afschrift naar het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu bij aangetekend schrijven of door elk ander middel dat een vaste verzend- of ontvangstdatum waarborgt.

*Afdeling 5 — Opschorting en intrekking van de erkenning*

**Art. 7.** De directeur-generaal kan de erkenning opschorten of intrekken als het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf :

1° de bepalingen van dit besluit overtreedt;

2° de controle van zijn activiteiten door de toezichthoudende ambtenaren belemmert.

**Art. 8.** § 1. Als de directeur-generaal van plan is de erkenning op te schorten of in te trekken, geeft hij betrokken gespecialiseerd koeltechniekbedrijf kennis daarvan in een aangetekend schrijven. Het voorstel tot opschorting of tot intrekking vermeldt de motieven op grond waarvan ze gewettigd is.

Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf beschikt over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het voorstel tot opschorting of intrekking, om zijn geschreven opmerkingen aan de directeur-generaal over te maken.

Het bedrijf wordt ook gehoord op zijn verzoek.

§ 2. De directeur-generaal beslist binnen en termijn van dertig dagen, te rekenen van :

1° hetzij de datum van ontvangst van de opmerkingen bedoeld in § 1, tweede lid of, bij gebreke daarvan, de datum waarop de termijn van dertig dagen bedoeld in hetzelfde lid verstrijkt;

2° hetzij, in voorkomend geval, de datum van het verhoor bedoeld in § 1, derde lid;

De beslissing wordt bij aangetekend schrijven naar betrokken gespecialiseerd koeltechniekbedrijf verstuurd.

§ 3. Bij intrekking van de erkenning moet het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf de originele erkenning alsook de eventuele afschriften ervan, die voor eensluidend verklaard zijn binnen veertien dagen na verzending van de beslissing, terug overmaken aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

§ 4. De directeur-generaal kan de erkenning onmiddellijk opschorten in geval van speciaal gemotiveerde dringende noodzakelijkheid.

**Art. 9.** Betrokken gespecialiseerd koeltechniekbedrijf kan bij de Minister een beroep indienen tegen de beslissingen tot opschorting of intrekking van de erkenning.

Het beroep wordt bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs aan de directeur-generaal gericht binnen twintig dagen na ontvangst van de betwiste beslissing. Het wordt ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model in bijlage XIV vastligt.

De beslissing van de Minister wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager betekend binnen zestig dagen, te rekenen van de ontvangst van het beroep.

Het beroep is opschortend, behalve in het geval bedoeld in artikel 8, § 4.

*HOOFDSTUK III. — Verplichtingen in geval van interventie op koelvoorzieningen**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 10.** Om de koelmiddelenemissies te beperken, worden de handelingen bedoeld in artikel 2, § 1, uitgevoerd met inachtneming van de aanbevelingen van :

1° de norm NBN EN 378 : Koelsystemen en warmtepompen - Eisen inzake veiligheid en milieu, of elke norm die deze norm vervangt of aanvult;

2° of elke buitenlandse norm of code van goede praktijk erkend door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Voor deze erkenning verstrekt het bedrijf het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de gegevens die aantonen dat deze buitenlandse norm of code van goede praktijk een niveau van milieubescherming biedt dat gelijkwaardig is aan de norm NBN EN 378. Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu erkent de buitenlandse norm of code van goede praktijk binnen dertig dagen na ontvangst van de gegevens.

De handelingen worden door de gespecialiseerde koeltechnicus genummerd volgens de volgende nomenclatuur : " nummer van het milieucertificaat in koeltechnieken/kalenderjaar/nummering in stijgende volgorde hernieuwd aan het begin van elk kalenderjaar".

**Art. 11.** De gespecialiseerde koeltechniekbedrijven zorgen ervoor dat hun gespecialiseerde koeltechnici over een technische uitrusting beschikken die in goede staat van werking is.

De technische uitrusting moet minstens overeenkomen met het materieel vermeld in bijlage II.

De meetapparatuur worden voor het eerste gebruik en minstens een keer per jaar geïkt overeenkomstig de internationaal erkende normen of, bij gebreke daarvan, volgens de aanwijzingen verstrekt door de producent of importeur van de apparatuur.

De onderhouds- en ijkcertificaten van de meetapparatuur liggen ter inzage van de toezichthoudende ambtenaren.

**Art. 12.** § 1. De gespecialiseerde koeltechniekbedrijven vermelden de minimale bepalingen opgenomen in bijlage III, a tot n, in een register dat voor elk kalenderjaar wordt opgesteld.

§ 2. Het registerformaat dat voor het volgende jaar geldig is, wordt uiterlijk 1 december ter beschikking gesteld van de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven op de Internetsite van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

§ 3. Het register wordt uiterlijk 31 januari van het jaar na bedoeld jaar bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu overgemaakt in de vorm van een spreadsheet of, bij gebreke daarvan, op papier.

Het register ligt ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

§ 4. Gelijktijdig met het overmaken van het register maakt het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf een bijgewerkte lijst over met de gespecialiseerde koeltechnici die door het bedrijf tewerkgesteld zijn. Dit document vermeldt het nummer van het milieucertificaat in koeltechnieken.

§ 5. Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf geeft binnen de maand bij aangetekend schrijven aan de directeur-generaal kennis van elke wijziging die het bedrijf aangaat en die betrekking heeft op de gegevens opgenomen in het formulier bedoeld in artikel 4, § 1.

**Art. 13.** De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op inrichtingen die over koelvoorzieningen beschikken waarvoor de handelingen bedoeld in artikel 2, § 1, worden uitgevoerd door gespecialiseerde koeltechnici die deel uitmaken van hun personeel.

*Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen van toepassing op koelvoorzieningen van ingedeelde installaties*

**Art. 14.** In geval van interventie op een ingedeelde installatie noteert de gespecialiseerde koeltechnicus in het controleboek van de voorziening de gegevens bedoeld in artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus.

**Art. 15.** Indien op basis van de gegevens betreffende de koelmiddelen blijkt dat de koelvoorziening van een ingedeelde installatie relatieve koelmiddelverliezen vertoont die hoger liggen dan de maximumwaarden omschreven in artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus, verwittigt het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf de uitbater schriftelijk. In zijn schrijven wordt uitgelegd hoe het probleem verholpen kan worden. Elke partij bewaart een afschrift van dit schrijven.

Het eerste lid is niet van toepassing als het relatieve koelmiddelverlies door een gespecialiseerde koeltechnicus wordt vastgesteld in het bedrijf waarvan hij personeelslid is.

**Art. 16.** De dichtheidscontrole zoals bedoeld in de artikelen 22, § 3 en 23, § 2, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus, wordt uitgevoerd volgens de modaliteiten omschreven in bijlage IV.

**Art. 17.** In geval van een interventie op een koelvoorziening van een ingedeelde installatie die niet over een exploitatievergunning beschikt of op een voorziening die niet voldoet aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus, van Verordening (EG) nr. 2037/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2000 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen of Verordening (EG) nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 inzake bepaalde gefluoreerde broeikasgassen, mag de gespecialiseerde koeltechnicus enkel de volgende interventies uitvoeren :

- 1° het technisch conform maken;
- 2° het beperken of voorkomen van de koelmiddelverliezen;
- 3° het stopzetten gevolgd door de afbraak.

Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf laat de uitbater weten dat hij onverwijld orde op zaken moet stellen.

Het tweede lid is niet van toepassing als de interventie wordt uitgevoerd door een gespecialiseerde koeltechnicus in het bedrijf waarvan hij personeelslid is.

#### HOOFDSTUK IV. — *Afvalbeheer*

**Art. 18.** § 1. De gespecialiseerde koeltechnicus is gemachtigd tot het uitvoeren van de volgende handelingen die afval kunnen produceren :

- 1° de in de koelvoorzieningen vervatte koelmiddelen recupereren;

a) door de gedeeltelijke of volledige verversing van de in de voorziening vervatte koelmiddelen, met inbegrip van de oliën die koelmiddelen kunnen bevatten, en het overbrengen ervan naar gepaste recipiënten;

b) door te werken in een vaste lijn die de behandeling van koelvoorzieningen tot doel heeft;

2° de lekvrije afzondering van het koelmiddel in een deel van de koelvoorziening, alsook van de oliën die koelmiddelen kunnen bevatten, als deze handeling wordt uitgevoerd in het kader van een onderhoud, herstel of voor de afbraak van de voorziening;

- 3° de afbraak van een voorziening uitvoeren na de afzondering;

4° een deel van de afgezonderde voorziening gescheiden houden van de rest van de voorziening overeenkomstig punt 2°;

5° recuperatie van de oliën die geen koelmiddelen bevatten, van de koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen in de koelvoorziening en ze opslaan in gepaste recipiënten.

- § 2. Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf heeft machtiging om :

1° de hieronder opgesomde afvalstoffen te vervoeren die uitsluitend voortvloeien uit de interventies op koelvoorzieningen door de in dienst genomen gespecialiseerde koeltechnici, met inbegrip van de voorzieningen met hermetisch circuit en de voorzieningen die minder dan drie kg gefluoreerd koelmiddel bevatten :

a) gevaarlijke afvalstoffen, met name :

- koelmiddelen, met inbegrip van de oliën waarin koelmiddelen worden opgelost;
- afgewerkte oliën die niet onder het eerste streepje opgenomen worden;
- oliefilters;
- koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen die gevaarlijke stoffen bevatten;
- delen van voorzieningen die koelmiddelen, oliën, koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen bevatten voor zover deze worden afgezonderd om elk lekkagerisico te voorkomen;
- resten van reiniging en ketelsteenverwijdering die gevaarlijke stoffen bevatten;
- elk ander afval dat als gevaarlijk wordt beschouwd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;

b) andere afval dan gevaarlijke afval, met name :

- de koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen die geen gevaarlijke stoffen bevatten;
- de resten van reiniging en ketelsteenverwijdering die geen gevaarlijke stoffen bevatten;
- de gesaneerde voorzieningen of delen van voorzieningen, met name de voorzieningen en delen van voorzieningen die geen koelmiddelen, oliën of andere gevaarlijke stoffen meer bevatten;
- defecte stukken;
- metaalafval;
- resten van isolerende stoffen;
- plasticresten;
- elk ander afval dat als niet-gevaarlijk of inert wordt beschouwd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;

2° de afvalstoffen bedoeld in punt 1° voorlopig opslaan.

**Art. 19.** § 1. Als er afvalstoffen voortkomen uit de interventie die hij heeft uitgevoerd op een koelvoorziening, bezorgt de gespecialiseerde koeltechnicus de uitbater van deze voorziening of diens afgevaardigde een attest waarvan het model in bijlage V opgenomen is. Als het gaat om een voorziening met een controleboek geldt de inschrijving in dit boek van de informatie bedoeld in bijlage V als attest.

De gespecialiseerde koeltechnicus vult een tweede exemplaar van dit attest in of maakt er een afschrift van.

De gespecialiseerde koeltechnicus maakt dit tweede exemplaar over aan het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf dat hem tewerkstelt als de gezamenlijke afvalstoffen die uit de interventie voortkomen :

- 1° onmiddellijk worden ingezameld door een behoorlijk erkende of geregistreerde ophaler;
- 2° of onmiddellijk naar een vergunde installatie worden vervoerd door een erkende of geregistreerde vervoerder;
- 3° of op de site van de koelvoorziening worden achtergelaten overeenkomstig de bepalingen van § 2.

Als het geheel of een deel van deze afvalstoffen wordt teruggenomen door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf dat de koeltechnicus die de interventie heeft uitgevoerd, tewerkstelt, geldt het tweede exemplaar van het attest als algemeen document voor de opvolging van deze afvalstoffen. Als de afvalstoffen, met uitzondering van de flessen voor de recuperatie van koelmiddelen die nog niet voor 80 % gevuld zijn, in vergunde installaties zijn ondergebracht, wordt het document voor de opvolging van de afvalstoffen bewaard door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf.

Hetzelfde attest of algemeen opvolgingsdocument mag niet worden gebruikt voor afvalstoffen voortkomend uit interventies op verschillende locaties.

§ 2. De gespecialiseerde koeltechnicus kan de afvalstoffen die uit zijn interventie voortkomen op de locatie achterlaten voor zover ze later door gemachtigde ophalers worden ingezameld of door gemachtigde vervoerders vervoerd worden naar installaties die een vergunning hebben om dergelijke afvalstoffen te ontvangen. Onder gemachtigd ophaler of vervoerder wordt verstaan een ophaler of vervoerder die over de vereiste erkenningen of registraties beschikt om gevaarlijke afvalstoffen, afgewerkte oliën en andere afval dan gevaarlijke afval in te zamelen of te vervoeren.

De gespecialiseerde koeltechnicus maakt een inventaris van de afvalstoffen die voor de ophaler of vervoerder bestemd zijn en voegt er alle nodige instructies bij om tijdens de opslag, vervoer en behandeling ervan elk emissierisico van de afvalstoffen voor het milieu te voorkomen. Deze inventaris, waarvan het model in de punten 5 en 6 van bijlage V opgenomen is, wordt gedateerd en getekend door de gespecialiseerde koeltechnicus en door de uitbater van de koelvoorziening of diens afgevaardigde.

De identiteit en de interventietermijn van de ophalers en vervoerders moet aan het einde van de interventie van de gespecialiseerde koeltechnicus gekend zijn en wordt vermeld in de inventaris bedoeld in het tweede lid.

Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf zorgt ervoor dat de ophalers en vervoerders of uitbaters van de installaties die de afvalstoffen ontvangen een attest aan het bedrijf overmaken waarvan het model in punt 6 van bijlage V opgenomen is, alsook een afschrift aan de uitbater van de koelvoorziening. Dit attest kan opgemaakt worden naar elk ander model dat voldoet aan de bepalingen van de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen en afgewerkte olie en het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van de ophalers en vervoerders van andere afval dan gevaarlijke afval.

**Art. 20.** § 1. In geval van interventie op een koelvoorziening en meer bepaald van recuperatie van koelmiddelen is elke ontgassing verboden, behalve als ze nodig is voor de veiligheid van personen en de veilige werking van de voorzieningen.

§ 2. Als de koelvoorziening met een carterweerstand uitgerust is of met elk ander systeem dat het koelmiddel opgelost in olie opneemt, gebruikt de gespecialiseerde koeltechnicus dit systeem vooraleer hij de verversing van de voorziening onderneemt.

§ 3. De koelmiddelen worden d.m.v. een daartoe voorziene recuperatiegroep gerecupereerd.

Tijdens de vulling wordt het recipiënt constant op een geschikte weegschaal gewogen om overmatige vulling te voorkomen. Een vullingsfactor van 80 % mag niet overschreden worden.

§ 4. Voor zover het geen atmosferische emissies teweegbrengt in verband met het gebruik van de recuperatiegroepen, zorgt de gespecialiseerde koeltechnicus voor het opslaan in specifieke recipiënten van :

- 1° elk type koelmiddel dat gerecycleerd kan worden;
- 2° het geheel van de vloeistoffen die vernietigd moeten worden of de niet-geïdentificeerde vloeistoffen.

§ 5. Vóór elke demontering of afbraak van een koelvoorziening voert de gespecialiseerde koeltechnicus de recuperatie-handelingen uit van :

- 1° de koelmiddelen overeenkomstig § 3;
- 2° de oliën die koelmiddelen kunnen bevatten;
- 3° de oliën die niet onder 2° opgenomen zijn;
- 4° de warmtegeleidende en koudedragende vloeistoffen.

In afwijking van het eerste lid, 1° en 2°, kan de de gespecialiseerde koeltechnicus overgaan tot de afzondering zoals bedoeld in artikel 18, § 1, 2°, en het deel van de afgezonderde voorziening scheiden van de rest van de voorziening.

Na uitvoering van de handelingen tot recuperatie van de vloeistoffen bedoeld in het eerste lid of van de handelingen tot afzondering of scheiding bedoeld in het tweede lid, maakt de gespecialiseerde koeltechnicus het saneringsattest waarvan het model in bijlage VI vastligt, in drievoud op Eén exemplaar wordt bij het controleboek gevoegd, het tweede op zichtbare wijze op de koelvoorziening aangeplakt en het laatste onverwijld overgemaakt aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

De oliën, de warmtegeleidende en koudedragende vloeistoffen worden gerecupereerd en overgebracht naar hermetische recipiënten.

De koelvoorzieningen of delen ervan die geen koelmiddel, olie, warmtegeleidende of koudedragende vloeistof meer bevatten en die voorzien zijn van het attest bedoeld in het eerste lid kunnen door een ander persoon dan een gespecialiseerde koeltechnicus worden afgebroken.

**Art. 21.** § 1. De flessen die door de gespecialiseerde koeltechnicus worden gebruikt voor de recuperatie van koelmiddelen en die door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf worden gebruikt om vervoerd te worden, voldoen hoe dan ook aan de volgende voorschriften :

1° ze voldoen aan de Europese normen die gelden voor de flessen die nieuwe koelmiddelen moeten bevatten, in het bijzonder wat betreft de drukweerstand, de weerstand tegen schokken en de stevigheid van de afsluiters;

2° ze zijn van binnen vrij van roest, vuil, vocht of olieresten;

3° vóór het eerste gebruik worden ze onder vacuüm geplaatst;

4° ze worden bestendig genummerd en voorzien van een opvolgingsdocument waarvan het model in bijlage VII vastligt. Dit document wordt bij elke fles gevoegd via een systeem waarbij het efficiënt beschermd wordt en de leesbaarheid ervan waarborgt. Indien het uit verschillende bladzijden bestaat, worden deze doorlopend continu genummerd, waarbij elke bladzijde verwijst naar de nummer van de fles.

Het koeltechniekbedrijf laat het document medeondertekenen en neemt er een afschrift van als het zich van de fles ontdoet. Het originele document blijft bij de recuperatiefles.

Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf neemt de nodige contractuele maatregelen opdat de installatie voor de eindbehandeling van de afvalstoffen van koelmiddelen een afschrift van het ingevulde en ondertekende document naar het bedrijf terugstuurt met een verwijderings- of valorisatiecertificaat.

§ 2. De recipiënten gebruikt door de gespecialiseerde koeltechnicus voor de recuperatie van andere vloeistoffen en gebruikt door de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven voor hun vervoer laten toe om elk lekkagerisico te voorkomen.

§ 3. De recipiënten gebruikt door de gespecialiseerde koeltechnicus voor de recuperatie van vaste stoffen, o.a. poedervormige delen, en gebruikt door de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven voor hun vervoer laten toe om elk verspreidingsrisico te voorkomen.

**Art. 22.** § 1. Onverminderd de toepassing van de rubrieken 63.12.05, 90.21, 90.22, 90.23 en 90.24 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten kunnen de afvalstoffen bedoeld in artikel 18 buiten hun productielocatie enkel in een gespecialiseerd koeltechniekbedrijf tijdelijk opgeslagen worden.

§ 2. Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf dat de opslag bedoeld in § 1 uitvoert, houdt een register van de opgeslagen afvalstoffen waarvan het model in bijlage VII vastligt. Dit register wordt bijgewerkt telkens als een afvalstof naar de opslaglocatie wordt gebracht of ervan wordt weggehaald.

Dit register kan elektronisch worden bijgehouden. In dit geval wordt hij regelmatig en minstens om de maand uitgeprint. De opvolgende versies worden gedateerd, doorlopend genummerd en samen bewaard. Uiterlijk 1 december wordt een registerformaat dat voor het volgende jaar geldig is, ter beschikking gesteld van de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven op de Internetsite van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Dit register gaat vergezeld van :

1° de afschriften van de attesten bedoeld in artikel 19, § 1, tweede lid;

2° de algemene opvolgingsdocumenten betreffende de afvalstoffen bedoeld in artikel 19, § 1, vierde lid;

3° de opvolgingsdocumenten betreffende de flessen voor de recuperatie van de koelmiddelen bedoeld in artikel 22, als de flessen worden overhandigd aan ophalers van gevaarlijke afvalstoffen of aan installaties tot hergroepering, voorbehandeling, valorisatie of verwijdering van afvalstoffen met de gepaste exploitatievergunning;

4° de attesten van de overname van de afvalstoffen bedoeld in § 5°;

5° de certificaten van verwijdering of valorisatie van de afvalstoffen.

De inventaris van de opgeslagen afvalstoffen bedoeld in punt 4 van bijlage VIII wordt regelmatig opgemaakt, minstens om de maand. De opeenvolgende inventarissen worden gedateerd, doorlopend genummerd en samen bewaard.

§ 3. Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf vertrouwt de gevaarlijke afvalstoffen en de afgewerkte oliën die het bedrijf opgeslagen heeft toe aan :

1° hetzij een ophaler van gevaarlijke afvalstoffen en afgewerkte oliën die erkend is overeenkomstig de bepalingen van de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen en afgewerkte olie;

2° hetzij een installatie tot hergroepering, voorbehandeling, valorisatie of verwijdering van afvalstoffen met een geschikte exploitatievergunning. In dit geval wordt het vervoer aan een erkende vervoerder toevertrouwd.

§ 4. Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf vertrouwt de niet-gevaarlijke afvalstoffen die het bedrijf opgeslagen heeft toe aan :

1° hetzij een ophaler van niet-gevaarlijke afvalstoffen die geregistreerd is overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van de ophalers en vervoerders van andere afval dan gevaarlijke afval;

2° hetzij een installatie tot hergroepering, voorbehandeling, valorisatie of verwijdering van afvalstoffen met een geschikte exploitatievergunning. In dit geval wordt het vervoer aan een geregistreerde vervoerder toevertrouwd.

§ 5. In de gevallen bedoeld in de § 3 en 4 wordt het document bedoeld in bijlage IX in tweevoud ingevuld door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf en betrokken ophaler of vervoerder.

Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf bewaart een exemplaar dat als attest van de overname van de afvalstoffen geldt. Dit attest wordt gevoegd bij het register bedoeld in bijlage VIII. De ophaler of vervoerder bewaart een exemplaar dat als begeleidingsdocument voor de afvalstoffen geldt.

Als de afvalstoffen aan een installatie tot hergroepering, voorbehandeling, valorisatie of verwijdering van afvalstoffen worden toevertrouwd, wordt het exemplaar dat als begeleidingsdocument wordt gebruikt, of een afschrift ervan, ingevuld en ondertekend door de installatie-uitbater en teruggestuurd naar het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf.

**Art. 23.** Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf maakt de gegevens bedoeld in bijlage X jaarlijks over aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Uiterlijk 1 december worden de formaten van de verklaringen die voor het volgende jaar geldig zijn op de Internetsite van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ter beschikking gesteld van de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven en van de uitbaters van vaste lijnen die de behandeling van koelvoorzieningen tot doel hebben.

De verklaring wordt uiterlijk 1 maart van het jaar na bedoeld jaar aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) overgemaakt in de vorm van een spreadsheet of, bij gebreke daarvan, op papier bij aangetekend schrijven of door elk ander middel dat een vaste verzend- of ontvangstdatum waarborgt.

**Art. 24.** De bedrijven die rechtstreeks koelvoorzieningen beheren en waarvan de gespecialiseerde koeltechnici uitsluitend op deze voorzieningen interventies uitvoeren, worden vrijgesteld van de verplichtingen vermeld in de artikelen 19, § 1, tweede tot vijfde lid en 22. Bovendien kunnen bovengenoemde exemplaren in dit geval tot één exemplaar worden herleid als de bepalingen van dit besluit een document in verschillende exemplaren opleggen waarvan één voor de uitbater van de koelvoorziening bestemd is en een ander voor de gespecialiseerde koeltechnicus of het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf.

## HOOFDSTUK V. — Milieucertificaat in koeltechnieken.

### Afdeling 1. — Algemene bepalingen

**Art. 25.** Onverminderd de toepassing van de artikelen 37 en 40 wordt het milieucertificaat in koeltechnieken afgegeven door een examen centrum dat door de directeur-generaal erkend is.

Het bekrachtigt het slagen voor een examen conform de bepalingen van bijlage XI, I. De Minister kan bijkomende bepalingen vastleggen.

Het geldt voor onbepaalde duur.

### Afdeling 2. — Erkenning van de examen centra

**Art. 26.** Om erkend te worden moet het examen centrum aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° een examenjury samenstellen overeenkomstig de bepalingen van bijlage XII, I, A;

2° over procedures beschikken voor de organisatie van examens i.v.m. de onderwerpen omschreven in bijlage XI, I, overeenkomstig de bepalingen van bijlage XII, I, B.

De Minister kan proceduremodaliteiten vastleggen ter aanvulling van de modaliteiten bedoeld in bijlage XII, I, B;

3° over een technische infrastructuur beschikken overeenkomstig de bepalingen van bijlage XII, I, C.

**Art. 27.** § 1. De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven ingediend of tegen ontvangstbewijs aan de directeur-generaal afgegeven. Ze wordt ingediend door middel van een formulier waarvan het model in bijlage XIII vastligt.

§ 2. De directeur-generaal stuurt zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledige en ontvankelijk acht naar de aanvrager binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum waarop de aanvraag in ontvangst wordt genomen.

De aanvraag is onvolledig als vereiste gegevens of documenten ontbreken.

§ 3. Indien de aanvraag onvolledig is, wijst de directeur de aanvrager bij aangetekend schrijven op de ontbrekende gegevens of stukken. De aanvrager beschikt vervolgens over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het schrijven, om de gevraagde gegevens of stukken bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs aan de directeur-generaal over te maken. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvullende gegevens en stukken richt de directeur-generaal zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevindt aan de aanvrager.

§ 4. De aanvraag is onontvankelijk :

1° als ze in overtreding van § 1 wordt ingediend;

2° als ze tweemaal onvolledig wordt bevonden;

3° als de aanvrager de ontbrekende gegevens en stukken niet verstrekt binnen de termijn bedoeld in § 3.

Indien de aanvraag onontvankelijk is, wijst de directeur-generaal op de motieven van de onontvankelijkheid.

§ 5. De directeur-generaal richt zijn beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van verzending van zijn beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk is bevonden. Als de erkenning wordt toegekend, wordt een erkenningsnummer aan het examen centrum toegewezen.

**Art. 28.** De erkenning van het examen centrum wordt voor een periode van vijf jaar verleend.

**Art. 29.** De aanvrager kan bij de Minister een beroep indienen tegen de beslissing bedoeld in artikel 27, § 5. Het beroep wordt bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs aan de directeur-generaal gericht binnen twintig dagen na ontvangst van de betwiste beslissing. Het wordt ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model in bijlage XIV vastligt.

De Minister stuurt zijn beslissing bij ter post aangetekend schrijven binnen vijftien dagen aan de aanvrager, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep.

**Art. 30.** § 1. De directeur-generaal kan de erkenning opschorten of intrekken als het examen centrum :

1° de bepalingen van dit besluit overtreedt;

2° de controle van zijn activiteiten door de toezichthoudende ambtenaar belemmert.

§ 2. Als de directeur-generaal van plan is de erkenning op te schorten of in te trekken, geeft hij de verantwoordelijke van betrokken examen centrum kennis daarvan in een aangetekend schrijven. Het voorstel tot opschorting of intrekking vermeldt de motieven op grond waarvan ze gewettigd is.

De verantwoordelijke van het examen centrum beschikt over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het voorstel tot opschorting of intrekking, om zijn geschreven opmerkingen aan de directeur-generaal over te maken.

De verantwoordelijke van het examen centrum wordt ook gehoord op zijn verzoek.

§ 3. De directeur-generaal beslist binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van :

1° hetzij de datum van ontvangst van de opmerkingen bedoeld in § 2, tweede lid of, bij gebreke daarvan, de datum waarop de termijn van dertig dagen verstrijkt;

2° hetzij de datum van het verhoor bedoeld in § 2, derde lid.

De beslissing wordt bij aangetekend schrijven gestuurd naar de verantwoordelijke van het examen centrum.

§ 4. Bij intrekking van de erkenning moet de verantwoordelijke van het examen centrum de originele erkenning en alle voor eensluidend verklaarde afschriften ervan binnen veertien dagen na verzending van de beslissing naar het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu terugsturen.

**Art. 31.** Het examen centrum kan bij de Minister een beroep indienen tegen de beslissingen tot opschorting of intrekking van de erkenning. Het beroep wordt bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs aan de directeur-generaal gericht binnen twintig dagen na ontvangst van de betwiste beslissing. Het wordt ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model in bijlage XIV vastligt.

De beslissing van de Minister wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager betekend binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep.

**Art. 32.** Het examen centrum geeft de directeur-generaal binnen de maand bij aangetekend schrijven kennis van elke wijziging die het bedrijf aangaat en die betrekking heeft op de gegevens opgenomen in het formulier bedoeld in artikel 27, § 1.

### *Afdeling 3. — Examen inzake de milieukennis en aflevering van het milieucertificaat in koeltechnieken*

**Art. 35.** Het examen centrum geeft de directeur-generaal minstens vijftien werkdagen vóór het examen bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs kennis van de geplande data van het examen.

De directeur-generaal of de toezichthoudende ambtenaar kan het examen bijwonen.

Om het vlotte verloop van het examen te garanderen, kan hij elk ogenblik nagaan of de technische infrastructuur voldoet aan de bepalingen van bijlage XII, I, C. Het examen centrum verstrekt elk gegeven of document waarom hij verzoekt.

**Art. 34.** Binnen vijftien werkdagen na het examen geeft het examen centrum het milieucertificaat in koeltechnieken af aan de kandidaten die voor het examen geslaagd zijn.

Het certificaat wordt opgesteld overeenkomstig het model bedoeld in bijlage XV.

**Art. 35.** § 1. Binnen dertig werkdagen na het examen wordt bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs een verslag over de examenperiode aan de directeur-generaal gericht.

Dit verslag bevat op zijn minst de volgende gegevens :

1° de lijst van de juryleden die het examen hebben bijgewoond;

2° de presentielijst getekend door de kandidaten;

3° de inhoud van de examens;

- 4° de lijst van de kandidaten die het milieucertificaat in koeltechnieken hebben behaald;
- 5° het percentage behaald door de verschillende kandidaten voor de verschillende delen van het examen.

Het verslag wordt ondertekend door elk jurylid dat de examens heeft bijgewoond;

§ 2. Bij het verslag wordt een afschrift of een duplicaat van de milieucertificaten in koeltechnieken gevoegd.

**Art. 36.** Om de kosten van de organisatie van de examenprocedures te dekken, mag het examen centrum bij de kandidaten inschrijvingsgeld innen.

De Minister kan het maximumbedrag van het inschrijvingsgeld bepalen.

*Afdeling 4.* — Titels en diploma's die recht geven op de toekenning van een milieucertificaat in koeltechnieken

**Art. 37.** Een milieucertificaat in koeltechnieken wordt toegekend op grond van een titel of diploma uitgereikt door onderwijsinrichtingen of opleidingscentra erkend door de directeur-generaal en die een geslaagde opleiding in de door bijlage XI, I bepaalde vakken bekrachtigen.

**Art. 38.** Om erkend te worden, moeten de onderwijsinrichtingen of opleidingscentra over een technische infrastructuur beschikken overeenkomstig de bepalingen van bijlage XII, I, C.

**Art. 39.** De artikelen 27 tot 32 zijn mutatis mutandis van toepassing op de erkenning van de onderwijsinrichtingen of opleidingscentra.

**Art. 40.** Het milieucertificaat in koeltechnieken wordt door de erkende onderwijsinrichting of het erkende opleidingscentrum gelijktijdig uitgereikt met de titel of het diploma bedoeld in artikel 37 of, desgevallend, een voorlopig attest van welslagen.

Het wordt opgesteld overeenkomstig het model dat in bijlage XV vastligt.

Een afschrift ervan wordt onverwijld aan de directeur-generaal overgemaakt.

**Art. 41.** De directeur-generaal of de toezichthoudende ambtenaar kan elk ogenblik nagaan of de technische infrastructuur voldoet aan de bepalingen van bijlage XII, I, C. Het examen centrum of opleidingscentrum verstrekt elk gegeven of document waarom hij verzoekt.

*Afdeling 5* — Voortgezette opleiding.

**Art. 42.** § 1. Om de vijf jaar, te rekenen van de datum van uitreiking van het certificaat bedoeld in artikel 25, volgt de gespecialiseerde koeltechnicus een opleiding van minstens acht uur die betrekking heeft op de vakken bedoeld in artikel 43, tweede lid, 1° en 2°.

§ 2. De directeur-generaal kan de de gespecialiseerde koeltechnicus die een gelijkaardige opleiding in het Vlaamse Gewest, in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of in een andere Lidstaat van de Europese unie heeft gevolgd, vrijstellen van de opleiding bedoeld in § 1.

**Art. 43.** De opleiding bedoeld in artikel 42, § 1, wordt gegeven door de voortgezette opleidingscentra die door de directeur-generaal worden erkend.

De inhoud ervan wordt vastgelegd door de Minister op basis van de evolutie :

1° van de wetgevingen i.v.m. de certificatie van gespecialiseerde koeltechnici;

2° van de koeltechnieken en -praktijken die kunnen bijdragen tot een beperking van de emissies uit koelvoorzieningen.

**Art. 44.** Om erkend te worden moet het voortgezette opleidingscentrum aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° beschikken over opleiders gespecialiseerd in koeltechnieken die houder zijn van een geldig milieucertificaat in koeltechnieken en die onder de verantwoordelijkheid staan van een burgerlijk, industrieel of technisch ingenieur of van een persoon die het bewijs kan overleggen van drie jaar ervaring in het geven van koeltechniekopleidingen;

2° acht uur opleiding geven overeenkomstig artikel 43, tweede lid, 1° en 2°.

**Art. 45.** De artikelen 27 tot 32 zijn mutatis mutandis van toepassing op de erkenning van de voortgezette opleidingscentra.

**Art. 46.** Om de kosten van de organisatie van de voortgezette opleiding te dekken, kan het opleidingscentrum bij de kandidaten inschrijvingsgeld innen.

De Minister kan het maximumbedrag van het inschrijvingsgeld bepalen.

**Art. 47.** Het voortgezette opleidingscentrum maakt aan de gespecialiseerde koeltechnicus die zich voor een opleiding ingeschreven heeft een document over dat als steun moet dienen voor deze opleiding. Eén exemplaar wordt ook aan de directeur-generaal overgemaakt.

**Art. 48.** Na afloop van de opleiding bezorgt het opleidingscentrum de gespecialiseerde koeltechnici die de opleiding hebben gevolgd een certificaat van voortgezette opleiding opgesteld overeenkomstig het model dat in bijlage XVI vastligt.

**Art. 49.** Het opleidingscentrum geeft per kwartaal de namen en certificaatnummers van de gespecialiseerde koeltechnici die een opleiding hebben gevolgd elektronisch aan bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. Deze aangifte gebeurt uiterlijk een maand na afloop van bedoeld kwartaal.

Het elektronische formaat wordt ter beschikking van de voortgezette opleidingscentra gesteld op de Internetsite van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

*Afdeling 6.* — Opschorting en intrekking van het milieucertificaat in koeltechnieken

**Art. 50.** De directeur-generaal kan het milieucertificaat in koeltechnieken opschorten of intrekken als de gespecialiseerde koeltechnicus de bepalingen van dit besluit overtreedt.

**Art. 51.** Als uit de overeenkomstig artikel 12 overgemaakte gegevens blijkt dat een gespecialiseerde koeltechnicus sinds minstens twee jaar geen interventies meer heeft uitgevoerd in het Waalse Gewest, trekt de directeur-generaal het milieucertificaat in koeltechnieken in, tenzij de technicus kan bewijzen dat hij tijdens dezelfde periode een gelijkaardige activiteit buiten het Waalse Gewest heeft uitgeoefend.

**Art. 52.** § 1. Als de directeur-generaal van plan is het milieucertificaat in koeltechnieken op te schorten of in te trekken, geeft hij de gespecialiseerde koeltechnicus kennis daarvan in een aangetekend schrijven. Het voorstel tot opschorting of intrekking vermeldt de motieven op grond waarvan ze gewettigd is.

De gespecialiseerde koeltechnicus beschikt over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het voorstel tot opschorting of intrekking, om zijn geschreven opmerkingen aan de directeur-generaal over te maken.

De gespecialiseerde koeltechnicus wordt ook gehoord op zijn verzoek.

§ 2. De directeur-generaal beslist binnen en termijn van dertig dagen, te rekenen van :

1° hetzij de datum van ontvangst van de opmerkingen bedoeld in § 1, tweede lid of, bij gebreke daarvan, de datum waarop de termijn van dertig dagen verstrijkt;

2° hetzij, in voorkomend geval, de datum van het verhoor bedoeld in § 1, derde lid.

De beslissing wordt bij aangetekend schrijven naar betrokken gespecialiseerde koeltechnicus en naar zijn eventuele werkgever verstuurd.

§ 3. Bij intrekking van de erkenning moet de gespecialiseerde koeltechnicus het originele certificaat en de eventuele voor eensluidend verklaarde afschriften ervan binnen veertien dagen na verzending van de beslissing naar het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu terugsturen.

§ 4. De directeur-generaal kan het certificaat onmiddellijk opschorten in geval van speciaal gemotiveerde dringende noodzakelijkheid.

**Art. 53.** De gespecialiseerde koeltechnicus kan bij de Minister een beroep indienen tegen de beslissingen tot opschorting of intrekking van het milieucertificaat in koeltechnieken. Het beroep wordt bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs aan de directeur-generaal gericht binnen twintig dagen na ontvangst van de betwiste beslissing. Het wordt ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model in bijlage XIV vastligt.

De beslissing van de Minister wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager betekend binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep.

Het beroep is opschortend, behalve in het geval bedoeld in artikel 52, § 4.

#### HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen betreffende de energieprestatie van de airconditioningssystemen*

**Art. 54.** § 1. Onverminderd artikel 56 wordt het certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen afgegeven door een examen centrum dat door de directeur-generaal erkend is.

Het bekrachtigt het welslagen voor een examen conform de bepalingen van bijlage XI, II. De Minister bevoegd voor energie kan bijkomende bepalingen vastleggen.

Het geldt voor onbepaalde duur.

§ 2. Om erkend te worden moet het examen centrum aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° een examenjury samenstellen overeenkomstig de bepalingen van bijlage XII, II, A°;

2° beschikken over procedures voor de organisatie van examens i.v.m. de onderwerpen omschreven in bijlage XI, II, overeenkomstig de bepalingen van bijlage XII, II, B°;

3° beschikken over een technische infrastructuur zoals omschreven door de Minister bevoegd voor energie.

De Minister bevoegd voor energie kan proceduremodaliteiten vastleggen ter aanvulling van de procedures bedoeld in bijlage XII, II, B.

De artikelen 27 tot 32 zijn mutatis mutandis van toepassing op de erkenning van examen centra.

**Art. 55.** De artikelen 33, eerste en tweede lid, tot 36 zijn mutatis mutandis van toepassing op het evaluatie-examen inzake energie kennis en op de uitreiking van het certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen.

De Minister bevoegd voor energie kan het maximumbedrag van het inschrijvingsgeld bepalen.

**Art. 56.** Het certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen wordt toegekend op grond van een titel of diploma uitgereikt door onderwijsinstellingen of opleidingscentra erkend door de directeur-generaal en dat het welslagen van een opleiding in de door bijlage XI, II bepaalde materies bekrachtigt.

De artikelen 33 tot 40 zijn mutatis mutandis van toepassing op de titels en diploma's die recht geven op de toekenning van een certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen.

**Art. 57.** De artikelen 50 tot 53 zijn mutatis mutandis van toepassing op de opschorting en intrekking van het energiecertificaat inzake airconditioningssystemen.

**Art. 58.** § 1. Elk bedrijf dat deskundigen energie-airconditioning in dienst neemt, vermeldt de minimale bepalingen opgenomen in bijlage III, o en p, in een register dat voor elk kalenderjaar wordt opgesteld.

Artikel 12, § 2 en 3 is van toepassing op het register bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Gelijktijdig met het overmaken van het register aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu bezorgt het bedrijf datzelfde Directoraat-generaal een bijgewerkte lijst van de deskundigen energie-airconditioning die het in dienst genomen heeft. Dit document vermeldt het nummer van het certificaat de energie-inspectie van de airconditioningssystemen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 59.** § 1. Onverminderd de toepassing van § 2 staat het bezit van één van de volgende documenten gelijk met het bezit van het milieucertificaat in koeltechnieken bedoeld in artikel 25 :

1° het bekwaamheids- en voortgezette opleidingscertificaat uitgereikt overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 december 1974 tot bepaling van de eisen tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van installateur-frigorist in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen.

Dit certificaat moet uiterlijk een jaar na de datum van bekendmaking van dit besluit zijn behaald;

2° het attest, certificaat of diploma betreffende een opleiding in koeltechnieken dat uiterlijk een jaar na de datum van bekendmaking van dit besluit is behaald;

3° een geldig attest of elk daarmee gelijkgesteld document dat in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het Vlaamse Gewest of in een andere Lidstaat van de Europese unie is behaald, overeenkomstig de minimumopleidings-eisen bedoeld in de artikelen 16 en 17 van Verordening (EG) nr. 2037/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2000 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen of artikel 5 van Verordening (EG) Nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 inzake bepaalde gefloreerde broeikasgassen;

4° een verklaring op erewoord ondertekend door de verantwoordelijke van betrokken bedrijf voor zover :

a) dit attest aangeeft dat de technicus beschikt over de technische vaardigheden bedoeld in de eerste module van bijlage I;

b) de datum van indienstneming van de technicus voorafgaat aan de datum waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

§ 2. De directeur-generaal geeft de gespecialiseerde koeltechnicus bedoeld in § 1 bij ter post aangetekend schrijven kennis van de termijn waarbinnen hij het milieucertificaat in koeltechnieken bedoeld in artikel 25 moet ontvangen. Als hij dit certificaat binnen deze termijn niet krijgt, vervalt de voorlopige gelijkstelling bedoeld in § 1.

**Art. 60.** § 1. Onverminderd § 2 wordt elk bedrijf dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bestaat en waarvan de koeltechnici geheel of gedeeltelijk de handelingen uitvoeren bedoeld in artikel 2, § 1, als erkend beschouwd gedurende de zes maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. Elk bedrijf bedoeld in § 1 wordt tot de datum van de door de Directeur-generaal overeenkomstig artikel 4, § 4 of § 5 genomen beslissing als erkend beschouwd op voorwaarde dat een aanvraag overeenkomstig artikel 4, § 1, wordt ingediend binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 61.** De inrichtingen die over koelvoorzieningen beschikken waarvoor de handelingen bedoeld in artikel 2, § 1, worden uitgevoerd door gespecialiseerde koeltechnici die deel uitmaken van hun personeel, richten de lijst van hun koeltechnici, samen met de documenten bedoeld in artikel 59, § 1, binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

**Art. 62.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"De erkenning als gespecialiseerd koeltechniekbedrijf verkregen op basis van het besluit van Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energiestaat van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt geldt in de zin van dit besluit als erkenning voor het vervoer van gevaarlijke afvalstoffen die uitsluitend voortkomen uit de interventies op koelvoorzieningen van de gespecialiseerde koeltechnici die door het bedrijf in dienst genomen zijn."

**Art. 63.** Artikel 8 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte olie wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

"De erkenning als gespecialiseerd koeltechniekbedrijf verkregen op basis van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energiestaat van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt geldt in de zin van dit besluit als erkenning voor het vervoer van afgewerkte oliën die uitsluitend voortkomen uit de interventies op koelvoorzieningen door de gespecialiseerde koeltechnici die door het bedrijf in dienst genomen zijn."

**Art. 64.** § 1. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus :

1° wordt het opschrift van hoofdstuk 14 vervangen door het volgende opschrift :

"14 Afval van organische oplosmiddelen, koelmiddelen en drijfgassen (behalve hoofdstukken 07 en 08) en afval uit interventies op koelvoorzieningen.";

2° het opschrift van afdeling 14.06 wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Afval van oplosmiddelen en drijfgassen voor aërosolen/schuim.";

3° er wordt een afdeling 14.07 ingevoegd, luidend als volgt :

14 07	Afval van koelmiddelen en andere afval uit interventies op koelvoorzieningen (behalve hoofdstukken 13 en 16.02)			
14.07.01	R 11	X		
14.07.02	R 12	X		
14.07.03	R 502	X		
14.07.04	Overige chloorfluorkoolstoffen en mengsels die chloorfluorkoolstoffen bevatten	X		
14.07.04	R 22	X		
14.07.05	R 401A	X		
14.07.06	R 402A	X		
14.07.07	R 408A	X		
14.07.08	R 409A	X		
14.07.09	Overige chloorfluorkoolwaterstoffen en mengsels die chloorfluorkoolwaterstoffen bevatten, met uitzondering van de afvalstoffen bedoeld in 14.07.04	X		

14.07.10	R 134a	X		
14.07.11	R 404A	X		
14.07.12	R 407C	X		
14.07.13	R 410A	X		
14.07.14	R 413A	X		
14.07.15	R 507	X		
14.07.16	Overige fluorkoolwaterstoffen en mengsels die fluorkoolwaterstoffen bevatten, met uitzondering van de afvalstoffen bedoeld in 14.07.04 en 14.07.09	X		
14.07.17	Perfluorkoolstof, met name de R 218 en de RC 318, en de mengsels die perfluorkoolstoffen bevatten, met uitzondering van de afvalstoffen bedoeld in 14.07.04, 14.07.09 en 14.07.16	X		
14.07.18	Koolwaterstoffen gebruikt als koelmiddel: methaan (R50), ethaan (R170), propaan (R290), pentaan, isopentaan, isobuteen (R600a), propyleen (R1270), alsook eventuele mengsels	X		
14.07.19	Ammoniak (R 717) gebruikt als koelmiddel	X		
14.07.20	CO2 (R 744) gebruikt als koelmiddel			
14.07.21	Niet elders gespecificeerde koelmiddelen die gevaarlijke stoffen bevatten	X		
14.07.22	Niet elders gespecificeerde koelmiddelen die niet in de rubriek 14.07.21 bedoeld worden			
14.07.23	Koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen die gevaarlijke stoffen bevatten	X		
14.07.24	Koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen die niet in de rubriek 14.07.23 bedoeld worden			
14.07.25	Resten van reiniging en ketelsteenverwijdering die gevaarlijke stoffen bevatten	X		
14.07.26	Resten van reiniging en ketelsteenverwijdering die niet in de rubriek 14.07.25 bedoeld worden			
14.07.27	Oliefilters	X		
14.07.28	Andere filters	X		
14.07.29	Resten van isolerende stoffen			

**Art 65.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van de ophalers en vervoerders van andere afval dan gevaarlijke afval wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

"De erkenning als gespecialiseerd koeltechniekbedrijf verkregen op basis van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt geldt in de zin van dit besluit als erkenning voor het vervoer van gevaarlijke afvalstoffen die uitsluitend voortkomen uit de interventies op koelvoorzieningen door de gespecialiseerde koeltechnici die door het bedrijf in dienst genomen zijn."

**Art. 66.** Dit besluit treedt in werking tien dagen na de dag waarop het in *het Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

1° de artikelen 12 en 58, die op 1 januari 2009 in werking treden;

2° bijlage XI, module II, die in werking treedt op de datum die de Regering bepaalt.

**Art. 67.** De Minister van Leefmilieu en de Minister bevoegd voor Energie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage I : Model van formulier voor de aanvraag tot erkenning van een gespecialiseerd koeltechniekbedrijf

**Waar toe dient dit formulier ?**

Aan de hand van dit formulier kan een erkenning als gespecialiseerd koeltechniekbedrijf in het Waalse Gewest aangevraagd worden.

**Adres waaraan dit formulier gericht moet worden :**

Ministère de la Région wallonne

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement,

15 avenue Prince de Liège

5100 NAMUR (Jambes)

Naam van het bedrijf :

Adres :

Postcode/Gemeente :

Telefoonnr. :

Telefoonnr. :

Bedrijfsnr. : BTW :

RPR (\*) :

(\*) Uitsluitend voor de als rechtspersoon opgerichte bedrijven

E-mail adres :

Gegevens betreffende de houder(s) van het milieucertificaat in koeltechnieken en/of het certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen, die in uw bedrijf wordt(en) tewerkgesteld (of die over een gelijkwaardig document beschikt(ken), overeenkomstig artikel 59, § 1).

Opmerking : Indien artikel 59, § 1, van toepassing is (periode waarin overgangsbepalingen erin voorzien dat het bezit van bepaalde documenten gelijk staat met het bezit van een milieucertificaat in koeltechnieken, voor elke technicus die nog geen houder is van een milieucertificaat in koeltechnieken), "zonder voorwerp"antwoorden op de vraag "nummer van het milieucertificaat in koeltechnieken behaald in het Waalse Gewest" en een afschrift van het gelijkwaardige document bij dit formulier voegen.

Indien uw bedrijf zoveel houders van dit certificaat telt dat ze niet allemaal op het formulier vermeld kunnen worden, maak dan een afschrift van het formulier en vul het in alvorens het bij het formulier te voegen.

Aantal bijlagen :

Voor naam :

Naam :

Nummer van het milieucertificaat in koeltechnieken (indien relevant) :

Nummer van het certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen (indien relevant) :

In dienst genomen bij (\*) : Hoofdzetel

nevenvestiging

(\*) Het gepaste vakje aankruisen

Adres van de hoofdzetel of van de nevenvestiging :

Voor naam :

Naam :

Nummer van het milieucertificaat in koeltechnieken (indien relevant) :

Nummer van het certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen (indien relevant) :

In dienst genomen bij (\*) : Hoofdzetel

Nevenvestiging

(\*) Het gepaste vakje aankruisen

Adres van de hoofzetel of van de nevenvestiging :

Voor naam :

Naam :

Nummer van het milieucertificaat in koeltechnieken (indien relevant) :

Nummer van het certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen (indien relevant) :

In dienst genomen bij (\*) : Hoofdzetel

Nevenvestiging

(\*) Het gepaste vakje aankruisen

Adres van de hoofzetel of van de nevenvestiging :

Voor naam :

Naam :

Nummer van het milieucertificaat in koeltechnieken (indien relevant) :

Nummer van het certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen (indien relevant) :

In dienst genomen bij (\*) : Hoofdzetel

Nevenvestiging

(\*) Het gepaste vakje aankruisen

Adres van de hoofzetel of van de nevenvestiging :

Over te maken bewijsstukken :

1. Voor de bestuurders en personen die bevoegd zijn om de vennootschap te verbinden : een recent strafbladuittreksel.

2. De volgende documenten waaruit blijkt dat het bedrijf over financiële middelen beschikt :

- een attest van de bevoegde administratie waaruit blijkt dat de aanvrager zijn sociale zekerheidsverplichtingen nakomt;
- een attest van de bevoegde administratie waaruit blijkt dat de aanvrager zijn verplichtingen inzake directe belastingen nakomt;
- een attest van de bevoegde administratie waaruit blijkt dat de aanvrager zijn btw-verplichtingen nakomt.

Wat betreft de bedrijven waarvan de maatschappelijke zetel in België gevestigd is, kan het attest van de bevoegde administratie waaruit blijkt dat de aanvrager zijn sociale zekerheidsverplichtingen nakomt vervang zijn sociale zekerheidsverplichtingen is nagekomen.

1. Een verklaring waaruit blijkt dat het vereiste materiaal beschikbaar, in goede staat en nauwkeurig geijkt is, op zijn minst de apparatuur bedoeld in bijlage II.
2. Een afschrift van de verzekeringsovereenkomst bedoeld in artikel 3, 6°, van dit besluit, goedgekeurd door het bedrijf of, bij gebreke daarvan, een formele verbintenis om een dergelijke overeenkomst te onderschrijven vóór elke tenuitvoerlegging van de erkenning.
3. De naam en het adres van de ophalers van gevaarlijke afvalstoffen of van de installaties tot hergroepering, voorbehandeling, valorisatie of verwijdering van afvalstoffen waar de aanvrager de koelmiddelafval uit zijn activiteiten zal afgeven.

VERZEKERINGSOVEREENKOMST : TYPE VERBINTENISFORMULE TOT ONDERSCHRIJVING VAN EEN VERZEKERINGSOVEREENKOMST DIE DE BA DEKT
---

Ondergetekende, .....,

bestuurder van de vennootschap .....,

verbindt zich ertoe namens bovengenoemde vennootschap een verzekeringsovereenkomst te onderschrijven ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid voortvloeiend uit de handelingen uitgevoerd op koelvoorzieningen door werknemers van de vennootschap en uit de handelingen i.v.m. het ophalen en vervoeren van afval uit hun activiteiten door werknemers van de vennootschap en een afschrift aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu over te maken vóór elke tenuitvoerlegging van de erkenningsakte, met dien verstande dat de overeenkomst moet bepalen :

- dat geen nietigheid, exceptie of verval wordt tegengeworpen aan benadeelde derden;

- dat de schorsing of ontbinding ervan pas uitwerking heeft na het verstrijken van een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum waarop de oorzaak van de schorsing of ontbinding aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu wordt betekend

Gedaan te ....., op .....

Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditionings-systemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

## Bijlage II : Minimale technische uitrusting voor de gespecialiseerde koeltechnici

De gespecialiseerde koeltechnicus moet minstens over de volgende uitrusting beschikken om werken uit te voeren op voorzieningen met een emissierisico van gefluoreerde koelmiddelen :

- fles voor de recuperatie van koelmiddelen;
- fles met nieuw koelmiddel (of gerecycleerd);
- fles met inert gas voor spoeling (droge stikstof, argon, helium) voorzien van reduceerventiel en debietmeter
- recuperatiegroep voor koelmiddelen om het dode volume van de koelmiddelen die na recuperatie in de groep blijven of in de atmosfeer worden uitgestoten zoveel mogelijk te beperken en die het toepassen van een onderdruk van 0,5 bar op de koelvoorziening moet mogelijk maken;
- vacuümpomp tweetraps;
- weegschaal voor koelmiddelen (met een aanwijsnauwkeurigheid van minstens 10 g voor de flessen met een koelmiddelinhoud van minder dan 30 kg, met een aanwijsnauwkeurigheid van minstens 100 g voor de flessen met een koelmiddelinhoud tussen 30 kg en 300 kg en met een aanwijsnauwkeurigheid van minstens 0,3 % van de koelmiddelinhoud voor de flessen met een koelmiddelinhoud van meer dan 300 kg);
- soldeerinstallatie met drukregelaar van de gasbrandstof en zuurstofdruk, leidingen met terugslagklep en flexibele buizen;
- elektronische vacuümmeter;
- vierweg manifold
- elektronische lekdetector;
- zeepoplossing of een gelijkaardig product;
- digitale thermometer met contactsonde of Infra-Rood thermometer;
- elektrische multimeter;
- ampèremeter;
- (...)
- testkit voor het oliezuur.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditionings-systemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

## Bijlage III : Minimumbepalingen

die in het door de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven opgestelde register opgenomen moeten worden

- a) het interventienummer, zoals omschreven in artikel 10, vierde lid;
- b) de naam van de uitbater;
- c) het adres van de locatie;
- d) de datum waarop de interventie is uitgevoerd;
- e) voor de ingedeelde installaties, de identificatiecode van de koelvoorziening zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus;
- f) voor de niet-ingedeelde installatie, het nuttig nominaal koelvermogen van de koelvoorziening;
- g) voor de niet-ingedeelde installatie, het elektrisch vermogen van de koelvoorziening;
- h) de gerecupereerde hoeveelheid koelmiddel, bepaald door de code ervan (inzake koelmiddelen) "R-..." in overeenstemming met de norm ISO 817, of elke andere norm die deze norm vervangt of aanvult;
- i) de ingebrachte hoeveelheid koelmiddel, bepaald door de code ervan (inzake koelmiddelen) "R-..." in overeenstemming met de norm ISO 817, of elke andere norm die deze norm vervangt of aanvult;
- j) de nominale last van koelmiddelen (uitgedrukt in kg);
- k) een schatting van de toevallige emissies (uitgedrukt in kg);
- l) het geraamde relatief koelmiddelverlies (uitgedrukt in %/jaar);
- n) de jaarlijks geraamde emissie (uitgedrukt in kg/jaar), d.m.v. het product van de nominale capaciteit in koelmiddel methet geraamde relatief verlies (kg/an);
- n) de aard van de interventie;
- o) het rendement van het airconditioningssysteem;
- p) de kennisgeving van de uitvoering en van het resultaat van de evaluatie van de afmeting van het airconditioningssysteem ten opzichte van de eisen inzake afkoeling van het gebouw.

Voor elk volledig kalenderjaar wordt een optelling gemaakt van de gegevens die onder h), i), j), k), m) worden ingezameld.

In dit elektronisch register worden twee grafieken opgenomen waarop de volgende gegevens voorkomen :

- een eerste grafiek, met op de x-as het interventienummer zoals omschreven in artikel 10, vierde lid, en op de y-as het geraamde jaarlijks relatief verlies door lekkage (%/jaar);
- een tweede grafiek, met op de x-as het interventienummer zoals omschreven in artikel 10, vierde lid, en op de y-as de geraamde jaarlijkse emissies (kg/jaar).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditionings-systemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

#### Bijlage IV : Modaliteiten inzake de dichtheidsverificatie

*a)* De dichtheidsverificatie na herstel van een lek (overeenkomstig artikel 23, § 2, derde lid van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus) wordt volgens de hieronder omschreven directe methode uitgevoerd.

*b)* De dichtheidsverificatie in het kader van een dichtheidscontrole (overeenkomstig artikel 22, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus) wordt hetzij via de directe methode, hetzij via de hieronder omschreven indirecte methode uitgevoerd.

Indien er een vermoeden van lekkage is na afloop van de tenuitvoerlegging van een dichtheidscontrole via de indirecte methode, wordt de plaats ervan bepaald door de tenuitvoerlegging van de directe methode.

Directe methode :

De na te kijken delen zijn :

- in het kader van een dichtheidscontrole na het herstel van een lek, de delen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een herstel.
- in het kader van een dichtheidscontrole, elke potentiële bron van lekkage.  
Voor de dichtheidsverificatie wordt een manuele lekdetector gebruikt die vóór elk na te kijken deel wordt geplaatst.

De detector reageert op een minimum gevoeligheidsdrempel van 4 ppm of 5 g per jaar. Afwijkingshalve wordt de minimumdrempel gedurende vijf jaar na de inwerkingtreding van dit besluit vastgelegd op 5 ppm of 7 g/jaar voor de voorzieningen die vóór deze inwerkingtreding zijn verworven. Het gebruik van vlamdetectoren is verboden. De controles op het lagedrukgedeelte van de koelvoorziening worden bij stilstand uitgevoerd. De koelvoorziening blijft werken tijdens de controles op het hogedrukgedeelte tenzij de werking ervan luchtstromen zou teweegbrengen die het opsporen van eventuele lekkages zou kunnen verstoren. In dit geval worden de controles op het hogedrukgedeelte ook bij stilstand uitgevoerd.

Als alternatief kan met de instemming van de toezichthoudende ambtenaar een andere directe methode aangewend worden om zich met een vergelijkbare gevoeligheid van de degelijke dichtheid van de koelvoorziening te vergewissen. Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf bezorgt de ambtenaar de gegevens waaruit blijkt dat de voorgestelde methode een degelijke dichtheid van de koelvoorziening of, desgevallend, de lokalisatie van de oorsprong van een lekkage garandeert met een gevoeligheid die minstens gelijkwaardig is aan de gevoeligheid die voor de geprezen directe methode wordt voorgeschreven.

Indirecte methode :

Tijdens de dichtheidscontrole wordt ervoor gezorgd dat het niveau van het relatieve koelmiddelverlies, bepaald op basis van de toegevoegde vullingen van koelmiddel en geregistreerd het controleboek, niet hoger ligt dan de niveaus bedoeld in artikel 13, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus.

Als alternatief kan met de instemming van de toezichthoudende ambtenaar een andere indirecte methode toegepast om zich met een voldoende gevoeligheid van de degelijke dichtheid van de koelvoorziening te vergewissen. Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf bezorgt de ambtenaar de gegevens waaruit blijkt dat de voorgestelde methode een degelijke dichtheid van de koelvoorziening met een voldoende gevoeligheid garandeert.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditionings-systemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

Bijlage V : Attest met de gegevens betreffende de afval uit interventies  
uitgevoerd door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf

Algemeen document voor de opvolging van de afvalstoffen

*Waar toe dient dit document ?*

Dit document, in tweevoud ingevuld, vormt het attest bedoeld in het eerste lid van artikel 19, § 1, van het besluit.

Als de gespecialiseerde koeltechnicus (of het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf dat hemin dienst neemt) het geheel of een deel van de afval uit de interventie terugneemt en vervoert, dient het tweede exemplaar als algemeen document voor de opvolging van de afvalstoffen zoals bedoeld in het vierde lid van hetzelfde artikel.

Bovendien moeten de flessen voor de recuperatie van koelmiddelen voorzien zijn van het specifieke document bedoeld in bijlage VII.

*Aan wie moet het afgegeven worden ?*

Het eerste exemplaar moet aan de uitbater van de koelvoorziening afgegeven worden.

Als de koelvoorziening van een controleboek voorzien is, wordt de gevraagde informatie er rechtstreeks in opgenomen (in dit geval geldt het controleboek als attest) of bijgevoegd, of gevoegd bij het afvalregister bedoeld in de bepalingen van artikel 59 van het besluit van de Waalse Gewestexecutie van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen of in elke andere reglementaire bepaling die deze bepalingen vervangt of aanvult. :

Als de koelvoorziening van geen controleboek voorzien is, wordt de informatie schriftelijk op een losse bladzijde afgegeven aan de uitbater, die ze vervolgens bij bovengenoemd register voegt.

Als er verschillende bladzijden zijn, worden ze doorlopend genummerd en verwijst elke bladzijde naar het interventienummer dat in het vak nr. 4 van het document vermeld wordt.

Als de gezamenlijke afvalstoffen die uit de interventie voortkomen rechtstreeks door een erkende of geregistreerde ophaler worden opgehaald, door een erkende of geregistreerd vervoerder naar een vergunde installatie worden vervoerd of op de locatie van de koelvoorziening worden achtergelaten overeenkomstig de bepalingen van artikel 19, § 2, maakt de koeltechnicus een afschrift van dat document over aan het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf waardoor hij in dienst genomen is zodat het de gegevens kan opnemen in het luik nr. 3 van de jaarlijkse verklaring bedoeld in bijlage X.

Het algemeen document voor de opvolging van de afvalstoffen gaat bij de afvalstoffen die uit elke interventie van een gespecialiseerde koeltechnicus voortkomen als ze afvalstoffen worden vervoerd door de technicus of het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf waardoor hij in dienst genomen is. Dit document wordt aan de toezichthoudende ambtenaren overgelegd op hun verzoek.

Als de afvalstoffen door de gespecialiseerde koeltechnicus worden vervoerd, wordt het algemeen document voor de opvolging van de afvalstoffen aan het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf overgemaakt wanneer het geheel van de teruggenomen afvalstoffen in de vergunde installaties zijn ondergebracht, eventueel met uitzondering van de flessen voor de recuperatie van koelmiddelen die door de koeltechnicus kunnen worden bewaard tot ze op een optimale manier zijn gevuld, overeenkomstig de bepalingen van artikel 20.

Opmerkingen.

Onder vergunde installatie wordt verstaan een milieuvergunde locatie voor hergroepering, voorbehandeling, valorisatie of verwijdering van afvalstoffen of een tijdelijke opslaglocatie beheerd door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf overeenkomstig de bepalingen van artikel 22.

De gegevens betreffende de plaats en data van de afgifte van de afvalstoffen worden alleen op het tweede exemplaar vermeld.

Het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf gebruikt de gegevens die in dit document worden om de jaarlijkse verklaring bedoeld in bijlage X op te maken.

**1. Identificatie van de koelvoorziening.**

1. Als deze gegevens al in het controleboek van de voorziening voorkomen, moeten ze niet meer vermeld worden.

1. Referenties van de voorziening.

Als het gaat om een ingedeelde installatie, de identificatiecode van de koelvoorziening specificeren zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007... tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus.

Bij gebreke daarvan : naam van de producent, model en reeksnummer, bouwjaar.

2. Lokalisatie.

**1. Stad PC**

Straat : NR. Bus

Lokaal (als verschillende koelvoorzieningen op dezelfde locatie gevestigd zijn)

1. Type voorziening

1. Koeling Bevriezing

**I. Airconditioning Warmtepomp**

Andere (nader bepalen)

1. Koelmiddel(en) :

Aard (R-...)

nominale capaciteit van de voorziening :



Bijkomende gegevens

**1. Aard en schatting van de hoeveelheden koelmiddelen, oliën en koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen die in de niet gesaneerde voorzieningen of delen van voorzieningen nog aanwezig zijn.**

Instructies om elk lekkage- of emissierisico te voorkomen bij de opslag, het vervoer en de behandeling van afvalstoffen die op de locatie worden achtergelaten, overeenkomstig de bepalingen van artikel 19, § 2.

Opmerkingen.

A. Algemeenheden.

Als de tabel handgeschreven wordt ingevuld, gebruikt de technicus hoofdletters met uitzondering van de getalwaarden en de eenheden die gebruikelijk in kleine letters worden uitgedrukt.

De eenheden betreffende de hoeveelheden moeten vermeld worden (l, kg, m<sup>3</sup>,...).

Om na te gaan of een afvalstof al dan niet gevaarlijke stoffen bevat, wordt uitgegaan van de criteria van het besluit van de Waalse Regering van 10.07.1997 tot opstelling van een afvalcatalogus. In geval van twijfel richt het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf zich tot de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) (avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes, tel. 081-33 65 75, fax 081-33 65 22, courriel owd.dgrne@mrw.wallonie.be).

De te gebruiken codes zijn de codes van afvalcatalogus, zoals gewijzigd.

De lijsten van de erkende ophalers en vervoerders zijn beschikbaar op de site [www.environnement.wallonie.be](http://www.environnement.wallonie.be)

B. Opmerkingen betreffende bepaalde kolommen.

De datum en de plaats van afgifte worden alleen vermeld op het exemplaar dat als algemeen document voor de opvolging van de afvalstoffen moet dienen, namelijk voor de afvalstoffen die door de gespecialiseerde koeltechnicus of door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf worden vervoerd.

De operator en de ophaaltermijn worden alleen bepaald voor de afvalstoffen die niet door de gespecialiseerde koeltechnicus of door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf worden teruggenomen, namelijk de afvalstoffen die rechtstreeks door een erkende ophaler zijn opgehaald, die rechtstreeks naar een vergunde installatie zijn vervoerd door een erkende vervoerder of die op de locatie zijn achtergelaten, overeenkomstig artikel 19, § 2.

De gespecialiseerde koeltechnicus vermeldt in de kolom "operator" de naam van de ophaler of vervoerder en in de kolom "ophaaltermijn" de termijn in de loop waarvan de operator van plan is de afvalstoffen terug te nemen (als de afvalstoffen onmiddellijk worden teruggenomen, vermeldt hij de terugnamedatum).

In de kolom "bestemming" vermeldt hij de naam en het adres (op zijn minst de stad) van de maatschappij waarnaar de afvalstoffen worden verstuurd. Als de afvalstoffen door een ophaler worden teruggenomen, vermeldt de technicus het woord "ophaler" in deze kolom.

C. Opmerkingen betreffende bepaalde regels.

Voor de regel betreffende de koelmiddelen :

- de gespecialiseerde koeltechnicus vult het opschrift aan en bepaalt de aard volgens de "R-..." nomenclatuur in overeenstemming met de norm ISO 817, of elke andere norm die deze norm vervangt of aanvult en door gebruik te maken van de aangepaste afvalcode onder de codes 14.07.01 tot 14.07.22
- het vakje betreffende de verpakking zal het (de) identificatienummer(s) van de recuperatiefles(sen) vermelden;
- zolang het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf de recuperatiefles bewaart omdat ze nog niet voor 80 % gevuld is, schrijft de technicus de vermelding "FLES NOG NIET VOL" in de vakjes bestemd voor de data en plaats van afgifte.

Voor de regel betreffende de niet gesaneerde voorzieningen of delen van voorzieningen komt de afvalcode 16.02.11 overeen met "Afgedankte voorzieningen die CFK's, HCFK's of HFK's bevatten", de afvalcode 16.02.13 met "Afgedankte voorzieningen die gevaarlijke bestanddelen bevatten", de afvalcode 16.02.15 met "Gevaarlijke bestanddelen verwijderd uit afgedankte voorzieningen."

**1. Andere afval dan gevaarlijke afval.**

Opschrift	Code	Hoeveelheid	Verpakking	Afgiftedatum	Afgifteplaats	Operator	Ophaaltermijn	Bestemming
Koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen die geen gevaarlijke stoffen bevatten;	16.10.02							
Niet gesaneerde voorzieningen of delen van voorzieningen en defecte stukken	16.02.16							
Resten van reiniging en ketelsteenverwijdering die geen gevaarlijke stoffen bevatten	14.07.26							
Resten van isolerende stoffen	14.07.29							
Andere niet elders gespecificeerde ongevaarlijke of inerte afval : schroot, kunststofafval,...								

Opmerkingen.

A. Algemeenheden.

Zie de algemene opmerkingen betreffende tabel 5.1. door het woord "erkend" te vervangen door het woord "geregistreerd"

B. Opmerkingen betreffende bepaalde kolommen.

Zie de algemene opmerkingen i.v.m. tabel 5.1. door het woord "erkend" te vervangen door het woord "geregistreerd"

## C. Opmerkingen betreffende bepaalde regels.

Voor de andere ongevaarlijke of inerte afval moet de afvalcode niet vermeld worden. Voor deze afvalstoffen alsook voor de resten van isolerende stoffen volstaat een schatting van de hoeveelheden.

Traceerbaarheid van de interventies van de verschillende operatoren

Operator	Naam van de vennootschap + naam van de operator (in hoofdletters)	Melding	Datum en handtekening	Naam en handtekening van de uitbater van de koelvoorziening of van diens afgevaardigde
Gespecialiseerd koeltechniek-bedrijf :		De hiernavermelde informatie is volledig, deugdelijk en onvergolden.		
Erkende ophaler van gevaarlijke afvalstoffen		De opgehaalde afvalstoffen zijn conform de gegevens in tabel 5.1.		
Erkende vervoerder van gevaarlijke afvalstoffen		De vervoerde afvalstoffen zijn conform de gegevens in tabel 5.1.		
Geregistreerde ophaler van andere afval dan gevaarlijke afval		De opgehaalde afvalstoffen zijn conform de gegevens in tabel 5.2.		
Geregistreerde vervoerder van andere afval dan gevaarlijke afval		De vervoerde afvalstoffen zijn conform de gegevens in tabel 5.2.		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningsystemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

Bijlage VI : Attest van de sanering van een koelvoorziening

**Waarom dient dit document ?**

Aan de hand van dit document kan bewezen worden dat een definitief buiten bedrijf gestelde koelvoorziening wel degelijk is gesaneerd vóór de afbraak ervan, m.a.w. dat een gespecialiseerde koeltechnicus er alle koelmiddelen, oliën en koudedragende en warmtegeleidende vloeistoffen heeft uit weggehaald heeft.

Desgevallend kan de gespecialiseerde koeltechnicus de koelmiddelen en de oliën die koelmiddelen kunnen bevatten afzonderen in een deel van de voorziening dat lekvrij geïsoleerd kan worden en overgaan tot de scheiding tussen dit afgezonderde deel en de rest van de voorziening. Hij moet er evenwel voor zorgen dat de rest van de voorziening geen andere vloeistoffen bevat, zoals oliën, koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen.

**Aan wie moet het overgemaakt worden ?**

De koeltechnicus maakt dit document in drievoud op :

- hij brengt één exemplaar op zichtbare wijze aan op de gesaneerde voorziening;
- hij voegt het tweede exemplaar bij het controleboek ;
- hij maakt het derde exemplaar over aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Opmerkingen.

Als het controleboek van de installatie al een bladzijde telt waarop het attestmodel voorkomt, kan de koeltechnicus die bladzijde invullen die dan geldt als attest dat bij het controleboek gaat. Afschriften van deze bladzijde en van de bladzijden die de in de vakken 1, 2 en 3 bedoelde gegevens bevatten, gelden als attest dat op de gesaneerde voorziening moet worden aangebracht en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu moet worden overgemaakt.

De hoeveelheden afvalstoffen uit deze saneringsoperatie moeten niet vermeld worden aangezien die gegevens al moeten voorkomen in de informatie bedoeld in bijlage V.

Het aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu overgemaakte exemplaar kan elektronisch worden verstuurd.

Attest

Ondergetekende ....., gespecialiseerde koeltechnicus, bevestigt dat de hiernavermelde koelvoorziening werd gesaneerd alvorens afgebroken te worden. Ze bevat geen koelmiddel, olie of warmtegeleidende of koudedragende vloeistof meer.

Datum :

Handtekening :

**1. Identificatie van de koelvoorziening**

1. Referenties van de voorziening.

Als het gaat om een ingedeelde installatie, de identificatiecode van de koelvoorziening specificeren zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus.

Bij gebreke daarvan : naam van de producent, model en reeksnummer, bouwjaar.

2. Lokalisatie.

**1. Stad PC**

Straat Nr. Bus

Lokaal (als verschillende koelvoorzieningen op dezelfde locatie gevestigd zijn)

**1. Identificatie van de uitbater van de koelvoorziening**

1.

1. Als de uitbater een vennootschap/rechtspersoon is.

1. Handelsnaam

Verantwoordelijke/contactpersoon (Naam, voornaam, functie en telefoonnummer, e-mail)

2.2. Als de uitbater een natuurlijke persoon is.

**1. Naam, voornaam, adres, telefoonnr., e-mail**

**1. Identificatie van het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf en van de gespecialiseerde koeltechnicus**

Naam van het bedrijf

Nummer of datum van de erkenning

Adres

Telefoon

E-mail

Naam van de koeltechnicus

Voornaam

Nr. van het milieucertificaat in koeltechnieken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditionings-systemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

Bijlage VII : Opvolgingsdocument betreffende de flessen voor de recuperatie van koelmiddelfalval

**Waar toe dient dit document ?**

Dit document dient om de traceerbaarheid van koelmiddelfalval te waarborgen.

Een document van dit type moet elke fles voor de recuperatie van de afval uit koelmiddelen vergezellen. Dit document wordt aan de toezichhoudende ambtenaren overgelegd op hun verzoek.

**Aan wie moet dit document overgemaakt worden ?**

Het koeltechniekbedrijf laat het document medeondertekenen en neemt er een afschrift van als het zich van de fles ontdoet, m.a.w. :

- als het de fles afgeeft aan een installatie voor het beheer van gevaarlijke afvalstoffen,
- als het de fles afgeeft aan een erkende ophaler van gevaarlijke afvalstoffen,
- als het een erkende vervoerder de opdracht geeft om de fles naar een installatie voor het beheer van gevaarlijke afvalstoffen te vervoeren.
- als het de fles op de locatie van de koelvoorziening achterlaat overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 § 2 (In dit geval bevat de fles alleen maar koelmiddelen uit koelvoorzieningen die door dezelfde uitbater of dezelfde locatie worden geëxploiteerd).

Het originele document blijft bij de recuperatiefles.

Het koeltechniekbedrijf neemt de nodige contractuele maatregelen opdat de installatie voor de eindbehandeling van dekoelmiddelfalval een afschrift van het ingevulde en ondertekende document naar het bedrijf terugstuurt met een verklaring van verwijdering of valorisatie.



Bijlage VIII : Register van de afvalstoffen die tijdelijk opgeslagen worden  
door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf

*Waar toe dient dit document ?*

Overeenkomstig artikel 22, § 2, moeten de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven die afval uit de door hun technici uitgevoerde interventies op koelvoorzieningen tijdelijk wensen op te slaan een register van de opgeslagen afval bijhouden.

*Waar moet dat register worden bewaard ?*

Dat register moet op de tijdelijke opslaglocatie worden bewaard.

Het wordt aan de toezichthoudende ambtenaren overgelegd op hun verzoek.

Opmerkingen.

Dat register kan elektronisch worden bijgehouden. In dit geval wordt hij regelmatig en minstens om de maand uitgeprint. De opeenvolgende versies worden gedateerd, continu genummerd en samen bewaard.

Een registerformaat wordt ter beschikking van de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven gesteld op de Internetsite van het "DGRNE" (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu).

**1. Gegevens betreffende het koeltechniekbedrijf en de opslaglocatie.**

Naam van het bedrijf

Nummer of datum van de erkenning

Adres

Telefoon

E-mail

In voorkomend geval, de referenties van de milieuvergunning of de aangifte betreffende deze opslaglocatie.

**2. Register van aangevoerde afvalstoffen.**

Het register bevat een afdeling per soort afval, alsook een inhoudstafel met de verschillende afdelingen.

Elke afdeling bestaat uit een vak voor de algemene voorstelling en uit een tabel.

Het vak voor de algemene voorstelling vermeldt de gegevens op grond waarvan de uitbater van de opslaglocatie en van de afval geïdentificeerd kan worden (voor de koelmiddelen wordt gebruik gemaakt van de code waarin de Waalse afvalcatalogus voorziet, alsook van de code (inzake koelmiddelen) "R-..." in overeenstemming met de norm ISO 817, of elke andere norm die deze norm vervangt of aanvult). Het vermeldt ook de maximumhoeveelheid die opgeslagen mag worden krachtens de wetgeving inzake milieuvergunning en de maatregelen genomen overeenkomstig deze wetgeving met betrekking tot de opslaglocatie.

De tabel bevat de volgende kolommen :

- aanvoerdatum;
- hoeveelheid
- naam en nummer van het milieucertificaat in koeltechnieken van de gespecialiseerde koeltechnicus (facultatief als de locatie door slechts één gespecialiseerde koeltechnicus wordt gebruikt);
- nummer van de interventie die de afval heeft voortgebracht, zoals bedoeld in artikel 10, vierde lid;
- wijze waarop de afval wordt verpakt en opgeslagen (voor de koelmiddelen, het nummer van de fles vermelden).

Het register van de aangevoerde afvalstoffen gaat vergezeld van :

- de afschriften van de attesten bedoeld in artikel 19, § 1, tweede lid,
- de algemene documenten betreffende de opvolging van de afvalstoffen bedoeld in artikel 19, § 1, vierde lid,

**1. Register van de afgevoerde afvalstoffen.**

Het register bevat een afdeling per soort afval, alsook een inhoudstafel met de verschillende afdelingen.

Elke afdeling bestaat uit een vak voor de algemene voorstelling en uit een tabel.

Het vak voor de algemene voorstelling vermeldt de gegevens op grond waarvan de uitbater van de opslaglocatie en van de afval geïdentificeerd kan worden (voor de koelmiddelen wordt gebruik gemaakt van de code waarin de Waalse afvalcatalogus wordt voorziet, alsook van de code (inzake koelmiddelen) "R-..." in overeenstemming met de norm ISO 817, of elke andere norm die deze norm vervangt of aanvult). Het vermeldt ook de maximumhoeveelheid die opgeslagen mag worden krachtens de wetgeving inzake milieuvergunning en de maatregelen genomen overeenkomstig deze wetgeving met betrekking tot de opslaglocatie.

De tabel bevat de volgende kolommen :

- afvoerdatum;
- hoeveelheid;
- gegevens betreffende de ophaler en/of vervoerder en referenties van zijn erkenning en/of registratie;
- referenties van het attest van de overname van de afvalstof, voortgebracht door de ophaler of van het begeleidingsdocument van het vervoer (CMR);
- bestemming van de afvalstoffen.

Het register van de afgevoerde afvalstoffen gaat vergezeld van :

- de documenten betreffende de opvolging van de flessen voor de recuperatie van koelmiddelen bedoeld in artikel 21 als ze worden overhandigd aan ophalers van gevaarlijke afvalstoffen of aan installaties tot hergroepering, voorbehandeling, valorisatie of verwijdering van afvalstoffen die over de vereiste exploitatievergunning beschikken;
- de attesten van de overname van de afvalstoffen of, in voorkomend geval, de afschriften van de CMR-documenten,
- de certificaten van verwijdering of valorisatie van de afvalstoffen.

#### 1. Stand van de opslagen

Het register bevat een inventaristabel met de volgende kolommen :

- datum ;
- aard van de afval;
- opgeslagen hoeveelheid;
- wijze van verpakking;
- toegelaten maximumhoeveelheid.

Deze inventaris wordt regelmatig en minstens om de maand opgemaakt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningsystemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

Bijlage IX : Attest van de overname van de afvalstoffen  
teruggenomen op de opslaglocatie beheerd door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf

#### *Waar toe dient dit document ?*

Uit deze attesten blijkt dat de door het koeltechniekbedrijf tijdelijk opgeslagen afvalstoffen afgegeven werden aan bevoegde operatoren, zoals ophalers erkend voor de inzameling van gevaarlijke afvalstoffen en afgewerkte oliën, geregistreerde ophalers van andere afval dan gevaarlijke afval of vergunde installaties, na vervoer door een behoorlijk erkende of geregistreerde vervoerder.

#### *Waar moet dit register bewaard worden ?*

Deze attesten worden gevoegd bij het register bedoeld in bijlage VIII.

Ze worden aan de toezichthoudende ambtenaren overgelegd op hun verzoek.

#### 1. Algemene gegevens

Benaming en adres van het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf

Nummer of datum van de erkenning :

Benaming, gegevens en hoedanigheid van de ophaler-vervoerder van afvalstoffen :

- erkend als ophaler van gevaarlijke afvalstoffen
- erkend als ophaler van afgewerkte oliën
- erkend als ophaler van andere afval dan gevaarlijke afval
- erkend als vervoerder van gevaarlijke afvalstoffen
- erkend als vervoerder van afgewerkte oliën
- erkend als vervoerder van andere afval dan gevaarlijke afval

schrappen wat niet past, de erkenningsdata of registratienummers naderbepalen

Benaming en gegevens van de installatie tot hergroepering, voorbehandeling, verwijdering of valorisatie van afvalstoffen

Datum van overname van de afvalstoffen :

Bijzondere instructies om elke milieuemissie te beperken tijdens het vervoer, de hergroepering of de eindbehandeling.

	Gespecialiseerd koeltechniekbedrijf	Ophaler	Vervoerder	Installatie tot hergroepering, voorbehandeling, valorisatie of verwijdering
Naam van het bedrijf				
Naam van de verantwoordelijke				
Datum				
Handtekening				

### 1. Informatie betreffende de aard en hoeveelheden overgenomen afval

De eenheden i.v.m. de hoeveelheden worden als volgt vermeld (l, kg, m<sup>3</sup>,...). Voor schroot, kunststofafval en resten van isolerende stoffen volstaat een schatting van de hoeveelheden.

Voor de koelmiddelen wordt de gepaste afvalcode in de reeks 14.07.01 tot 14.07.22 gekozen

#### 1. Gevaarlijke afvalstoffen

Code	Opschrift	Hoeveelheid	Verpakking	Mogelijk behandelingskanaal
14.07.01 tot 14.07.22	Koelmiddelen			
13.02	Oliën waarin koelmiddelen worden opgelost			
13.02	Andere afgewerkte oliën			
14.07.27	Oliefilters			
14.07.28	Andere filters			
14.07.23	Koude dragende of warmtegeleidende vloeistoffen die gevaarlijke stoffen bevatten			
14.07.25	Resten van reiniging en ketelsteenverwijdering die gevaarlijke stoffen bevatten;			
	Andere niet elders gespecificeerde gevaarlijke afval (nader bepalen)			

Bijkomende gegevens betreffende de koelmiddelen

1. Aard : R-

Identificatienummer van de recuperatiecontainer :

#### 1. Andere afval dan gevaarlijke afval

Code	Opschrift	Hoeveelheid	Verpakking	Mogelijk behandelingskanaal
14.07.24	Koude dragende of warmtegeleidende vloeistoffen die geen gevaarlijke stoffen bevatten			
16.02.16	Gesaneerde voorzieningen of delen van voorzieningen en defecte stukken			
14.07.26	Resten van reiniging en ketelsteenverwijdering die geen gevaarlijke stoffen bevatten			
14.07.29	resten van isolerende stoffen			
	Andere niet elders gespecificeerde ongevaarlijke of inerte afval : schroot, kunststofafval			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditionings-systemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

## Bijlage X : Jaarlijkse aangifte door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf

**Waar toe dient dit document ?**

Dit document is de jaarlijkse aangifte waarmee het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf de Waalse administratie het overzicht bezorgt van de gegevens die betrekking hebben op de aard en hoeveelheden afval voortgebracht door zijn koeltechnici tijdens hun interventies op koelvoorzieningen, enerzijds, en op de wijze waarop deze afval wordt beheerd, anderzijds.

**Aan wie moet dit document afgegeven worden ?**

Ministère de la Région wallonne  
 Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement  
 "Office wallon des déchets"  
 15, avenue Prince de Liège  
 5100 Jambes  
[owd.dgrne\@mrw.wallonie.be](mailto:owd.dgrne\@mrw.wallonie.be)

Opmerkingen.

Deze aangifte kan elektronisch worden ingevuld en overgemaakt.

Een aangifteformaat wordt ter beschikking van de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven gesteld op de Internetsite van het "DGRNE" (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu).

**Luik 1 : Identificatie van de aangifte, van het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf en van de gespecialiseerde koeltechnici die door het bedrijf in dienst genomen worden**

De aangifte heeft als titel :

"Besluit van Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.

Jaarlijkse aangifte betreffende de afvalstoffen van het bedrijf XXX, gespecialiseerd koeltechniekbedrijf."

Naam en adres van het bedrijf.

Gegevens van de verantwoordelijke of contactpersoon (Naam, voornaam, functie en telefoonnummer, e-mail)

Periode waarop de aangifte betrekking heeft

Na(a)m(en), voorna(a)m(en) en nummer(s) van het(de) milieucertifica(a)t(en) in koeltechnieken van de gespecialiseerde koeltechnicus(ci)

Vermeld of een technicus slechts een deel van het jaar voor het bedrijf gewerkt heeft of slechts een deel van het jaar over het milieucertificaat in koeltechnieken beschikt heeft.

**Luik 2 : Gegevens betreffende de afvalstoffen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf beheerde tijdelijke opslag**

Adres van de opslaglocatie

Contactpersoon + rechtstreeks telefoonnummer

Overzicht van de gegevens opgenomen in het register bedoeld in bijlage VIII.

Aangevoerde afvalstoffen.

Totaal per afvalstof

Afgevoerde afvalstoffen.

Totaal per afvalstof + gegevens over de bestemmingen (identificaties van de ophalers, vervoerders en installaties tot hergroepering of behandeling)

Stand van de afvalopslagen

Op 1 januari van het referentiejaar

Op 31 december van het referentiejaar

**Luik 3 : Gegevens betreffende de afvalstoffen uit de interventies van de gespecialiseerde koeltechnicus(ci) die niet langs de tijdelijke opslaglocatie zijn gepasseerd die door het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf wordt beheerd**

De afvalstoffen vermelden die :

- op de locaties van de koelvoorzieningen zijn achtergelaten overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 § 2°;
- die onmiddellijk na de interventie van de koeltechnicus door een erkende of geregistreerde ophaler-vervoerder zijn overgenomen;
- die door een koeltechnicus rechtstreeks zijn vervoerd naar een installatie tot hergroepering, voorbehandeling, verwijdering of valorisatie.

Totaal per afvalstof + gegevens over de beheerswijzen (identificaties van de ophalers, vervoerders en installaties tot hergroepering of behandeling)

**Luik 4 : Melding van elk voorval i.v.m. de milieubescherming**

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007

De Minister-President,  
 E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
 B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
 A. ANTOINE

## Bijlage XI : Examens ter beoordeling van de milieukennis en van de vaardigheden inzake energie

**I : Beoordeling van de milieukennis**

## A. Inleidende bepalingen.

1° De kandidaten die een geldig attest of elk daarmee gelijkgesteld document in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het Vlaamse Gewest of in een andere Lidstaat van de Europese Unie behaald hebben

- overeenkomstig de minimumopleidingseisen bedoeld in de artikelen 16 en 17 van Verordening (EG) nr. 2037/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2000 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen of
- overeenkomstig artikel 5 van Verordening (EG) Nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 inzake bepaalde gefloreerde broeikasgassen vallen uitsluitend onder titel 1 van de materies van de theoretische proef.

2° Als het examen uit een schriftelijk theoretisch gedeelte en uit een praktisch gedeelte bestaat :

a) moet het praktisch gedeelte een deel i.v.m. de hantering van gefluoreerde gassen die als koelmiddel worden gebruikt bevatten, alsook een soldeeroefening;

b) Voor elk examendeel apart wordt een aantal punten toegekend. De kandidaat is voor het examen geslaagd als hij voor elk gedeelte 50 % van de punten en in totaal 60 % van de punten behaalt.

3° Als het examen uitsluitend uit een theoretisch gedeelte bestaat, is de kandidaat voor het examen geslaagd als hij 60 % van de punten behaalt.

## B. Theoretisch examen

Stoffen		Kennisniveau
Titel	Onderwerpen	
1) Waalse milieuregelgeving	Relevante elementen van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen Relevante elementen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning Besluit van de Waalse Regering betreffende de koelvoorzieningen, aangenomen overeenkomstig de Verordeningen 2037/2000/EG en 842/2006/EG.	Goede kennis
2) Internationale regelgevingen	Relevante elementen van de Protocollen van Montréal en Kyoto, EG-Verordening 2037/2000, Verordening 842/2006	Goede kennis
3) Normen en code van goede praktijk	NBN-EN 378 Delen 1-4 Code van goede praktijk van de UBF-ACA	Goede kennis
4° Milieu-impact ten gevolge van het gebruik van koelmiddelen	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emissies van ozonafbrekende stoffen</li> <li>• Directe en indirecte emissies van broeikasgassen, TEWI notie (Total Equivalent Warming Impact)</li> <li>• Risico's i.v.m. het gebruik van oliën (olie als dusdanig en opgeloste koelmiddelen)</li> <li>• Risico's i.v.m. het gebruik van koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen</li> <li>• Risico's i.v.m. het gebruik van isolerende schuim (inhoud in CFK, HCFK of HFK).</li> </ul>	Goede kennis
5) Koelmiddelen	Gereguleerde stoffen, toegelaten koelmiddelen en oliën, keuze van het koelmiddel, keuze van de olie, keuze van de koudedragende of warmtegeleidende vloeistof	Zeer goede kennis van de eigenschappen van de vloeistoffen en de desbetreffende regelgeving.
6) Dichtheid	Bepaling van de dichtheid, testen, gebruikte gasdetectoren Kennis van de technische maatregelen om emissies te reduceren, tijdens het ontwerp en het onderhoud van de voorzieningen. Kennis van de milieurisico's (emissierisico's) die specifiek zijn voor bepaalde bestanddelen (bijv. Verbindingen, volgens het type; compressoren volgens het type, enz.). Vaste detectoren (kennis van de principes, plaatsbepaling ervan, hoge en lage waarde, enz.)	Zeer goede kennis

## C. Praktisch examen

Stoffen		Kennisniveau
Titel	Onderwerpen	
Montage	1. solderen van de verschillende onderdelen : kopere leidingen (met koper, staal, messing) avec du cuivre, avec de l'acier, avec du laiton), afsluiters, drukregelaars, dichtheidscontrole 2. verificatie van de soldering door doorzagen 3. Technieken inzake het plooiën van koper en staal, bevestigings- en isolatietechnieken	Uitstekende praktische realisaties
Inbedrijfstelling	1. het onder druk brengen van inert gas 2. dichtheidscontrole; 3. vacumeren met tweetrapsvacuumpomp en controle d.m.v. een vacuummeter 4. vulling van de voorziening 5. weging en optekening van de gebruikte hoeveelheden 6. opstarting, regelingen en controles betreffende de vlote werking	Uitstekende praktische realisaties
Onderhoud	1. dichtheidscontrole met elektronische lekdetector 2. verificatie van de vlote werking	Uitstekende praktische realisaties
Recuperatie van koelmiddelen	1. recuperatie 2. weging en registratie van de gerecupereerde hoeveelheden 3. vulling van dezelfde voorziening met het gerecupereerde koelmiddel 4. herhaling van deze recuperatie met maximum 20 gram koelmiddelverlies.	Uitstekende praktische realisaties
Periodieke controle	Alle periodieke controleverificaties	Zeer goede kennis van de door te voeren verificaties

**II : Beoordeling van de vaardigheden inzake energie**

## A. Inleidende bepalingen.

Er wordt voor elk gedeelte punten gegeven. De kandidaat is voor het examen geslaagd als hij voor elk gedeelte 50 % van de punten en in totaal 60 % van de punten behaalt.

## B. Theoretisch examen.

Stoffen		Kennisniveau
Titel	Onderwerpen	
Evaluatie van de energieprestaties van de airconditionings-systemen	Evaluatie van het rendement van het airconditioningssysteem en de dimensionering ervan op grond van de eisen inzake afkoeling van het gebouw.	Goede kennis
2) Regelgevingen	Richtlijn EG 2002/91 en besluiten van de Waalse Regering waarbij ze in het interne recht omgezet wordt.	Goede kennis

## C. Praktisch examen

Stoffen		Kennisniveau
Titel	Onderwerpen	
Evaluatie van de energieprestaties van de airconditionings-systemen	1. Praktische evaluatie van het rendement van de airconditioning 2. Praktische evaluatie van de eisen inzake afkoeling van het gebouw 3. Praktische verificatie van de adequatie van de dimensionering van een airconditioningsinstallatie op grond van de eisen inzake afkoeling van het gebouw.	Uitstekende praktische realisatie

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditionings-systemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

## Bijlage XII : Voorwaarden tot erkenning van de examencentra betreffende milieukennis en vaardigheden inzake energie

## I. Erkenning van de examencentra betreffende milieukennis

## A. Examenjury

Het examencentrum moet een examenjury samenstellen met inachtneming van de volgende voorwaarden :

- de jury bestaat uit minstens drie koeltechniekspecialisten en wordt voorgezeten door een ingenieur (burgerlijk, industrieel of technisch) of door een persoon die het bewijs van minstens 3 jaar ervaring inzake koeltechniekonderzoek kan overleggen;
- minstens één van de juryleden maakt niet deel van het examencentrum.
- minstens drie juryleden beschikken over een geldig milieucertificaat in koeltechniek. Deze bepaling is pas één jaar na de erkenning van het eerste examencentrum van toepassing.

## A. Organisatie van de examens

De examenprocedures waarover het examencentrum moet beschikken bevatten :

- de procedure betreffende de keuze van de vragen en praktische oefeningen voor de examens,
- de lijst van alle mogelijke vragen die tijdens het theoretisch examen aan de kandidaten gesteld kunnen worden; deze lijst wordt telkens als nodig bijgewerkt, rekening houdend met de evolutie van de wetgeving op het milieucertificaat inzake koeltechniek en van de technieken of praktijken i.v.m. de uitoefening van het beroep van koeltechnicus die zouden kunnen bijdragen tot de vermindering van emissies uit koelvoorzieningen;
- de lijst van alle praktische oefeningen die tijdens het praktische examen aan de kandidaten voorgelegd kunnen worden,
- een becijferde evaluatiooster voor de beoordeling van de kandidaten en betreffende de theoretische en praktische examenvragen.

## A. Technische infrastructuur

Voor de organisatie van het praktische gedeelte van de examens ter beoordeling van de milieukennis moet het examencentrum over minstens de volgende technische voorziening beschikken :

Bestanddelen van de koelvoorziening	<ul style="list-style-type: none"> <li>• compressor voorzien van isolatiekleppen bij het zuigen en lozen, alsook van koppelingen waarop de manifolds geplaatst kunnen worden,</li> <li>• condensor,</li> <li>• koelmiddeltank,</li> <li>• vullingen van dehydrerefilters,</li> <li>• elektromagnetisch ventiel,</li> <li>• vloeistofaanwijzer,</li> <li>• thermostatische reduceerklep,</li> <li>• verdamper,</li> <li>• isolatiekleppen,</li> <li>• veiligheids-, meet- en reguleringsbestanddelen : manometers, pressostaten, thermostaten.</li> </ul>
Voorzieningen van de koeltechnicus	<p><u>Recuperatie en vulling</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• koelmiddelrecuperatiefles,</li> <li>• fles voor de recuperatie van nieuw (of gerecycleerd) koelmiddel,</li> <li>• koelmiddelrecuperatiegroep ontworpen om het dode koelmiddelvolume dat na recuperatie in de groep blijft of in de lucht wordt uitgestoten zo veel mogelijk te beperken,</li> <li>• vacuumpomp tweetraps.</li> </ul> <p><u>Meetinstrumenten</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• weegschaal voor koelmiddelen (minimale precisie van 0,01 kg),</li> <li>• digitale thermometer met contactsonde of infraroodthermometer,</li> <li>• manifold en flexiebel,</li> <li>• elektronische multimeter,</li> <li>• amperometer.</li> <li>• Meetvoorziening inzake elektrische isolering (Megger),</li> <li>• Testkit voor het oliezuur.</li> </ul> <p><u>Voor de opsporing van lekkages</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• elektronische lekkagedetector,</li> <li>• zeepoplossing of gelijkaardig product,</li> <li>• elektronische vacuümter,</li> <li>• inert gasfles voor onderdrukzetting met gasdrukregelaar.</li> </ul> <p><u>Voor het herstel en de assemblage van de buizen</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• verbindingselementen, leidingen, dichtingen,...</li> <li>• buizen voorzien van terugslagkleppen en soepele verbindingen,</li> <li>• snijgereedschap voor koperleidingen,</li> <li>• ontbramer,</li> <li>• buigapparaat,</li> <li>• hardsoldeerinstallatie met gasdrukregelaar en zuurstofdrukregelaar van O<sub>2</sub>,</li> <li>• hardsoldeergas,</li> <li>• cilinder met inert gas (droge stikstof, argon, helium), voorzien van reduceerventiel en debietregelaar),</li> <li>• aanhechtingsmateriaal voor hardsolderen (30 % zilver),</li> <li>• fosforbevattend aanhechtingsmateriaal (5 % zilver),</li> <li>• bijtmiddel of reinigingsproduct,</li> <li>• kraagapparaat (flare-apparaten),</li> <li>• handgereedschap : sleutels, schroevendraaiers, tangen, knipsleutel aangepast aan de kleppen van de compressor,</li> <li>• werkbank met schroefklem voor soldeertest,</li> <li>• ijzeren tang en knijptang voor de visualisering van de lassing,</li> <li>• kraagaanzetter.</li> </ul>

**II. Erkenning van de examencentra betreffende vaardigheden inzake energie****A. Examenjury**

Het examencentrum moet een examenjury samenstellen dat voldoet aan de criteria omschreven in punt I. A. of dat bestaat uit energeticaspecialisten inzake airconditioningssystemen, onder het voorzitterschap van een ingenieur (burgerlijk, industrieel of technicus) of van een persoon die het bewijs van minstens 3 jaar ervaring in de sector van de energetica betreffende airconditioningssystemen kan overleggen;

De juryleden beschikken over een geldig certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen. Deze bepaling is pas één jaar na de erkenning van het eerste examencentrum van toepassing.

**B. Organisatie van de examens**

De examenprocedures waarover het examencentrum moet beschikken bevatten :

- de procedure betreffende de keuze van de vragen en praktische oefeningen voor de examens,
- de lijst van alle mogelijke vragen die aan de kandidaten gesteld kunnen worden tijdens het examen,
- een becijferde evaluatierooster voor de beoordeling van de kandidaten en betreffende de examenvragen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningsystemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

Bijlage XIII : Aanvraagformulier voor de erkenning van een examen- of opleidingscentrum, een onderwijsinrichting

<b>Vak voorbehouden aan de administratieve diensten van de DGRNE</b>	
Datum van verzending van de aanvraag	
Datum van ontvangst van de aanvraag bij de DGRNE-DPA	
Erkenning examencentrum milieukennis	
Erkenning examencentrum vaardigheden inzake energie	
Erkenning centrum voortgezette opleiding	
Erkenning onderwijsinrichting of centrum gemachtigd voor afgifte certificaten milieukennis	
Erkenning onderwijsinrichting of centrum gemachtigd voor afgifte certificaten energie-inspectie airconditioningssystemen	
Referenties :	

Formulier terugsturen naar volgend adres :

*Ministère de la Région wallonne*

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Division de la Prévention et des Autorisations

avenue Prince de Liège 15, à 5100 NAMUR (Jambes)

**1. Identificatie van het examen- of opleidingscentrum - de onderwijsinrichting**

Officiële benaming van het examen- of opleidingscentrum - de onderwijsinrichting

Adres van de maatschappelijke zetel

Straat : nr. bus

Postcode : Gemeente :

☎ : Fax :

E-mail : @

Internetsite :

Leidinggevende persoon

NAAM Voornaam

Hoedanigheid :

**2. Voorwerp van de aanvraag tot erkenning (\*)**

(1) Erkenning van een examencentrum milieukennis

(2) Erkenning van een examencentrum vaardigheden inzake energie

(3) Erkenning onderwijsinrichting of opleidingscentrum gemachtigd voor afgifte certificaten milieukennis

(4) Erkenning onderwijsinrichting of opleidingscentrum gemachtigd voor afgifte certificaten energie-inspectie airconditioningssystemen

(5) Erkenning centrum voortgezette opleiding

(\*) Er mag slechts één vak aangekruisd worden. Indien eenzelfde centrum of inrichting om verschillende erkenningen verzoekt, een apart formulier voor elke aanvraag invullen.

**3. Over te maken gegevens (\*)**

(1)(2)(3)(4)(5) Persoon verantwoordelijk voor de procedure van het examen ou van de opleiding waarop de erkenning betrekking heeft :

NAAM Voornaam

(1)(2)(3)(4) Persoon verantwoordelijk voor de koeltechniekinfrastructuur :

NAAM Voornaam

(1)(2)(3)(4)(5) Samenstelling van de examenjury [(1)(2)] of onderwijspersoneel [(3) (\*\*) (4) (\*\*) (5)] :

NAAM Voornaam

Diploma of ervaring :

Onderwezen materie [enkel voor (3) en (4)] :

NAAM Voornaam

Diploma of ervaring :

Onderwezen materie [enkel voor (3) en (4)] :

NAAM Voornaam

Diploma of ervaring :

Onderwezen materie [enkel voor (3) en (4)] :

(1)(2) Voorzitter van de examenjury :

NAAM Voornaam

(3)(4) Exacte benaming van de opleiding :

(\*) Elke gegevensaanvraag wordt voorafgegaan door een nummer dat overeenstemt met het voorwerp van de erkenningsaanvraag (cf. punt 2.). Als de aanvraag niet voorafgegaan wordt door het nummer dat overeenstemt met de erkenning waarvoor dit formulier wordt ingediend, niets aantekenen.

(\*\*) Alleen voor het personeel dat de materies onderwijst i.v.m. de onderwerpen opgenomen in bijlage :

- XI, I voor (3)
- XI, II voor (4).

**4. Bij te voegen stukken (\*)**

(1)(2) Juryleden : CV, afschrift van de diploma's, milieucertificaat inzake koeltechniek [alleen voor (1)], certificaat energie-inspectie airconditioningssystemen [alleen voor (2)].

(1)(2) Examenprocedures bedoeld in bijlage XII,I, B en XII,II, B.

(1)(2)(3)(4) Beschrijving van de technische infrastructuur.

(3)(4) Een verslag met de adequatie tussen het programma van de cursussen onderwezen in de onderwijsinrichting of het opleidingscentrum en de materies omschreven in bijlage

- XI.,I voor (3)
- XI, II voor (4)

(5) Een afschrift van het document tot ondersteuning van de voortgezette opleiding.

(\*) Elke aanvraag wordt voorafgegaan door een nummer dat overeenstemt met het voorwerp van de erkenningsaanvraag (cf. punt 2.). Voeg alleen de stukken bij die voorafgegaan worden door het nummer dat overeenstemt met de erkenning waarvoor dit formulier wordt ingediend.

Verzoek om bijkomende gegevens

Het opleidings- of examencentrum/de onderwijsinrichting is verplicht alle in het kader van deze erkenning gevraagde gegevens en stukken aan de Directeur général van de DGRNE of diens afgevaardigde over te maken.

Handtekening

Voor de onderwijsinrichting/het opleidingscentrum, handtekening van de leidinggevende persoon, datum.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditionings-systemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme

B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

Bijlage XIV : Formulier voor de indiening van een beroep tegen de beslissingen  
bedoeld in de artikelen 4 § 5, 7, 27 § 5, 30 § 1, 50, 51, 53 en 57

<b>Vak voorbehouden aan de administratieve diensten van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu</b>	
Datum van verzending van het beroep	
Datum van ontvangst van het beroep bij de DGRNE-DPA	
Beroep ingediend door :	
de gespecialiseerde koeltechnicus het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf	
het erkende examen­centrum milieukennis	
het erkende examen­centrum vaardigheden inzake energie	
het centrum voortgezette opleiding	
de onderwijs­inrichting of het opleidings­centrum bedoeld in artikel 37	
Grond van het beroep :	
Afgifte van een erkenning	
Beslissing tot opschorting of tot intrekking van een erkenning of een certificaat	
Referenties :	

**Formulier terugsturen naar volgend adres :**

Ministère de la Région wallonne  
Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement  
Division de la Prévention et des Autorisations  
avenue Prince de Liège 15, à 5100 NAMUR (Jambes)

**1. Identificatie van de auteur van het beroep**

Benaming :

Adres

Straat : nr. bus

Postcode : Gemeente :

☎ : Fax :

E-mail : [\]@

Leidinggevende persoon

NAAM Voornaam

Hoedanigheid :

**2. Voorwerp en referenties van de betwiste daad (\*)**

<b>Beroep ingediend door :</b>
de gespecialiseerde koeltechnicus het gespecialiseerde koeltechniekbedrijf
het erkende examen­centrum milieukennis
het erkende examen­centrum vaardigheden inzake energie
het centrum voortgezette opleiding
de onderwijs­inrichting of het opleidings­centrum bedoeld in artikel 37
<b>Grond van het beroep :</b>
Afgifte van een erkenning
Beslissing tot opschorting of tot intrekking van een erkenning of een certificaat
Referentie van het schrijven overgemaakt door de DGRNE waarin kennis gegeven wordt van de weigering van erkenning :
.....

(\*) Het gepaste vak aankruisen.

**3. Ontwikkelde middelen (niet uitputtende lijst)****3.1. in rechte****3.2. In feite****3. Verhoor van de eiser door de Directeur-Generaal van de DGRNE of diens afgevaardigde in het kader van een beslissing tot opschorting of intrekking van een erkenning**

Wenst u gehoord te worden door de Directeur-generaal van de DGRNE of diens afgevaardigde (\*)

ja

nee

Het gepaste vak aankruisen.

**4. Handtekening van de leidinggevende persoon**

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditionings-systemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

Bijlage XV : Model van milieucertificaat inzake koeltechniek en van certificaat  
betreffende de energie-inspectie van de airconditioningsystemen

I. Milieucertificaat inzake koeltechniek

<i>LOGO</i>	<p>“Gegevens van het examen­centrum, het opleidings­centrum of de onder­wijs­in­richting” :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- benaming;</li> <li>- nummer erkenning door het Ministerie van het Waalse Gewest;</li> <li>- adres;</li> <li>- telefoonnummer;</li> <li>- faxnummer;</li> <li>- e-mail.</li> </ul>
<p><b>Milieucertificaat inzake koeltechniek</b></p> <p>Afgegeven overeenkomstig artikel 34 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningsystemen gewaarborgd wordt.</p> <p>Nummer van het Certificaat : (1)/(2)</p> <p>Afgegeven aan .....</p> <p>Geboren op ...../...../..... te .....</p> <p>Afgegeven te .....op.....</p> <p>Voor de Jury, De houder, De Directeur,</p> <p>(*) Schrappen wat niet past</p> <p>1. Nummer van de erkenning van het examen­centrum, het opleidings­centrum of de onder­wijs­in­richting door het Waalse Gewest.</p> <p>2. Nummering van het certificaat in stijgende volgorde.</p>	

II. Certificaat betreffende de energie-inspectie van de airconditioningsystemen

<i>LOGO</i>	<p>“Gegevens van het examen­centrum, het opleidings­centrum of de onder­wijs­in­richting” :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- benaming;</li> <li>- nummer erkenning door het Ministerie van het Waalse Gewest;</li> <li>- adres;</li> <li>- telefoonnummer;</li> <li>- faxnummer;</li> <li>- e-mail.</li> </ul>
<p><b>Certificaat betreffende de energie-inspectie van de airconditioningsystemen</b></p> <p>Afgegeven overeenkomstig artikel 55 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningsystemen gewaarborgd wordt.</p> <p>Nummer van het Certificaat : (1)/(2)</p> <p>Afgegeven aan .....</p> <p>Geboren op ...../...../..... te .....</p> <p>Afgegeven te .....op.....</p> <p>Voor de Jury, De houder, De Directeur,</p> <p>(*) Schrappen wat niet past</p> <p>1. Nummer van de erkenning van het examen­centrum, het opleidings­centrum of de onder­wijs­in­richting door het Waalse Gewest.</p> <p>2. Nummering van het certificaat in stijgende volgorde.</p>	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditionings­systemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

## Bijlage XVI : Model van certificaat betreffende de voortgezette opleiding

LOGO	"Gegevens van het opleidingscentrum of van de onderwijsinrichting" :
	- benaming; - nummer erkenning door het Ministerie van het Waalse Gewest; - adres; - telefoonnummer; - faxnummer; - e-mail.
<p><b>Certificaat voortgezette opleiding</b></p> <p>Afgegeven overeenkomstig artikel 48 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.</p> <p>Nummer van het Certificaat : (1)/(2)</p> <p>Afgegeven aan .....</p> <p>Geboren op ...../...../..... te .....</p> <p>Nummer milieucertificaat inzake koeltechniek</p> <p>Milieucertificaat inzake koeltechniek afgegeven op</p> <p>Afgegeven te .....op.....</p> <p>Voor de Jury,</p> <p>De Directeur,</p> <p>(*) Schrappen wat niet past</p> <p>1. Nummer erkenning van het centrum voortgezette opleiding door het Ministerie van het Waalse Gewest</p> <p>2. Nummering van het certificaat in stijgende volgorde.</p>	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningsystemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

## Bijlage XVII : HCFK bedoeld in artikel 1, 10°

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningsystemen gewaarborgd wordt.

Namen, 12 juli 2007

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE